

**Sport and
Citizenship**

Sport serving society



**Sport et
Citoyenneté**

Le Sport au service de la société

DOSSIER -FEATURE

DIPLOMATIE SPORTIVE EUROPÉENNE EU SPORT DIPLOMACY



Mariya Gabriel

COMMISSAIRE EUROPÉENNE EN CHARGE DES SPORTS

ENTRETIEN EXCLUSIF / EXCLUSIVE INTERVIEW

AVANT-PROPOS

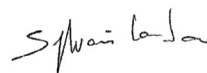
La crise sanitaire que nous vivons a été décrite par beaucoup comme une opportunité pour créer de nouveaux récits et développer des solutions nouvelles aux problèmes rencontrés. Dérèglement climatique, inégalités sociales, crise économique, incertitudes sanitaires... les défis ne manquent pas, et ont été cruellement rappelés à tous ces dernières semaines. Et le sport dans tout ça ? Quel rôle peut-il jouer dans la reconstruction de nos sociétés ? Courant avril, nous avons pris l'initiative de participer à ce débat, avec une série de contributions issues de notre réseau. Mais cette démarche n'est pas nouvelle : nous la portons depuis maintenant plus de 13 ans et la constitution de notre groupe de réflexion. S'appuyer sur le potentiel des activités physiques et sportives dans la conduite des différentes politiques publiques, donner du sens à l'engagement économique, en respectant les individus et l'environnement, bâtir des projets à forte utilité sociale et mesurer leurs effets... Nous sommes intimement convaincus que la situation actuelle est propice aux changements, c'est pourquoi nous continuerons de porter cette vision humaniste et progressiste du sport auprès des différents cercles de décision. Le dossier spécial que nous vous proposons ce trimestre illustre cette capacité de changement. Il y a quatre ans, nous consacrons un dossier à la diplomatie sportive, en cherchant à comprendre les contours de ce concept alors récent. Nous avons souhaité réinterroger cette approche

The current health crisis has been seen by many people as the chance to create something new and to develop new solutions to problems. Climate change, social inequality, the economic crisis and uncertainties in the health sector: there is no lack of challenges and they have been thrown into stark relief in recent weeks. Where is sport in all this? What role can it play in rebuilding society? In April we decided to join the debate, with a series of contributions from our network. This was nothing new for us: we have been present for more than 13 years now, when our Think Tank was set up. Using the potential of sport and physical activity in leading different policies, making sense of economic commitment by respecting individuals and the environment, constructing socially useful projects, and measuring their effectiveness. We are firmly convinced that the current situation presents the chance to change things, which is why we continue to convey our progressive, humanist view of sport to the different decision-making bodies. The special focus in this quarter's issue illustrates this capacity for change. Four years ago we focussed on sporting diplomacy and tried to make sense of this then very recent concept. We wanted to have another look at this approach today, in the light of the current situation seen from the

aujourd'hui, à la lumière de la situation actuelle et par un prisme européen. Grâce à l'expertise des membres du projet « Promouvoir une approche stratégique de la diplomatie sportive de l'Union européenne » (EUSD), conduit par l'Université Edge Hill (Royaume-Uni) et soutenu par le programme Erasmus+ Sport de l'Union européenne, vous découvrirez les enjeux de la diplomatie sportive européenne ainsi que des éléments de réflexion pour inscrire ce secteur dans le cadre des actions diplomatiques de l'UE et des États qui la composent. Nous avons également eu le privilège d'échanger avec la nouvelle Commissaire européenne en charge des sports, la bulgare Mariya Gabriel, sur les premières mises en œuvre opérationnelles issues de ce concept. Car au-delà des mots, la diplomatie sportive prend racine dans l'action des hommes et des femmes qui, partout en Europe, s'appuient sur ce formidable outil qu'est le sport pour trouver des réponses aux défis rencontrés.

Cette revue a été réalisée grâce au soutien de l'Université Edge Hill et du consortium du projet EUSD, que nous remercions pour leur confiance.

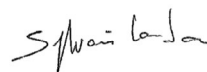
Sylvain Landa
Directeur éditorial



European point of view. The expertise of members of the "Promoting a Strategic Approach to EU Sport Diplomacy" (EUSD) project coordinated by Edge Hill University and supported by the European Union's Erasmus+ Sport programme will allow you to discover the issues involved in European Sport Diplomacy as well as thoughts about how to include this sector in the diplomacy of the EU and the Member States. We also had the privilege of talking to the new European Commissioner for Sport, the Bulgarian Mariya Gabriel, about the first operational measures to come from this concept. Sport diplomacy goes beyond mere words and is rooted in the action taken by men and women from all over Europe who use the powerful tool which sport represents to find solutions to problems.

This revue was produced with the help of Edge Hill University and the EUSD project consortium, and we would like to thank them for their confidence in us.

Sylvain Landa
Editorial Director



SOMMAIRE

**3 – POINT DE VUE
PARLEMENT EUROPEEN**
Sabine Verheyen

4 – ENTRETIEN EXCLUSIF
Mariya Gabriel

**6 – DOSSIER : DIPLOMATIE
SPORTIVE EUROPÉENNE**

Simon Rofe
Richard Parrish
Thierry Zintz
Vanja Smokvina
Stuart Murray
Snežana Samardžić-Marković
Antoine Duval
Silvija Mitevska
Albrecht Sonntag
Carmen Pérez González
Rosa Bickerton
Gavin Price
Quentin Tonnerre
Sylvie Le Maux
Christophe Dias
Typhaine Christiaen
Romuald Nguyen
Philippe Vonnard
Yvan Gastaut
Jacob Kornbeck
Hugo Bourbillères
Jacob Schouenborg

**27 – LUTTE CONTRE
LES VIOLENCES**
Ministère français
chargé des Sports

28 – SANTE
FIFA
UEFA PlayMakers

30 – EDUCATION
FDJ Sport Factory
Visiostories Crédit Agricole

32 – ECONOMIE
Ludovic Bonnet
Christophe Lepetit
Région Pays de la Loire

34 - CITOYENNETE
Marie-Amélie Le Fur
Projet PACTE
Projet FIRE
Projet SPEY
Projet ELIT-in
Projet WAC
Projet Queens Rugby

RETROUVEZ NOS ARTICLES SUR :



sportanddev.org 



« Apporter au secteur un soutien approprié »

La présidente de la commission de la culture et de l'éducation (CULT) du Parlement européen, l'Allemande **Sabine Verheyen**, doit traiter de nombreuses questions d'actualité. Covid-19, Plan de travail 2021-2024... Tour d'horizon des sujets à l'agenda du Parlement européen.



Propos recueillis par Kiera Wason-Milne

Comment le sport est-il inclus dans le plan de travail de la commission CULT ?

SV : Le Parlement européen a toujours été soucieux de soutenir l'action de l'UE dans le domaine du sport. Cette législature n'est pas différente, en témoigne l'action des États membres qui ont souligné l'importance du sport pour promouvoir l'intégration, l'inclusion sociale et la santé lors de l'audition de la Commissaire Mariya Gabriel. L'an dernier, les coordinateurs des groupes politiques ont défini de nouvelles priorités, notamment celle de façonner l'avenir de la politique sportive de l'Union. Notre commission veillera donc à ce que l'Union dispose du cadre réglementaire et politique nécessaire pour y parvenir. À court terme, la commission CULT s'attachera à défendre la place du sport dans le programme Erasmus+. Nous souhaitons que sa portée en matière de mobilité soit pleinement reconnue, et que le sport pour tous soit soutenu. À moyen terme, nous demanderons que soit conduite une étude évaluant la pertinence de la politique et du cadre réglementaire actuels de l'UE, et examinant les évolutions possibles. Nous rédigerons ensuite un rapport d'initiative, avec des propositions et des recommandations politiques, à l'occasion du prochain plan de travail pour le sport 2021-2024.



Comment la crise sanitaire a-t-elle affecté le secteur ?

SV : Les événements prévus ayant été suspendus, annulés ou reportés, le secteur du sport (professionnel et amateur) a particulièrement souffert, ses ressources étant menacées à de nombreux niveaux. Le Parlement est profondément préoccupé par cette situation, car nous ne cessons de souligner les bienfaits qu'il apporte à l'économie, à la société

et à la santé. Nous sommes donc conscients de la nécessité d'apporter au secteur un soutien approprié. Si la politique sportive reste de la compétence des États, la réponse de l'UE passe par :

- L'initiative d'investissement en réponse au Coronavirus, qui permet aux fonds structurels de soutenir les petites entreprises et les programmes pour l'emploi. Les projets portant sur l'impact du Covid peuvent désormais bénéficier d'un financement à 100% sur cette ligne, et les règles de concentration thématique ont été assouplies.
- Les aides d'État : la Commission a accéléré les demandes de dérogation des États, ce qui permet de soutenir les entreprises en difficulté.
- L'instrument de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE), qui permet à la Commission de mettre à la disposition des États jusqu'à 100 milliards d'euros de prêts.

Les retombées économiques et sociales qui en découlent nécessiteront des réponses substantielles à moyen et long terme. C'est pourquoi le budget de l'UE doit être renforcé par l'instrument de relance de 750 milliards d'euros. Notre devoir est de construire et d'adopter cette mesure.

“To give the sport sector an appropriate support”

Chair of the European Parliament's Culture and Education Committee, German MEP **Sabine Verheyen** faces many topical issues for European sport. Covid-19, Work Plan 2021-2024... an overview of current issues.

How is sport included in the CULT Committee's work plan?

SV: The European Parliament, and specifically its Committee on Culture and Education (CULT), have always been keen to support EU action in the field of sport.

This parliamentary term is no different, as early legislature proved when several Member States (MS) stressed the importance of sport to promote integration, social inclusion and public health during the hearing of (then) Commissioner designate Mariya Gabriel.

Last year, political group coordinators defined new political priorities including 'to shape the future of the Union's sport policy'- CULT will hence see to it that the EU has the necessary regulatory and policy framework to do so.

Short term, CULT is defending Erasmus+ sport's scope in mobility throughout the first reading while also ensuring the programme effectively supports grassroots sport. Medium term, the CULT Committee aims to develop further sport expertise by requesting

a research study assessing the suitability of current EU policy and regulatory framework and looking at possible future initiatives. CULT will then draw up an own-initiative report on sport, with proposals and policy recommendations.

The report is likely to coincide with the establishment of the forthcoming EU Work Plan for Sport for 2021-2024.

How has the recent COVID crisis affected the sport sector?

SV: With planned events having been suspended, cancelled or postponed, the sport sector has particularly suffered (professional and grassroots) with livelihoods threatened on many different levels. The Parliament is deeply concerned by the damage cast over sport, as we continuously stress the benefits sport brings to the economy, society and public health- we are very aware of the need to give the sector appropriate support.

While sport policy remains under national governments' power, the EU's response to the crisis

seeks to also help sport in the short term through:

- The "Coronavirus Response Investment Initiative" enables the Structural Funds to support small businesses and employment schemes. Additionally, projects dealing with Covid-19 impact now qualify for 100% financing and loosed thematic concentration rules.
- The Commission fast-tracked MS derogation requests from state aid rules, enabling support for struggling businesses.
- The instrument for temporary "Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency" (SURE) enables the Commission to make up to 100 billion EUR of loans available to MS to shore up jobs, protect businesses, self-employed and fund temporary furlough schemes.

The consequent economic and social fallout will require substantial medium and long-term responses, which is why the long-term EU budget needs boosted by the €750 billion recovery instrument. Our duty over the coming months is to build and adopt that package.

ENTRETIEN EXCLUSIF

Propos recueillis par Kiera Wason-Milne

Alors que l'Union européenne (UE) planche sur son nouveau plan de travail en faveur du sport à horizon 2023, quelle place entend-elle donner à la diplomatie sportive ? Comment le sport peut-il s'intégrer dans les différentes politiques extérieures de l'UE ? **Mariya Gabriel**, en charge de l'innovation, de la recherche, de l'éducation, de la culture et de la jeunesse à la Commission européenne, nous présente sa vision du sujet.

En 2015, votre prédécesseur, Tibor Navracsics, a créé le Groupe de haut niveau (HLG) sur la diplomatie sportive. Un rapport a été rendu l'année suivante. Aujourd'hui, comment envisagez-vous le rôle que peut jouer la diplomatie sportive dans l'action de l'UE ?

MG : En 2015, la diplomatie sportive n'était encore qu'un concept encore très peu développé au niveau de l'UE. Depuis, de nombreuses initiatives ont été initiées, notamment en matière de coopération politique et de possibilités de financements. Ce qui a été réalisé en matière de recherche et d'expertise a également été très utile. La Commission a, par exemple, publié une étude présentant les bonnes pratiques dans le domaine de la diplomatie sportive en 2018. En outre, au cours des trois dernières années, le Parlement européen a mis en œuvre un programme de financement destiné à promouvoir la coopération avec des partenaires issus d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe orientale et de l'ouest des Balkans. Les États membres ont soutenu nos actions au travers des Conclusions du Conseil sur la diplomatie sportive en 2016. Compte-tenu des résultats positifs de ces initiatives,



[@GabrielMariya](#)

je suis convaincue que le sport doit continuer à être promu dans les relations extérieures de l'UE. La diplomatie sportive s'inscrit pleinement

dans les priorités actuelles de la Commission, y compris dans notre proposition du prochain programme Erasmus+, et peut jouer un rôle-clé dans la construction d'une Europe plus forte dans le monde, renforçant ainsi notre leadership mondial et responsable. Je suis déterminée à tirer profit de ce qui a déjà été réalisé et à promouvoir le pouvoir de la diplomatie sportive à tous les niveaux, y compris au niveau local.

En 2000, Nelson Mandela déclarait que « le sport a le pouvoir de changer le monde. Il a le pouvoir d'inspirer, le pouvoir d'unir les gens comme peu d'autres le font ». Comment interprétez-vous cette citation ?

MG : En citant Nelson Mandela, nous avons tous à l'esprit la « Nation arc-en-ciel » après la victoire de l'Afrique du Sud à la Coupe du monde de rugby 1995. En effet, le sport a le pouvoir de construire des ponts entre les cultures et de favoriser la compréhension entre les peuples. En tant qu'outil

« LA DIPLOMATIE SPORTIVE S'INSCRIT PLEINEMENT DANS LES PRIORITÉS ACTUELLES DE LA COMMISSION »

As the European Union (EU) works on its new work plan for sport up to 2023, what place does it intend to give to sport diplomacy? How can sport be integrated into the EU's various external policies? **Mariya Gabriel**, in charge of innovation, research, education, culture and youth at the European Commission, shares her vision.

In 2015 your predecessor, Tibor Navracsics, established the High Level Group (HLG) on Sport Diplomacy. In 2016 the group produced a report. Today, do you see how sport diplomacy can play a role in the EU's diplomacy?

MG: Back in 2015, sport diplomacy was just a concept, not yet developed at EU level. Since then, many initiatives have been developed, in particular in terms of policy cooperation and funding opportunities. What was achieved in terms of evidence and expertise has also been very useful. For instance, the Commission published a specific study presenting good practices in the field of sport diplomacy in 2018. In addition, the European Parliament implemented a financial scheme dedicated to promoting cooperation with partners from Asia, Africa, Latin America, and the Eastern Partnership and Western Balkan countries over the last three years. Member States supported our actions through Council Conclusions on sport diplomacy in 2016. Given the positive outcomes of these initiatives, I am convinced that sport should continue to be promoted in the EU's external relations. Sport diplomacy is fully embedded in the current Commission's priorities, including in the proposal of the next Erasmus+ programme, and can play a key role in building a stronger Europe in the world, reinforcing our responsible global leadership. I am determined to build on what has already been

achieved and promote the power of sport diplomacy at all levels including at grassroots level.

In 2000, Nelson Mandela said "Sports have the power to change the world. It has the power to inspire, the power to unite people in a way that little else does". How do you give meaning to this quote?

MG: When quoting Nelson Mandela, we all have in mind the "Rainbow Nation" following South Africa's victory at the 1995 Rugby World Cup. Indeed, sport has the power to build bridges between cultures, and enhance understanding between people. As a soft power, sport can contribute significantly to good neighbourly relations. Sport clearly enhances employment opportunities, and helps deal with issues associated with peace, migration, mobility and security. In addition, the role played by sport in contemporary society in improving people's health and tackling social inclusion is a significant one. It is also important for social and personal development and increasingly contributes to the economic growth and prosperity of local communities and regions. In particular, sport is a useful tool for empowering young people, including women, and promoting the key EU interests of good governance, democracy,

rule of law, as well as human rights. The promotion of sport and its values such as team spirit, solidarity, sense of effort and gender equality, provides opportunities to enhance capacity building in many regions outside the EU.

In this context, what kind of initiative(s) would you wish to develop?

MG: I would like to develop sport diplomacy in three different ways. First, at regional level, I would like to bring the Western Balkans region closer to the EU. This process has already started thanks to the opening of the European Week of Sport to partners from this region. We will deepen the cooperation this year through specific funding in the framework of the Western Balkans dimension of the European Week of Sport Beyond Borders' initiative. This action will promote participation in sport and physical activity, as well as support the implementation of the #BeActive campaign in the region. Furthermore, it will raise participants' awareness and understanding of other cultures in the Western Balkans.

Second, we are preparing for the wider inclusion of international partners in the sport chapter of the new Erasmus programme. Finally, I would like to further develop the existing bilateral cooperation between

“SPORT DIPLOMACY IS FULLY EMBEDDED IN THE CURRENT COMMISSION'S PRIORITIES”

de soft power, il peut participer de manière significative aux relations de bon voisinage entre pays. De plus, le sport contribue à accroître les possibilités d'emploi et permet une meilleure appréhension des enjeux liés à la paix, aux migrations, à la mobilité et à la sécurité. En outre, dans nos sociétés contemporaines, il favorise la préservation de la santé et participe de manière déterminante à la lutte contre l'exclusion sociale. Il est également important pour le développement social et personnel et contribue de plus en plus à la croissance économique et à la prospérité des collectivités territoriales et des régions. Il apparaît comme un outil précieux pour renforcer l'autonomie des jeunes, y compris des femmes, et promouvoir les principes essentiels de l'UE, que sont la bonne gouvernance, la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme. La promotion du sport et de ses valeurs, telles que l'esprit d'équipe, la solidarité, le sens de l'effort et l'égalité des sexes, offre donc la possibilité de renforcer les capacités des individus dans de nombreuses régions en dehors de l'UE.

Quels types d'initiatives souhaiteriez-vous développer ?

MG : Je souhaite développer la diplomatie sportive autour de trois axes. D'abord au niveau régional, en rapprochant davantage la région des Balkans occidentaux à l'UE. Ce processus a déjà commencé, avec l'ouverture de la Semaine européenne du sport à nos partenaires issus de cette région. Nous allons approfondir cette coopération au travers de financements dédiés dans le cadre de l'initiative « Semaine européenne du sport au-delà des frontières ». Cette action promouvra la pratique d'une activité physique ou sportive et soutiendra la mise en œuvre de la campagne #BeActive dans la région. Elle sensibilisera également les participants aux autres cultures des pays de l'ouest des Balkans et les aidera à mieux les comprendre.

third countries and the EU. There is a lot of interest in sharing good practices in the field of sport.

With a view to valorising sport, the group further suggested to include "sport" in the designation of Directorate-General for Education and Culture. Is this a utopian dream?

MG: This is already the reality. The title of the Commission Directorate-General is Education, Youth, Sport and Culture. So the importance of sport is fully recognised. The HLG also referred to the work done by our external delegations on sport. In a few months, I have noticed their increased interest in sport because our partner countries are more and more interested in cooperation in this field. This is why I am particularly happy that the European Parliament is supporting us to develop external actions in the field of sport. I would add that beyond symbols, funding is important and we

Par ailleurs, nous nous préparons à une plus large inclusion des partenaires internationaux dans le volet « Sport » du nouveau programme Erasmus. Enfin, j'aimerais développer davantage la coopération bilatérale existante entre les pays tiers et l'UE. L'échange de bonnes pratiques dans le domaine du sport suscite un grand intérêt.

En vue de valoriser le sport, le HLG a aussi suggéré d'inclure le mot « sport » dans la désignation de la direction générale « Education et Culture ». Est-ce que cela vous semble utopique ?

MG : C'est déjà la réalité. Le titre de la direction générale de la Commission européenne englobe l'éducation, la jeunesse, le sport et la culture. L'importance du sport est donc pleinement reconnue. Le HLG a également fait référence au travail effectué par nos délégations extérieures en matière de promotion du sport. En quelques mois, j'ai pu constater cet intérêt accru pour le sport, car nos pays partenaires sont de plus en plus intéressés par une coopération dans ce domaine. C'est pourquoi je suis particulièrement heureuse que le Parlement européen nous soutienne pour développer des actions extérieures dans ce champ. J'ajoute qu'au-delà des symboles le financement est important, et nous ne devons pas oublier que le futur programme Erasmus sera ouvert pour développer cette coopération extérieure dans le domaine du sport. La réalité d'aujourd'hui est que le sport est devenu un sujet très important pour l'UE, y compris dans sa dimension internationale.

L'un des exemples récents de coopération internationale par le sport est l'appel à projets lancé en 2019 sur les échanges et la mobilité. Comment ces perspectives reflètent-elles les efforts diplomatiques déployés dans le domaine du sport au nom de l'UE ?

must not forget that the future Erasmus programme will be open to develop this external cooperation in the field of sport. The reality today is that sport has become a very important EU subject, including in its international dimension.

In 2019, a European call for proposals on "exchanges and mobility in sport" embodied a tool of international cooperation. How do these prospects reflect diplomatic efforts in the field of sport on behalf of the EU?

MG: Thanks to the European Parliament, since 2018, we have had additional funding for sport (1.5 million euro per year) for mobility and exchanges of coaches and sport staff. Seventeen projects have already been financed, bringing people together and developing people-to-people contacts within EU borders and beyond. This is the perfect example of sport diplomacy at grassroots

MG : Grâce à l'appui du Parlement européen, nous disposons depuis 2018 de fonds supplémentaires pour le sport (1,5 million d'euros par an), dédiés aux échanges et à la mobilité des entraîneurs et des staffs sportifs. Dix-sept projets ont déjà été financés, permettant de rapprocher les gens et de développer les contacts entre les peuples à l'intérieur des frontières de l'UE et au-delà. C'est le parfait exemple de la diplomatie sportive au niveau local. La coopération, les partenariats et les échanges peuvent contribuer au développement de nouvelles compétences aux niveaux personnel, organisationnel et sociétal. Tisser des liens entre les individus contribue au développement personnel de nos concitoyens. Apprendre les uns des autres, travailler ensemble et partager des valeurs encouragent le renforcement des capacités des organisations sportives. La plupart des bénéficiaires sont de petites structures. Les organisations sportives, à tous les niveaux, sont par nature ouvertes à la coopération internationale et la diplomatie sportive doit se faire de cette façon, en partant de la base. En renforçant les capacités individuelles et organisationnelles dans le domaine sportif, nous contribuons aux changements sociétaux. Le succès de cette action préparatoire est indiscutable et elle devrait maintenant trouver toute sa place dans le nouveau programme Erasmus, où la dimension internationale du sport, y compris la mobilité, devrait être renforcée.



www.ec.europa.eu/sport

level. Cooperation, partnerships and exchanges can contribute to the development of new skills at personal, organisational and societal levels. Building bonds between people contributes to our citizens' personal development. Learning from each other, working together and sharing values encourage the capacity building of sport organisations. Most of the beneficiaries are small organisations. Sport organisations at all levels are by nature open to international cooperation and sport diplomacy has to happen from the bottom to the top. When we empower individuals and organisations, it positively influences societal changes. The successful implementation of this Preparatory Action on Exchanges and mobility in sport at the request of the European Parliament is fully recognised, and it should now find its place in the new Erasmus programme where the international dimension of sport, including mobility, is set to be reinforced.

"AN ADDITIONAL FUNDING FOR SPORT FOR MOBILITY AND EXCHANGES"

Contexte / Context

? Pourquoi parler de « diplomatie sportive européenne » ?

« Il est plus que jamais urgent de redynamiser les outils, les moyens et les ressources que l'UE utilise pour atteindre ses objectifs et ses ambitions sur la scène internationale. Bien qu'il ait été autrefois dévalorisé, le sport est aujourd'hui de plus en plus considéré avec succès par divers pays et gouvernements comme un outil permettant d'améliorer leur politique étrangère et leurs relations internationales, d'atteindre des publics extérieurs de manière plus approfondie, plus positive et plus efficace, de soutenir les politiques extérieures et de renforcer leur image et leur influence internationales. »

Rapport du groupe de haut niveau sur la diplomatie sportive, juin 2016

? Why talk about «European sport diplomacy»?

« It is more than ever urgent to reinvigorate the tools, means and resources that the EU uses to achieve its goals and ambitions on the international stage. Although it used to be downgraded, sport is today increasingly and successfully regarded by various countries and governments as a tool to improve their foreign policy and international relations, reach external audiences more deeply, positively and effectively, support external policies and enhance their international image and influence. »

High Level Group on Sport Diplomacy, Report 2016

Repères / Points of reference

Oct / Oct 2015	Création du Groupe de haut niveau sur la diplomatie sportive, composé de 15 personnalités	Creation of the High-Level Group on Sport Diplomacy, composed of 15 personalities
Juin / June 2016	Publication du rapport « Sport et Diplomatie »	Publication of the report «Sport and Diplomacy»
Nov / Nov 2016	Conclusions du Conseil de l'Union européenne sur la diplomatie sportive	Council Conclusions on Sport Diplomacy
Jan / Jan 2018	Publication du rapport « Diplomatie sportive : identifier les bonnes pratiques »	Publication of the report « Sport diplomacy: identifying good practices »
2018	Lancement de l'action préparatoire « Échanges et mobilité dans le sport » destiné à promouvoir la coopération avec des partenaires issus d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe orientale et de l'ouest des Balkans.	Launch of the preparatory action «Exchanges and mobility in sport» to promote cooperation with partners from Asia, Africa, Latin America, Eastern Europe and the Western Balkans.

Le projet « Promouvoir une approche stratégique de la diplomatie sportive de l'UE » (EUSD)

📅 Janvier 2019 - 2020.

🎯 Objectifs

Entreprendre un travail de recherche et organiser une série d'événements afin de soutenir les priorités de l'UE dans le domaine de la diplomatie sportive.

Aider l'UE à adopter une approche stratégique de la diplomatie sportive et à mettre en évidence les situations où le sport peut contribuer à amplifier les messages diplomatiques-clés de l'UE et à forger de meilleures relations diplomatiques avec les pays-tiers.

De nombreuses contributions de ce cahier émanent des partenaires du projet EUSD (page 7 à 17)

EU Project « Promoting a Strategic Approach to EU Sports Diplomacy »

📅 January 2019 - 2020.

🎯 Objectives

To undertake primary research and stage a series of Multiplier Sport Events to support EU priorities in the area of sport diplomacy.

To help the EU adopt a strategic approach to sport diplomacy and provide evidence of instances where sport can help amplify key EU diplomatic messages and help forge better diplomatic relations with third countries.

Many of the contributions in this booklet come from the partners of the EUSD project (p. 7-17)



Project leader
Edge Hill University



Edge Hill University



NGO TAKT



TMC Asser Institute



The University of Rijeka



Universidad Carlos III Madrid



ESSCA School of Management



Université catholique de Louvain

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Associate partner
Enlarged Partial Agreement on Sport
epas
Accord Partiel Élargi sur le Sport

Comment le sport s'est retrouvé dans la boîte à outil diplomatique

« Des baskets à la place des malettes, mais tout de même des diplomates », c'est ainsi qu'a été décrite l'équipe nationale anglaise en route pour la Coupe du monde de football 1950 au Brésil.



SIMON ROFE

@drjsimonrofe

Maître de conférences en études diplomatiques et internationales, Université SOAS de Londres (Royaume-Uni)

Reader in Diplomatic and International Studies, SOAS University of London (United Kingdom)



www.soas.ac.uk

La performance médiocre de l'équipe nationale anglaise, avec une défaite 0-1 tristement célèbre contre les États-Unis, n'était qu'une dimension de ce voyage. Les joueurs et leur entourage étaient engagés dans une forme de diplomatie que ne renieraient ni leurs contemporains dans le Foreign Office, ni leurs successeurs au XXI^{ème} siècle. C'est que l'entourage de l'équipe anglaise, tout comme celui des autres équipes de ce tournoi et de tous les méga-événements sportifs suivants, étaient des diplomates de fait. Comme le démontrent de récents ouvrages (Rofe 2019, Murray 2018), ces sportifs étaient engagés dans les trois pratiques diplomatiques principales que sont la représentation, la communication et la négociation. Des athlètes d'élite ou même de simples sportifs à la base de la pyramide représentent toujours quelque chose : leur nation, un club de renom ou simplement leur ville. De plus, tout athlète, par sa performance même, est pour le moins engagé dans une communication, parfois très intense, quand les spectateurs partagent la joie et l'angoisse qui viennent avec la victoire ou la défaite. Et ils négocient aussi : leur présence lors des événements façonne l'expérience que le public en a. Et parfois, ils le font directement ; dans un organisme comme Global Athlete, mis en place en 2019 pour donner aux athlètes

**« REPRÉSENTATION,
COMMUNICATION,
NÉGOCIATION »**

plus de voix, ou au niveau du sport de masse, où les sportifs sont en même temps les organisateurs. Ces trois dimensions ne concernent pas seulement les athlètes, mais un large éventail d'acteurs engagés dans la pratique de la diplomatie sportive : les instances de gouvernance nationales et internationales, des ONG, des équipementiers, les sponsors multinationaux, la couverture médiatique, et enfin et surtout les spectateurs, sur place ou participant à distance grâce à la technologie. Tous ces acteurs peuplent des scènes diplomatiques diverses, avec des audiences différenciées sur les plans national, continental ou mondial. Les diplomates officiels, dont la mission est de représenter l'État-nation souverain, les observent, les approchent et, parfois, s'en distancient. Mais ils ne sauront ignorer le monde sportif. Et ils s'engagent de plus en plus dans la diplomatie sportive. Ici et là, les tentatives d'utiliser le sport comme ressource de « soft power » ont été dénoncées comme du « sports-washing », mais n'empêche : toute « *marque nationale sera plus crédible quand elle est portée par des sportifs* », comme le résume Tom Fletcher, ancien ambassadeur britannique. Et même au-delà du niveau national, l'Union européenne et l'UNESCO demandent aux diplomates d'explorer le rôle que peut jouer le sport. Le sport et la diplomatie jouent désormais des matches aller/retour, avec toute une panoplie d'acteurs sportifs engagés dans des pratiques diplomatiques, et des diplomates nouant un dialogue officiel avec le monde sportif.

How Sport ended up in the Diplomats' Toolbox

'Boots instead of brief-cases – but diplomats still': these words described the England squad selected for the 1950 FIFA World Cup in Brazil.

The England team's unremarkable performances, including an infamous 1-0 defeat to the USA, were but one dimension of their participation. As the opening suggests, the players, the coaching staff and associated administrators – the entourage – were engaged in a form of diplomacy that would have been recognised by their contemporaries in the Foreign Office, and importantly also, by both diplomats the world over in 1950, and their descendants in the twenty-first century. That is because the England entourage, and indeed all of those competing at that World Cup Finals, or other Mega Sport Event (MSE) such as the Olympic Games, were de facto diplomats. As explored in recent books on Sports Diplomacy (Rofe 2019, Murray 2018), these individuals were engaged in the three core diplomatic practices of Representation, Communication and Negotiation. The athletes competing at a MSE, or further down the pyramid at a grassroots level, are representing something; be it their nation, or a club of international renown, or the local village.

Further, athletes by virtue of their performance, if nothing else are engaged in communicating; often it is so much more, as spectators observe joy and anguish greeting victory and defeat. And, they are negotiating too; by their presence at events they shape the experience, by direct negotiation through a body like Global Athlete – set up in 2019 to give athletes a greater voice in sport, or at grassroots level where the rules are governed only by the participants.

**“REPRESENTATION,
COMMUNICATION,
NEGOTIATION”**

These three tropes are not restricted to athletes, but a wide-ranging cast engaged in the practice of Sports Diplomacy including national and international governing bodies, NGOs, kit manufacturers, multinational sponsors, media coverage from a single device or a multinational corporation, and last but by no means least spectators either in

person or mediated by technology. All of these actors inhabit various diplomatic stages with differentiated national, regional and global interest and audiences; and that is why official diplomats have observed, engaged with and sometimes distanced themselves from sport and sports people. Today, official diplomats, those whose occupation it is to represent the sovereign state, are increasingly engaging in Sports Diplomacy. Accusations of 'sports-washing' have followed various endeavours to use sport as a Soft Power asset, but the temptation is there given the promotion of a “*national brand will be more credible when carried by sportsmen*” as former UK Ambassador to Lebanon, Tom Fletcher observes. Beyond national considerations, in the EU and at the UN level, bodies such as UNESCO, have tasked diplomats in exploring the role sport has to play.

In essence, sport and diplomacy play out reverse fixtures, with a panoply of actors on the sporting stage engaged in diplomatic practices, and equally diplomats engaging with sport in an official capacity.

Un groupe de haut niveau européen sur la diplomatie du sport

Instauré en 2015 par Tibor Navracsics, ancien Commissaire européen en charge des questions de sport, le groupe de haut niveau sur la diplomatie sportive a formulé une série de recommandations aux institutions européennes afin d'inscrire le sport dans les différentes politiques conduites par l'Union européenne.



RICHARD PARRISH
@eusportslaw

Directeur du Centre de recherche sur le droit du sport, Université Edge Hill (Royaume-Uni).

Director of the Centre for Sports Law Research, Edge Hill University (United Kingdom)



THIERRY ZINTZ
@ThierryZintz

Professeur en Management des Organisations Sportives, Université catholique de Louvain (Belgique)

Professor in Sport Organisation Management, Catholic University of Louvain (Belgium)

Ces dernières années, l'Union européenne a été affectée par un nombre de menaces et d'événements dramatiques sans précédent. Certains mouvements politiques se sont empressés d'exploiter les crises terroriste, migratoire, financière et, plus récemment, sanitaire qui se sont succédé, en manipulant les peurs de ceux qui se sentent marginalisés sur le plan social, économique et politique, nourrissant ainsi un sentiment europhobe dans plusieurs États membres, et au-delà. Dans ce contexte délicat et complexe, il apparaît plus urgent que jamais de revigorer les outils, moyens et ressources que l'Union utilise pour réaliser ses objectifs sur la scène internationale. Dans le même temps, un nombre croissant de gouvernements considèrent désormais le sport comme un outil pour améliorer leur politique extérieure et leurs relations internationales, pour atteindre des publics étrangers de manière plus profonde, positive et efficace, et pour soutenir leurs politiques externes et conforter leur image de marque et influence sur la scène internationale.

« INCLUSION, DÉVELOPPEMENT ET VALEURS »

C'est dans cet état d'esprit que l'ancien Commissaire européen en charge des Sports Tibor Navracsics a chargé, en 2015, un « High-Level Group » (HLG) d'évaluer le potentiel du sport au sein de la diplomatie officielle. Cette nouvelle approche du sport en tant qu'outil diplomatique mettait en lumière les valeurs positives du sport et leur impact bénéfique sur la cohésion sociale en irrigant l'éducation, l'économie, la culture et l'emploi, en améliorant la santé, et en contribuant à un monde meilleur par l'encouragement

au dialogue, au développement et à la paix.

Avant de remettre son rapport en juin 2016, le groupe s'est réuni six fois. Afin de formuler des recommandations efficaces, il a d'abord répondu aux questions suivantes :

- Pourquoi l'UE devrait-elle utiliser le sport dans ses relations extérieures et ses actions diplomatiques ? Étant donné que les objectifs de politique extérieure européenne et les valeurs du sport concordent, le HLG a estimé que le sport était susceptible d'aider l'Union dans la poursuite de ses ambitions. En tant qu'élément de dialogue, le sport peut faire partie de la diplomatie européenne, en facilitant les relations de l'UE et de ses États membres avec le monde extérieur.
- Comment le sport pourrait-il être intégré dans les relations extérieures de l'UE ? Le sport fonctionne comme un facilitateur diplomatique. Il atteint directement le grand public, suscite de l'intérêt et de la bienveillance, créant ainsi un environnement favorable pour la conduite des relations internationales. Bien qu'il soit rarement un vecteur diplomatique à lui tout seul, le sport peut être efficace pour introduire des changements ou renforcer des dynamiques dans des processus diplomatiques.
- Comment le sport pourrait-il s'insérer dans les politiques européennes ? Afin de fournir des propositions aussi réalistes et spécifiques que possible, tout en tenant compte des dispositions du traité de Lisbonne, le HLG a limité ses réflexions aux domaines où le sport peut apporter une réelle plus-value aux objectifs de l'Union en matière de relations extérieures.

A European Union High Level Group on Sport Diplomacy

Set up in 2015 by Tibor Navracsics, former European Commissioner for Sport, the High Level Group on Sport Diplomacy made a series of recommendations to the European institutions in order to include sport in the various policies conducted by the European Union.

In recent years, the European Union has been affected by an unprecedented number of threats and dramatic events. Different political movements were quick to exploit the terrorist, refugees, economic, and more recently, health crises across Europe, manipulating the fears of those who feel socially, economically and politically marginalised, and fuelling an increasing Europhobic sentiment in many Member States and in the outside world. In this challenging and complex context, it appeared more than ever urgent to reinvigorate the tools, means and resources that the EU uses to achieve its goals on the international stage. At the same time, an increasing number of governments today regard sport as a tool to improve their foreign policy and international relations, reach external audiences more deeply, positively and

effectively, support external policies and enhance their international image and influence.

“INCLUSION, DEVELOPMENT AND SPORT-ORIENTED VALUES”

It is with this in mind that the former Commissioner Tibor Navracsics mandated in 2015 a High Level Group (HLG) to assess the potential of sport in EU diplomacy. This new approach to sport as a diplomatic tool aimed at emphasising the positive values of sport and their impact in building a more cohesive society, in fuelling education, economy, culture and employment, in improving health and in shaping a better world through nurturing dialogue, development and peace. Before handing over its report in June 2016, the Group met six times. In

order to produce effective recommendations, it first answered the following questions:

- Why should the EU use sport in its external relations and diplomatic outreach? As EU foreign policy objectives and the values of sport match, the HLG believed that sport can help the EU reach many of its external political ambitions. Sport can be a part of the EU's diplomacy as an element of dialogue, facilitating EU's and its Member States' relations with the wider world.
- How could sport be integrated in the EU's external relations? Sport works softly as a diplomatic lubricant. Sport can appeal directly to the general public, create interest and goodwill, thus providing a favourable environment for managing international

Sur la base de ces prémisses, les recommandations du HLG se sont concentrées sur trois orientations : l'inclusion dans et par le sport, le développement (avec le sport comme outil éducatif) et les valeurs du sport. Ces trois orientations forment la colonne vertébrale des recommandations formulées dans les trois domaines spécifiques suivants :

- 1 - Les relations extérieures de l'UE.
- 2 - La promotion, et la défense des valeurs de l'UE dans le contexte des grands événements sportifs.
- 3 - Le développement d'une culture organisationnelle de la diplomatie sportive.

D'abord, en ce qui concerne les relations extérieures de l'UE, reconnaissant que l'Union traite avec des pays tiers à travers, entre autres, ses politiques de voisinage, d'élargissement, de développement et de coopération, le rapport a estimé que le sport pouvait jouer un rôle plus important dans la réalisation des objectifs de ces politiques. Le rapport a recommandé que le sport soit mieux pris en considération dans ces accords avec les pays tiers et a appelé à systématiser sa prise en compte dans les programmes de financement, en révisant notamment les programmes comme Erasmus+, afin de permettre un meilleur accès des pays tiers à ces financements. Le rapport a demandé que l'UE fournisse un soutien technique et politique aux autorités et organisations sportives de ces pays. Il a recommandé aussi l'organisation d'une conférence de haut niveau sur la diplomatie sportive, la promotion d'une migration sportive légale et circulaire, des prix pour des projets remarquables portés par la société civile, et le développement d'outils de communication pour la dissémination de bonnes pratiques.

Le rapport aborde ensuite la promotion et la défense des valeurs de l'UE dans le contexte de grands événements sportifs. Il rappela que l'organisation de ces événements soulève des questions en lien avec les préoccupations



relations. Though rarely itself a sufficient condition for diplomacy, sport can be effective in facilitating changes or increasing momentum in diplomatic processes.

- How could Sport Diplomacy fit in European Policies? For the purpose of being as efficient, actionable and specific as possible, and taking into consideration the Lisbon Treaty provisions, the HLG has limited the scope of its thinking to the areas in which sport can bring the most added value in the service of the EU's external relations objectives.

Based on the above elements, the recommendations of the HLG therefore focused on 3 orientations, namely inclusion in and through sport, development (sport as an educational tool), and sport-oriented values. These 3 orientations were the backbone of the HLG recommendations within the following 3 specific areas:

- 1 - EU External Relations.
- 2 - Promotion of EU values in the context of major sport events and Advocacy.
- 3 - Development of an organisational culture of sport diplomacy.

First, in terms of EU External Relations, the report acknowledged that the EU engages with third countries through, inter alia, its Neighbourhood, Enlargement, Development and Co-operation policies and that sport can play a more prominent role in helping the EU achieve its external relations objectives. The report recommended that sport be fully taken into account in these third country agreements and it called for a mainstreaming of sport in the EU External Relations funding programmes and a review of EU funding programmes, such as Erasmus+, to ensure that third countries have better access to them. The report requested that the EU provide technical and policy support to third country public authorities and sports organisations. It also recommended the staging of a high-level sports diplomacy conference, the promotion of legal / circular migration through sport, awards for prominent civil society projects and the development

de l'Union, telles que l'intégrité et la transparence, la bonne gouvernance et la participation, les droits humains et l'inclusion sociale, la protection environnementale et la croissance économique. Le rapport recommanda de soutenir la recherche sur l'accueil d'événements sportifs majeurs et appela à accorder plus d'attention à la diplomatie économique lors de leur mise en œuvre. Il proposa aussi la création d'un réseau d'ambassadeurs du sport comprenant des athlètes et entraîneurs afin de promouvoir les valeurs européennes par le sport.

« UNE CULTURE ORGANISATIONNELLE DE LA DIPLOMATIE SPORTIVE »

Enfin, le rapport formule des recommandations en matière de culture organisationnelle. Étant donné le caractère transversal du sport, particulièrement dans le contexte diplomatique, le rapport souligne l'importance de systématiser la prise en compte du sport dans les activités d'autres services compétents de la Commission et des institutions communautaires. Le rapport suggère d'afficher le terme « Sport » dans le titre de la Direction Générale « Education et Culture » et revendique un statut de priorité pour la diplomatie sportive dans le Plan de Travail pour le Sport 2017-2020. Le rapport propose également de faire référence à la diplomatie sportive dans la future « Stratégie européenne en matière d'affaires extérieures » et dans le Plan d'Action « Droits de l'Homme et Démocratie ». De plus, il recommande la mise en place d'un groupe d'experts sur la diplomatie sportive et l'inclusion du sport dans le portefeuille des fonctionnaires des délégations de l'UE chargés des relations culturelles. Enfin, le rapport souhaite une sensibilisation des ministères des affaires étrangères des États membres sur le potentiel du sport comme outil de diplomatie publique.

of communication tools, such as websites and social media, to present good practice examples.

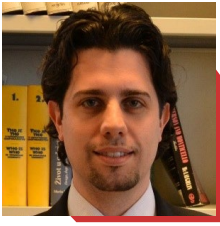
Second, the report discussed the promotion of EU values in the context of major sport events and advocacy. Here the report highlighted how the staging of major sports events raises a number of issues that connect to EU concerns, such as questions of integrity, transparency, good governance, grassroots participation, human rights, social inclusion, environmental protection and economic growth. The report recommended supporting projects and research relating to the staging of major sport events and it called for more attention to be given to economic diplomacy when major events are staged. It also called for the creation of a network of sport ambassadors including current as well as former athletes and coaches, to promote EU values through sport.

"AN ORGANISATIONAL CULTURE OF SPORT DIPLOMACY"

A final set of recommendations related to the development of an organisational culture of sport diplomacy. Given the cross-cutting nature of sport, particularly in the diplomacy context, the report highlighted the importance of mainstreaming sport into the activities of other relevant Commission services and EU institutions. The report recommended featuring the word "Sport" in the title of the DG Education and Culture and it advocated giving sport diplomacy priority status in the 2017-20 EU Work Plan for Sport. The report also suggested referring to the potential of sports diplomacy in the next EU Foreign Affairs strategy and the EU Human Rights Action Plan. Establishing a group of experts on sport diplomacy and including sport into the portfolio of Delegation Officers who are responsible for cultural relations was recommended. Finally, the report advocated raising awareness in the Ministries of Foreign Affairs of EU Member States on the potential of sport as a public diplomacy tool.

La diplomatie sportive en pratique : quelques exemples nationaux

États-Unis, Chine, Australie, France, Croatie... Nombreux sont les États à avoir formalisé une stratégie de diplomatie sportive. Si les approches divergent, toutes contribuent à renforcer les intérêts de chacun des pays.



VANJA SMOKVINA

@eusportslaw

Maître de conférences en droit,
Université de Rijeka (Croatie)

Assistant Professor, University
of Rijeka, Faculty of Law, Croatia



www.uniri.hr

Depuis des temps immémoriaux, le sport et la politique ont été mêlés, comme l'atteste la trêve olympique dans la Grèce antique. Plus près de nous, les illustrations de l'utilisation du sport comme outil diplomatique sont nombreuses : la diplomatie du ping-pong entre la Chine et les États-Unis et la diplomatie du hockey entre le Canada et l'ancienne Union soviétique ont été suivies par la diplomatie de la lutte entre la Russie, l'Iran et les États-Unis, la diplomatie du cricket entre l'Inde et le Pakistan, ou encore les épisodes de diplomatie du baseball entre Cuba et les États-Unis.

Dans chacun de ces cas, le sport a été choisi pour servir des intérêts nationaux. Le meilleur exemple d'aujourd'hui est celui de l'Australie, décrite par Stuart Murray dans sa contribution à ce dossier. Un autre modèle important est le programme *SportsUnited* mis en œuvre par le ministère des affaires étrangères des États-Unis, dont deux activités méritent d'être mentionnées particulièrement : le programme *Sports Visitors* qui permet à des sportifs étrangers de voyager aux États-Unis pour des formations spécialisées, et *Sports Envoy* qui recrute notamment d'anciens athlètes et des entraîneurs pour un rôle de « diplomates en survêtement ».

Un troisième exemple révélateur est celui du Japon et de son utilisation du sport pour briser les stéréotypes impérialistes et refléter ses réussites économiques. L'accueil de méga-événements sportifs (MSE) comme les Coupes du monde de football et de rugby et, bien sûr, les Jeux Olympiques et Paralympiques, mais aussi le programme *Sport for Tomorrow*, qui visait à promouvoir le sport auprès de plus de 10 millions de personnes dans 100 nations différentes avant les JOP 2020 participent à cette ambition. On peut aussi nommer l'Afrique du Sud, le

Brésil et la Chine, qui eux aussi ont perçu les MSE comme des opportunités de présenter un visage « nouveau » ou « meilleur » dans l'arène internationale. La Chine est aussi un exemple intéressant en raison de ses investissements colossaux dans le football, outil diplomatique et économique à rayonnement mondial, en plus de sa « diplomatie des stades » qui fournit des infrastructures sportives à des pays en voie de développement.

« DANS LES BALKANS, LE SPORT À DES FINS DE RÉCONCILIATION »

En Europe, la France fait figure de leader, avec l'institutionnalisation d'un « Ambassadeur pour le sport » et son succès persistant à attirer les plus grands MSE. La diplomatie sportive du Royaume-Uni se base surtout sur des partenariats entre le British Council et des fédérations majeures comme la Premier League et le Premiership Rugby dans le but de promouvoir les valeurs britanniques et la langue anglaise. D'autres pays comme l'Espagne ou la Croatie ont aussi compris l'importance de la diplomatie sportive dans leurs agendas politiques et économiques. La Croatie, notamment, vient de reconnaître officiellement l'importance de la diplomatie sportive par le biais de sa toute première stratégie nationale pour le sport et dans son soutien fort aux Jeux Sportifs de la Jeunesse (*Sportske igre mladih*), un programme organisé conjointement avec la Bosnie-Herzégovine et la Serbie, qui utilise le sport à des fins de réconciliation et de compréhension mutuelle, de solidarité et de fair-play entre les jeunes de ces pays. L'Union européenne n'est certes pas un État-nation, mais elle n'en a pas moins des objectifs de politique étrangère et serait bien avisée de prendre inspiration de ces exemples à travers le monde.

National practices in Sports Diplomacy

United States, China, Australia, France, Croatia... Many States have formalized a Sport diplomacy strategy. Although the approaches diverge, they all contribute to strengthening the interests of each country.

Sport and politics have mixed since time immemorial – just think of the Olympic Truce in ancient Greece - and they continue to do so through the instrumentalization of sport as a diplomatic and strategic means to policy ends. Illustrations abound: ping-pong diplomacy between China and the United States and hockey diplomacy between Canada and the former Soviet Union have been followed by wrestling diplomacy between Russia, Iran and the United States, cricket diplomacy between India and Pakistan, or the intermittent episodes of baseball diplomacy between Cuba and the United States.

“SPORT FOR RECONCILIATION IN THE BALKANS”

In each of these cases, sport was co-opted to serve national interests or foreign policy outcomes. Today, we may look to Australia as an important example, as described by Stuart Murray in his contribution to this issue. Another important model is the United States. State Department's *SportsUnited*

programme, which includes two activities that deserve to be highlighted: the *Sports Visitors* program which allows sports people to travel to the USA for specialised training and clinics and *Sports Envoys* where mostly retired athletes and coaches are employed as “diplomats in tracksuits”. The third interesting example is Japan and its use of sport to overcome imperialist stereotypes and reflect its economic achievements by organizing Mega Sports Events (MSE), including the football and rugby world cups and the Summer Olympics and Paralympics, as well as the *Sport for Tomorrow* programme, an initiative to promote sport to more than 10 million people in over 100 nations before the Tokyo Olympics. We may also name South Africa, Brazil and China, all focusing on MSEs as a political opportunity of presenting the “new” or “better” face in the global arena. China is further interesting for its huge investments in football as a diplomatic and economic tool of global reach, in addition to its stadium diplomacy, the construction of sporting facilities in developing countries. In Europe we may point out France, with the world's

first “Ambassador for Sport” and its continued success in attracting some of the world's biggest MSEs year after year. British sports diplomacy mainly consists of partnerships between the British Council and major sports associations, like the Premier League and Premiership Rugby for promoting UK values and the English language in the world. Other countries like Spain and Croatia have realised the importance of sports diplomacy in their political and economic agendas. Croatia, in particular, recognised the importance of sports diplomacy in its first ever national sports strategy (called *National Sports Programme*) and strongly supported, with the EU, the Youth Sports Games (*Sportske igre mladih*), a programme organized in Croatia, Bosnia and Herzegovina, and Serbia, which uses sport as a tool for reconciliation, as well as promoting understanding, friendship, solidarity and fair play between youth. While the EU is not a nation-state, it does have foreign policy objectives and may be well advised to take inspiration from these good examples around the globe.

Tout est question de stratégie ! L'Australie et sa « Sports Diplomacy 2030 »

Adoptée en février 2019 à l'issue d'une large consultation, Sports Diplomacy 2030 constitue le cadre d'action global de l'Australie en matière de diplomatie sportive. Une approche novatrice, qui contribue à renforcer la place du sport dans la société australienne.

La clé pour comprendre le très remarqué « Sports Diplomacy 2030 », document officiel publié par le gouvernement australien, réside dans le concept de stratégie. Pour faire simple, une stratégie est un plan d'action conçu pour atteindre un objectif de long-terme. Avant, l'interaction entre « sport » et « diplomatie » était rare, ad hoc, désorganisée et sans cap. Résultat : tout le potentiel de la formidable série d'atouts, de réussites et de talents sportifs de l'Australie était largement sous-exploité.

La manière dont la stratégie a vu le jour mérite aussi d'être mentionnée. Cela a été un effort collectif, une approche non seulement interministérielle, mais véritablement sociétale, impliquant des chercheurs, des diplomates et nombre de représentants du monde sportif. Le ministère des affaires étrangères et du commerce (DFAT) a financé une recherche novatrice sur le sujet, suivie par des consultations, des ateliers et des tables rondes dans chaque capitale de région. Il a remplacé le vieux cliché de la « résistance au changement » pour devenir un paragon de l'innovation ! La stratégie reflète la même approche : le partage des ressources, du savoir et des compétences afin de (mieux) aligner les intérêts mutuels, les besoins et les peurs avec des objectifs communs.

« UN OUTIL STRATÉGIQUE EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE »

Qui plus est, « Sports Diplomacy 2030 » a pavé aussi le chemin à un autre aspect vital de la démocratie du XXI^e siècle : le partenariat entre les diplomates et les

« externes ». Il ne s'agit plus d'appels d'offres ponctuels, mais d'engagements durables. Pour l'instant, cinq fédérations sportives nationales en bénéficient déjà. Cela suggère que les diplomates australiens commencent à accepter que le sport contribue à plusieurs objectifs fixés dans leur Livre Blanc sur la Politique Étrangère. C'est une confirmation que le gouvernement et le sport peuvent apprendre l'un de l'autre dans un partenariat mutuellement bénéfique.

Certains critiquent le document comme une énième politique gouvernementale qui manque de substance procédurale. Mais c'est justement l'idée ! « Sports Diplomacy 2030 » indique un cap là où il n'y en avait aucun. Le document dresse une liste d'objectifs communs que le sport, la société et la diplomatie australiens peuvent viser ensemble. Et il montre que le gouvernement est sérieux dans sa reconnaissance du sport comme outil stratégique en politique étrangère. La substance, les procédures et la logistique viendront, en temps voulu. Rien ne serait cependant possible sans un accord sur la direction commune.

Le rôle joué par le ministère dans la mission confiée à la diplomatie sportive est inestimable. Le nouvel agenda s'est d'abord basé sur une production scientifique et académique, que la DFAT a financé, promu et traduit dans la pratique. Alors que certains continuent de crier gare – « les diplomates ne sont pas censés faire du sport ! » – le DFAT fait son travail. Rappelons qu'un ministère des affaires étrangères représente la collectivité politique. Pour un pays comme l'Australie, cela inclut forcément son amour pour le sport, tout comme l'importance du sport pour son image de marque, son identité, et désormais aussi, sa diplomatie.



STUART MURRAY

@StuarMurray

Professeur associé à l'Université Bond (Australie) et Chercheur à l'Académie du Sport de l'Université d'Édimbourg (Royaume-Uni)

*Associate Professor, Bond University
and Fellow, Academy of Sport,
Edinburgh University*



www.bond.edu.au

It is all about the strategy: Australia and Sports Diplomacy 2030

Adopted in February 2019 following extensive consultation, Sports Diplomacy 2030 provides Australia's comprehensive framework for sport diplomacy. It is an innovative approach that contributes to strengthening the place of sport in Australian society.

The key to understanding the much-admired Australian Government's Sports Diplomacy 2030 lies with the concept of strategy. Defined simply, a strategy is a plan of action designed to achieve a long-term goal. The reason it matters in the Australian context is also quite simple: before, interaction between sport and diplomacy was rare, sporadic, ad-hoc, disorganized, and lacking direction. As such, the soft power of Australia's formidable suite of sporting assets, success, and talent was vastly under-potentialized.

How the strategy was created is also noteworthy. In short, it was a team effort; not a whole-of-government approach, but a whole-of-society approach involving academics, diplomats, and many representatives from the sports world. The Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT) funded a body of cutting-edge research, engaged with over 200 individuals via national consultations, workshops and roundtables in every state capital. It replaced that old "resistance to change" cliché and became a paragon of innovation. The strategy

reflects a team approach: sharing resources, knowledge, and skills to [better] align mutual interests, needs and fears commensurate with common goals.

Furthermore, Sports Diplomacy 2030 ushers in another vital aspect of effective, 21st-century diplomacy: partnerships between diplomats and "outsiders". These are not short-term tenders but long-term, sustainable partnerships between DFAT and, so far, five National Sports Organizations. This suggests that Australian diplomats are beginning to accept that sport contributes to a variety of goals mentioned in the 2017 White Paper on Foreign Policy. This "new era of partnership" is further confirmation that government can learn from and work with sport for mutual gain (and vice-versa).

Some criticize the Sports Diplomacy 2030 strategy as just another government policy lacking procedural substance. However, that is exactly the point! Sports Diplomacy 2030 offers direction, where before there was none. It provides a series of common goals that Australian sport, society and

diplomacy can aspire to. And, it also shows the Australian Government are serious about using sport as a strategic foreign policy tool. Substance, procedures and thriving "beltways" will come, in time. None, however, would be possible without common, agreed direction.

"A STRATEGIC FOREIGN POLICY TOOL"

The role DFAT played in the sports diplomacy "mission" remains invaluable. The "new" sports diplomacy agenda was first driven by a body of scholarship and knowledge, which DFAT funded, supported and translated into practice. While many still cry, "they are diplomats, they're not meant to do sport!", DFAT is simply doing its job. Remember, a ministry of Foreign Affairs is a department that represent the body politic. In the Australian case, this includes its love of sport, and the importance of sport to its brand, identity and – now – international diplomacy.

Le Conseil de l'Europe : un partenaire incontournable dans la diplomatie sportive

Les grands événements sportifs internationaux (GESI) sont suivis par des milliards de spectateurs et sont une excellente occasion pour les pays hôtes de promouvoir leur savoir-faire en tant qu'organisateur d'événements majeurs et de consolider leur réputation internationale dans de nombreux domaines.

Le sport est de plus en plus utilisé comme un outil de soft power pour influencer la sphère géopolitique. L'EURO 2020 sera une parfaite illustration de la diplomatie sportive européenne, dans la mesure où 12 pays européens, tous membres du Conseil de l'Europe (CoE), l'accueilleront. L'Europe aura ainsi l'occasion d'apporter la preuve de son savoir collectif et de sa capacité à coopérer. Le CoE et l'UEFA, par le jeu de leur protocole d'accord, sont prêts à profiter de ce tournoi pour mettre en évidence les valeurs communes qu'ils partagent, engagement qui sera souligné lors de la prochaine Conférence des Ministres responsables du sport (5 novembre 2020, Grèce).

« UN ENVIRONNEMENT SÉCURISÉ, SÛR ET ACCUEILLANT »

Le CoE développe depuis plus de 40 ans de vastes compétences en matière de sport. Il joue un rôle essentiel en favorisant la coopération internationale. La diplomatie en fait partie intégrante ; elle est au cœur de notre activité quotidienne.

Prenons l'exemple de la Convention sur une approche intégrée de la sécurité, de la sûreté et des services lors des matches de football et autres manifestations sportives (Convention de Saint-Denis), dont la finalité est de veiller, par la coopération policière et interinstitutionnelle, à ce que tous les participants à une manifestation

sportive, quels que soient le lieu ou les capacités du pays hôte, soient traités de la même façon et à ce que leurs droits fondamentaux soient respectés. Le but est d'assurer un environnement sécurisé, sûr et accueillant lors des manifestations sportives. Bien que reporté à 2021, l'EURO 2020 est une occasion unique pour le CoE de présenter son savoir-faire en la matière, par l'intermédiaire d'un groupe de travail spécialisé constitué pour renforcer la coopération et la communication entre les pays hôtes.

Le CoE et l'UE ont aussi conjugué leurs efforts dans le cadre du projet ProS4+ qui offre aux pays des « paquets d'assistance » sur mesure pour aider à la mise en place de la Convention de Saint-Denis. Une enquête sur les grands défis de la coopération policière internationale a par exemple été mise au point à l'attention du réseau européen des forces de police du football et sera menée à titre expérimental lors du tournoi de 2021.

La mesure du succès de la diplomatie sportive réside aussi dans l'enthousiasme d'autres régions à s'inspirer de nos bonnes pratiques. Notre projet « Qatar 2022 » atteste la pertinence de nos normes pour d'autres régions. S'appuyant sur la base solide de notre Convention, notre assistance juridique et la formation des professionnels chargés de gérer la sûreté et la sécurité du tournoi qui aura lieu au Qatar permettront au pays de renforcer sa législation et de bénéficier d'une expérience inestimable pouvant être transmise aux autres pays

européens à l'avenir.

La Convention de Saint-Denis est l'un des instruments dont dispose le CoE pour promouvoir un sport sûr, éthique et inclusif de manière à préserver et à développer son utilité sociale. Je suis convaincue que c'est en étant solidaire, en partageant et en promouvant les valeurs qui nous sont communes par la diplomatie sportive que nous continuerons de renforcer la crédibilité de l'Europe dans le secteur du sport.



SNEŽANA SAMARDŽIĆ-MARKOVIĆ

Directrice générale de la démocratie, Conseil de l'Europe

Director General for Democracy, Council of Europe



www.coe.int

The Council of Europe: a vital partner in sports diplomacy

Major international sporting events will be watched by billions of spectators and are an excellent opportunity for the host countries to promote their expertise worldwide as a successful major event organiser and to enhance their international reputation in many different areas.

The use of sport as a "soft power" to influence the geopolitical arena is gaining importance. EURO 2020 will be a fine example for illustrating European sports diplomacy, as it is co-hosted by 12 European countries, all members of the Council of Europe (CoE). In this context, Europe will have an opportunity to display its collective knowledge and its capacity to co-operate. The CoE and UEFA, through their Memorandum of Understanding, are ready to use this tournament to highlight the common values they share, a joint commitment that will be underlined at the forthcoming Conference of Ministers responsible for Sport (5 November 2020, Greece). For more than 40 years, the CoE has developed extensive expertise in many aspects of sport, and it plays a central role in fostering international co-operation. Diplomacy is part and parcel of that – it's what we do. Let's take the example of the Convention on an Integrated Safety, Security and Service Approach at Football Matches and Other Sports Events (Saint-

Denis Convention). Its ultimate goal is to ensure that, through police and cross-agency co-operation, all participants in a sporting event, no matter what the location or the capacities of the host country may be, are treated equally and their fundamental rights are respected. The aim is to achieve that by guaranteeing safe, secure and welcoming sports events.

"A SAFE, SECURE AND WELCOMING SPORTS EVENT"

EURO 2020, despite its postponement to 2021, has provided the CoE with a unique opportunity to showcase its know-how, via a specialised working group set up to strengthen co-operation and communication between the host nations.

The CoE and the EU have also joined forces through the ProS4+ project, which offers countries tailor-made assistance packages to help put the Saint-Denis Convention's measures into place. It has for instance developed a survey for the European

football police network on major challenges facing international police co-operation which will be tested to the full during the tournament in 2021.

The measure of successful sport diplomacy lies also in enthusing other regions to take inspiration from our good practices. Our "Qatar 2022" project is proving the relevance of our standards for other regions. Built upon the solid basis of our Convention, our legal assistance and the training of professionals responsible for managing the safety and security of the tournament in Qatar will provide the country with stronger legislation and an invaluable legacy, which can then be passed on to other non-European countries in the future.

The Saint-Denis Convention is one of the tools the CoE uses to promote a safe, ethical and inclusive sport to preserve and amplify sports social benefits. I am convinced that Europe's credibility in sport will continue to prosper if we stand together, sharing and promoting the values we have in common through Sport diplomacy.

Une diplomatie sportive européenne au service des droits de l'homme

L'attachement de l'UE à la protection des droits de l'homme est inscrit dans ses traités. En matière de diplomatie sportive, cette approche trouve son prolongement dans les relations qu'entretient l'UE avec les organisations sportives internationales, ainsi qu'à l'occasion des grands événements sportifs internationaux.

Le sport est un outil diplomatique puissant que l'Union européenne (UE) pourrait utilement mettre au service de ses intérêts et de ses valeurs. Ce point de vue est largement partagé par les contributeurs à ce numéro spécial de la revue *Sport et Citoyenneté*. Dès lors, mon article se concentre sur la nécessité d'aller au-delà d'une approche froide et machiavélique de la diplomatie sportive axée uniquement sur les intérêts, qu'ils soient économiques ou autres, pour s'attacher plutôt à illustrer l'aptitude de l'UE à défendre ses valeurs fondamentales. Plus précisément, l'attachement de l'UE à la protection des droits de l'homme au-delà de ses frontières est ancré dans les articles 3(5) et 21 (1) du traité de l'UE. Ainsi, de quelle manière devrait-on intégrer cet engagement fondamental dans le cadre d'une diplomatie sportive de l'UE ?

« UN RÔLE ESSENTIEL DE CONTRE-POUVOIR »

Il y a, à mon sens, deux façons de mettre les droits de l'homme au cœur de la diplomatie sportive de l'UE. D'une part, le respect de ces droits doit guider les actions des institutions européennes dans le cadre de leurs échanges politiques ou juridiques avec les organisations sportives internationales (OSI). La FIFA, le CIO ou encore World Athletics ne sont pas particulièrement réputés pour la qualité de leur gouvernance, et l'UE pourrait certainement jouer le rôle de champion des droits de l'homme à leur égard, notamment en les encourageant activement à respecter pleinement les

droits de l'homme reconnus internationalement.

D'autre part, et il s'agit là d'une voie déjà régulièrement empruntée par le Parlement européen, l'UE pourrait s'engager beaucoup plus volontairement pour la protection des droits de l'homme dans le cadre des grands événements sportifs internationaux. En effet, les citoyens de l'UE, à travers la participation des équipes nationales des États membres, représentent une part importante des athlètes qui participent à – et rendent donc possibles – ces compétitions internationales. Par conséquent, une diplomatie sportive coordonnée au niveau européen, offrant un front commun de demandes crédibles et cohérentes en ce qui concerne le respect des droits de l'homme dans l'État d'accueil de la compétition en question, aurait par la force des choses une influence non négligeable. L'amélioration notable des droits sociaux des travailleurs migrants au Qatar, sous la pression intense des institutions de l'UE, est là pour nous le rappeler.

Dans le passé déjà, l'UE joua un rôle essentiel de contre-pouvoir face aux OSI. Ainsi l'arrêt *Bosman* de la Cour de Justice de l'UE demeure une décision symbolique à cet égard, bien que régulièrement déformée et injustement vilipendée, car elle avait pour objet de limiter le droit de l'UEFA d'empiéter sur les libertés fondamentales des joueurs de football. Donc si l'UE prend au sérieux ses engagements en faveur des droits de l'homme inscrits dans ses traités fondateurs, sa diplomatie sportive devra s'inspirer de l'esprit de l'arrêt *Bosman* pour encourager fièrement au respect de ces droits au sein des OSI et durant les événements sportifs internationaux.



ANTOINE DUVAL

@Ant1Duval

Chercheur à l'Institut Asser de La Haye (Pays-Bas)

Senior Researcher at the Asser Institute, The Hague (Netherlands)



ASSER
INSTITUTE

Center for International & European Law

www.asser.nl

Embracing Human Rights in EU Sport Diplomacy

The EU's ambition to contribute to the protection of human rights is enshrined in its treaties. In the field of sport diplomacy, this approach is extended in the EU's relations with international sports organisations and at mega-sporting-events.

Sport can become a potent diplomatic vehicle for the European Union (EU) to further its interests and spread its values beyond its borders. This view is widely shared by the contributors to this issue of the *Sport and Citizenship* journal. My short piece will stress the importance of going beyond a cold Machiavellian focus on interests, be they economic or otherwise, and will emphasize instead the EU's ability to defend and advance its core values. In fact, the EU's ambition to contribute to the protection of human rights worldwide is firmly anchored in articles 3(5) and 21 (1) of the EU Treaty. How should the prominence of this commitment to human rights in the EU's external action be reflected in the framework of its sports diplomacy?

There are two ways in which human rights ought to play a practical role in the EU's sports diplomacy. On the one hand, human rights compliance should

guide the EU institutions when they engage in direct policy or legal exchanges with international sports governing bodies (SGBs). FIFA, the IOC or World Athletics are not particularly renowned for the quality of their governance and the EU could carve out an important role as a human rights champion if it were to actively push these bodies to acknowledge and embrace a full responsibility to comply with relevant international human rights standards.

“AN ESSENTIAL ROLE OF COUNTER-POWER”

On the other hand, and this approach has already been regularly endorsed by the European Parliament, the EU could as well much more aggressively campaign for the furtherance of human rights in the context of mega-sporting-events (MSEs). EU citizens, through the participation of the national teams of the Member States, constitute an important share of the athletes partaking in MSEs.

Hence, a coordinated sports diplomacy at the European level, which would advance credible and coherent demands with regard to the human rights compliance of local host countries, could have a real impact on the local situation. In fact, the dramatic improvements of the labor rights of migrant workers in Qatar under, amongst others, the public pressure of the EU institutions are a case in point.

The EU has had already in the past an essential – and positive – effect on the accountability of international SGBs. In this regard, the *Bosman* ruling of the Court of Justice of the European Union stands out as a symbolic – though often misread – decision in which UEFA was constrained to respect the player's fundamental freedom. If the normative commitments enshrined in the founding treaties are to be taken seriously, the EU must again harness the spirit of *Bosman* and shape a sports diplomacy that is proudly advancing human rights inside the SGBs and in the context of MSEs.

Les acteurs non-étatiques changent les règles du jeu

La diplomatie est souvent limitée à l'action des pouvoirs publics en matière de politique étrangère, alors que de nombreux acteurs non étatiques y participent activement. C'est d'autant plus vrai en matière de diplomatie sportive, un domaine où les associations et ONG jouent un rôle majeur et reconnu.



SILVIJA MITEVSKA

Présidente de l'ONG Together Advancing Common Trust (TAKT), Skopje (Macédoine du Nord)

President of the NGO Together Advancing Common Trust (TAKT), Skopje (North Macedonia)



www.takt.org.mk

Pour nombre de pays, la diplomatie sportive est un moyen de poursuivre des objectifs de politique étrangère. Le sport leur permet d'améliorer et d'affiner leur image, leur marque, et leur influence sur la scène internationale.

Cependant, il est aujourd'hui essentiel de penser la diplomatie sportive au-delà du contexte étatique. Dans un paysage sportif d'une grande diversité, les acteurs non-étatiques ont commencé à jouer un rôle toujours plus important dans les relations internationales. Ils ont accumulé de l'expérience et une expertise significative dans l'exercice de fonctions diplomatiques. C'est un type de diplomatie sportive moins familier,

mais qui a tendance à être plus inclusif, en mobilisant un éventail plus large d'acteurs pas nécessairement liés formellement à l'État.

Ces acteurs non-étatiques se focalisent sur la sécurité des individus, leur protection et leur responsabilisation. Ils ont compris que le sport peut être un outil diplomatique particulièrement puissant pour des nations et des peuples marginalisés. Pendant de nombreuses années, ils ont conduit des projets portant sur une large variété de thématiques, telles que l'inclusion des jeunes des milieux défavorisés, le combat contre les inégalités de genre, le soutien aux réfugiés ou aux personnes en situation de handicap. Généralement, ces projets ont augmenté la cohésion sociale et encouragé la réconciliation, tant sur le niveau inter-étatique qu'au sein même d'États-nations en difficulté. Ils sont devenus des bonnes pratiques en matière de relations internationales.

De nos jours, le monde sportif est animé par des douzaines d'organisations sportives, certaines de très grande taille, d'autres moins visibles mais qui n'ont pas moins d'impact pour autant. Ces acteurs ont prouvé qu'ils savaient engager, inspirer et mobiliser les individus, les clubs, les organisations, et des communautés plus larges. Ils savent porter, de manière crédible, le message positif du sport, le fair-play et l'inclusion de tous, et promouvoir son potentiel et son impact sur la scène internationale. Les acteurs non-étatiques ont développé un réseau fort de milliers de membres et de contributeurs susceptibles de faire fructifier les liens interpersonnels.

Après tout, l'histoire nous a montré que les sportifs

peuvent être des messagers efficaces et aider à résoudre des différends entre États, communautés, ou groupes sociaux. Ils ont su utiliser leur position et leur prestige comme un tremplin pour réaliser des résultats diplomatiques, et ils ont sans aucun doute contribué à changer le monde en le rendant meilleur. Plus que jamais, les sportifs et les acteurs non-étatiques mettent à profit les ressources du sport dans une fonction diplomatique. L'influence émergente des acteurs non-étatiques à tous les niveaux, du CIO à des ONG plus modestes qui touchent des communautés locales, devrait être reconnue. Leur capacité à changer les règles du jeu devrait être mobilisée. Pour l'Union européenne, la reconnaissance des effets bénéfiques de la diplomatie sportive pratiquée par les acteurs non-étatiques, et l'ouverture de nouveaux canaux de collaboration seront les clés des progrès futurs dans ce domaine.

« UNE INFLUENCE QUI DEVRAIT ÊTRE MIEUX RECONNUE »

Non-state actors as game changers in sport diplomacy

Diplomacy is often limited to government action on foreign policy, while many non-state actors are actively involved. This is all the more true in sports diplomacy, an area where associations and NGOs play a major and recognised role.

For many countries, sport diplomacy is a means of strengthening diplomatic, social and political relations with other countries as well as achieving various foreign policy objectives. Through sport a country or a community can improve and refine its image, brand and influence on the international stage.

Today, however, it is fundamental to think of sport diplomacy beyond the state context. In a colourful sporting landscape, beside the state apparatus, non-state actors have begun to play an increasingly important role in international relations. They have accumulated significant expertise and experience in carrying out diplomatic functions. This type of sport diplomacy may be less familiar but tends to be more inclusive and involves a wider range of actors including those not formally connected to the state. These non-state actors focus on the security of individuals, their safeguarding and empowerment. They have understood that sport can be a particularly vigorous diplomatic tool for many marginalized nations and people. For many years,

non-state actors have carried out projects covering a range of themes such as inclusion of disadvantaged young people, fighting gender inequality, supporting refugees or people with disability and more. Commonly, these projects have increased social cohesion and encouraged reconciliation, both on inter-state and intra-state level. They have become good practice in international relations.

“AN INFLUENCE THAT SHOULD BE BETTER RECOGNISED”

At present, the sporting world is filled with life by dozens of complex and powerful sports organizations, some immense and some less visible but no less impactful in the field. These actors have proven that they can easily engage, inspire and mobilise people, clubs, organizations and the wider community. They can credibly deliver the positive message of sport, such as fair play and inclusion for all, and promote its potential and impact on the international platform. Non-state actors have

developed a well-connected network of thousands of members and contributors who can join forces in maximizing people-to-people links. After all, history has shown us that sportspeople can be efficient messengers and help in mediating estrangement between states, communities, and social groups. They have repeatedly used their positions and prestige as a platform to achieve diplomatic results by harnessing political relationships, and they have undoubtedly contributed to change the world for the better. Now, more than ever, sportspeople and non-state actors utilize positively the soft power resources of sport in diplomacy and fulfil a function beyond the “game”.

The rising power of non-state actors at all levels, from the IOC to domestic NGOs that engage local communities, should be both recognised and harnessed as a game-changer. For the European Union, acknowledging the positive effects of the sport diplomacy practised by non-state actors and opening the channels for collaboration opportunities is key for further progress in the field.

Diplomatie sportive et soft power

Selon une expression aujourd'hui largement répandue, le sport serait un puissant vecteur de soft power. Pour autant, cela n'est possible que s'il existe une cohérence forte entre les valeurs du sport et le comportement de l'État ou de l'organisation qui s'en réclame. Sur ce plan, l'Union européenne a des atouts précieux.

Étonnante carrière que celle de l'expression « soft power » ! Théorisé par Joseph S. Nye à la fin de la guerre froide, ce concept a été assez rapidement récupéré par les acteurs politiques, puis popularisé par le discours médiatique, même en dehors de la sphère anglophone. C'est qu'il a répondu, à un moment où la puissance américaine a été perçue comme hégémonique, à un besoin d'expliquer celle-ci par d'autres facteurs que la seule domination militaire et économique.

Pour le monde sportif, l'émergence de ce concept a été du pain béni. Associé spontanément à tout un éventail de valeurs positives – fair-play et respect, santé et dépassement de soi, égalité et méritocratie, courage et solidarité – le sport est une pratique sociale universelle qui permet effectivement d'établir un lien affectif au-delà des frontières. Par conséquent, il est quasi-impossible de trouver un plaidoyer en faveur

de la diplomatie sportive qui ne qualifie pas le sport comme

« L'UE, UN ACTEUR CRÉDIBLE »

vecteur de soft power. Voilà un domaine dont un État peut tirer un « capital sympathie », dissiper des stéréotypes négatifs, créer un lien avec l'opinion publique du monde. Pour tout individu fasciné par la beauté de l'idée olympique ou par la capacité de mobilisation inégalée des grandes compétitions, la liaison entre sport et soft power est intuitive, indéniable. Il convient cependant de rester sceptique : pour tous les États, l'engagement dans la diplomatie sportive est à double-tranchant. Afin de tirer un bénéfice tangible, significatif et durable, une cohérence crédible entre les valeurs du sport et le comportement de cet État par ailleurs est un préalable

indispensable. C'est ce que suggère la lecture attentive des différents classements internationaux en matière de soft power.

Tout porte à croire que les opinions publiques du monde entier, composées d'amateurs de sport ou non, savent faire la part des choses entre les images sportives suggérant un monde meilleur et la contribution réelle des acteurs étatiques à ce que ce monde devienne meilleur. C'est sur ce point que l'Union européenne a plusieurs avantages compétitifs sur le terrain de la diplomatie sportive. Elle n'est pas un État lesté d'une longue histoire ambivalente. Elle est jeune, sans passif lourd en matière de non-respect de droits humains ou d'abus de « hard power ». Elle ne fait pas l'objet de graves préjugés négatifs dans le monde. Et surtout, il y a cette profonde cohérence entre les valeurs du sport et celles qu'elle souhaite projeter au-delà de ses frontières.

Bref, elle possède un grand capital en crédibilité. Et contrairement aux grandes nations sportives, toujours sous pression pour renouveler et consolider leur prestige, elle n'a pas forcément besoin d'être un acteur massif à part entière. Elle peut s'appuyer sur des coopérations avec d'autres organisations internationales, et elle peut surtout servir de catalyseur pour la société civile, lui permettant d'agir plus efficacement sur cette scène, afin de mettre le sport au service des intérêts vitaux de la société – apaisement des conflits et intégration sociale, égalité des genres et diversité.

Pas la peine de faire du soft power un objectif stratégique. Il viendra tout seul.



ALBRECHT SONNTAG

@AlbrechtSonntag

Professeur à l'EU-Asia Institute
ESSCA Ecole de Management,
Angers (France)

*Professor at the EU-Asia Institute of
ESSCA School of Management,
Angers (France)*



www.essca.fr

Sports diplomacy and soft power

According to a widely used expression today, sport is a powerful vector of soft power. However, this is only possible if there is a strong coherence between the values of sport and the behaviour of the state or organisation claiming to use it. In this respect, the European Union has valuable assets.

What an amazing career the term "soft power" has had! Theorised by Joseph S. Nye at the end of the Cold War, this academic concept was swiftly picked up by politicians and media alike, even beyond the anglophone area. Clearly, it must have filled a gap. At a moment where the United States were being perceived as a hegemonic power, it responded to the need of providing an explanation by factors other than their sole military and economic dominance. For the sports world, the emergence of this concept was a blessing. Sport, which is spontaneously associated with a wide range of positive values – fair-play and respect, health and solidarity, equality and meritocracy – is indeed a universal social practice that creates affective bonds across political borders. It yields emotional power, the softest of all. Statements in favour of sports diplomacy thus tend to insist on the soft power potential of sport, a sphere where sympathy and support can be accumulated, where negative stereotypes can be dispelled, where it is easy to connect with the world's public opinion.

For any individual who is fascinated with the beauty of the Olympic idea or the unequalled mobilisation capacity of great sporting competitions, the link between sports and soft power is intuitive, undeniable. A bit of scepticism is, however, not inappropriate: for each nation-state sports diplomacy can be a double-edged sword. In order to reap tangible, significant and sustainable benefits, a credible coherence between the values of sport and the behaviour of the same state in other fields is an indispensable prerequisite. This is at least what the attentive reading of various international soft power rankings suggests.

“THE EU AS A CREDIBLE PLAYER”

There is reason to believe that public opinions around the globe, including sports fans, are perfectly able to distinguish between sports pictures showing a better world and the real contribution of state actors to make the existing world a better one. This is where the European Union has a competitive

edge in the field of sports diplomacy. It is not a state carrying the burden of a long and ambivalent past. It is young, without heavy liabilities in terms of non-respect of human rights or abuse “hard power”. It is not the object of serious negative prejudice around the world. Most importantly, there is a profound coherence between the values of sports and the ones the EU wishes to project and promote beyond its borders.

In short, the EU possesses a good deal of credibility capital. And contrary to great sporting nations, who are always under pressure to consolidate and renew their prestige, it does not even need to be a massive actor in its own right. It can draw on cooperation with other international organisations and it can, above all, serve as an catalyst for civil society, enabling it to act more efficiently on this scene in order to put sports in the service of society's most vital interests – the appeasement of conflict, social integration, gender equality, and diversity. No need to make soft power a strategic objective. It will come as an inevitable by-product.

Diplomatie sportive européenne : une question de culture organisationnelle

La culture organisationnelle de l'UE en matière de diplomatie sportive devrait pouvoir s'appuyer sur trois facteurs-clés : la coordination, la cohérence et la finalité des actions poursuivies.

Développer une « culture organisationnelle » est plus facile à dire qu'à faire. Ne serait-ce que parce qu'il n'existe pas de définition consensuelle de ce concept dans la littérature académique. Selon Mats Alvesson (2012), « *un simple regard sur quelques ouvrages utilisant le terme de culture organisationnelle révélera une variation énorme dans la définition de ce terme, et encore plus pour le mot culture* ». Malgré cela, il semble y avoir unanimité non seulement sur le fait qu'une telle culture joue un rôle crucial dans la mise en œuvre des stratégies, actions et mesures adoptées par une organisation, mais aussi sur son impact sur la performance d'une organisation. Devant cette toile de fond conceptuelle, l'Union européenne devra fonder le développement d'une culture organisationnelle en matière de diplomatie sportive sur trois traits liés entre eux : la coordination, la cohérence et la finalité.

La coordination soulève des défis à la fois intérieurs et extérieurs. La diplomatie sportive est une politique multidimensionnelle et jusqu'ici, la dynamique européenne a été façonnée et animée par diverses institutions : y ont contribué la Commission, le Parlement, le Conseil européen et le Conseil des ministres. La coordination *ad intra* nécessite un consensus politique sur les objectifs et les priorités, ainsi que sur les mesures concrètes à adopter. La coordination *ad extra* fait référence au besoin de prendre en compte les initiatives d'autres organisations internationales et la participation du

monde sportif dans la définition et la mise en œuvre de ces mesures. Dans ce sens, la coordination est une condition nécessaire pour réaliser une politique cohérente dans le domaine.

Ce qui renvoie au deuxième trait indispensable : la cohérence. La reconnaissance politique du rôle éminent que peut jouer le sport dans les relations extérieures de l'Union européenne contraste singulièrement avec la sous-utilisation des thématiques sportives dans la vaste typologie des instruments normatifs et des programmes disponibles pour la politique extérieure, qu'ils soient contractuels ou non. De même, le dialogue politique de l'UE avec des pays ou régions tiers bénéficierait d'un rôle plus cohérent et structuré du sport. Ainsi, bien que certaines actions conduites par le service européen pour l'action extérieure (SEAE) aient un lien direct avec le sport, ce lien est aléatoire, et non systématique.

« LE TEMPS EST VENU POUR L'UE DE DEVENIR UN LEADER DANS CE DOMAINE »

Finalement, la diplomatie sportive européenne devrait tendre vers la réalisation de certaines finalités primordiales qui, de fait, font déjà consensus à travers l'Union, et parmi lesquelles figurent la promotion de la démocratie, de la prospérité, de la paix, des droits humains et de l'agenda 2030.

Ces dernières années, l'idée de diplomatie sportive a ruisselé vers le *mainstream*. Le temps est venu pour l'UE de devenir un leader dans ce domaine. Le concept de culture organisationnelle est un outil adéquat et indispensable dans ce processus. Seule une action coordonnée, cohérente et orientée vers des finalités claires permettra à l'Europe d'avoir un véritable impact dans cette arène.



CARMEN PÉREZ GONZÁLEZ

Professeure de Droit International,
Université Carlos III, Madrid (Espagne)

*Professor of International Law, University
Carlos III of Madrid (Spain)*

uc3m | Universidad
Carlos III
de Madrid

www.uc3m.es

EU sports diplomacy: the role of organisational culture

The EU's organisational culture for sport diplomacy should be based on three key factors: coordination, coherence and purpose.

Developing an organisational culture of EU sports diplomacy is easier said than done, if only for the fact there is still no accepted definition of "organisational culture" in the academic literature. As Alvesson put it in 2012, "*a glance at just a few works that use the term 'organisational culture' will reveal enormous variation in the definition of this term and even more in the use of the term 'culture'*". Despite this lack of definition, there seems to be a universal consensus that it plays a crucial role in the proper execution of the strategies, actions and measures adopted by an organisation as well as on its effects on performance efficiency. With this in mind, developing an effective EU model of organisational culture in the field of sports diplomacy should be based on three interrelated traits: coordination, consistency and purpose.

Coordination creates specific challenges both *ad intra* and *ad extra*. Sports diplomacy is a multidimensional policy and diverse EU Institutions have shaped until now an emerging sports diplomacy policy and have played an active role in boosting EU action in this domain. In addition

to the European Commission, the European Parliament, the European Council and the Council of Ministers have to be mentioned. Coordination *ad intra* requires a political consensus about priorities and goals, on the one side, and about the concrete measures to be adopted, on the other. Coordination *ad extra* refers to the need of taking into account other international organisations' initiatives and the participation of sporting organisations in the definition and implementation of the above-mentioned measures.

In this sense, coordination would be a necessary condition to accomplish a consistent policy in this area. As said above, consistency is the second trait that needs to be achieved.

“IT IS TIME FOR THE EU TO BECOME A LEADING ACTOR IN THIS FIELD”

In contrast with the political recognition of the prominent role sport can play in the EU's external relations agenda, sporting issues are underused

in the vast typology of normative external relations instruments, both binding and non-binding, and programmes. Likewise, the EU's political dialogue with third countries and regions would benefit from a more consistent and structured role of sport. Also, although some of the actions carried out by the European External Action Service are directly linked to sport, they have not yet been systematically conceived.

Finally, EU Sports Diplomacy should be oriented to the achievement of certain overarching purposes on the importance of which is largely consensual across the Union: enhancing democracy, creating prosperity, building peace, promoting human rights or implementing the 2030 Agenda are among them. Over the years, sports diplomacy has seeped into the mainstream. Now, it is time for the EU to become a leading actor in this field. The notion of organizational culture is an adequate and indispensable tool in this process. Only a coordinated, consistent and purpose-oriented action will enable EU action to have a real impact in this arena.

Diplomatie sportive post-Covid : le cas du Pays de Galles

Une récente révision de la diplomatie sportive galloise, mandatée par le British Council Wales, a produit des réflexions qui seront partagées dans un rapport prévu pour la fin de l'été. Ses recommandations devraient accélérer le développement d'une stratégie galloise de diplomatie sportive, ce qui serait une première pour une si petite nation.

Si l'essence du rapport devrait rester inchangée, la crise sanitaire a incité les chercheurs à revoir leur copie et à prendre en considération la période de reprise qui s'annonce.

Lors de la pandémie, le monde a vu des exemples remarquables de coopération internationale, comme la diplomatie médicale cubaine en Afrique ou la constitution d'équipes multinationales pour la recherche d'un vaccin. Ceci dit, en sortant du confinement, il n'est pas difficile d'anticiper un mouvement de recentrage des gouvernements sur des défis internes et une remise en question de l'hyper-mondialisation. C'est là que des formes plus douces d'engagement mondial, comme la diplomatie sportive, offrent un mécanisme peu onéreux et hautement visible permettant d'activer des partenariats internationaux, si vitaux pour la reprise économique mondiale.

Au Pays de Galles, le sport a démontré sa capacité à servir la société tout au long de la pandémie. Des infrastructures sportives ont fait partie de la réponse gouvernementale, converties en hôpitaux et centres de tests. Des athlètes professionnels ont rejoint les équipes de travailleurs, et de nombreux clubs à travers le pays ont levé des fonds pour des communautés locales.

Des légendes du football, comme Ryan Giggs, Gareth Bale, Jayne Ludlow ou Aaron Ramsey, ou le cycliste Geraint Thomas, ont soutenu les autorités gouvernementales et sanitaires en passant le message #StayHomeSaveLives à travers les réseaux sociaux. Ils augurent ainsi la création

d'un cadre officiel de « diplomates en survêtements » au service du Pays de Galles et de ses intérêts au sens large.

« #TOGETHERSTRONGER »

La reprise promet de remplir à nouveau les calendriers sportifs avec des compétitions. Celles-ci offriront autant de tremplins pour la conduite d'une diplomatie sportive, pour le partage de la culture galloise, l'établissement de liens d'affaires ou de commerce ou encore la recherche de synergies avec les communautés issues de la diaspora.

Pour le Pays de Galles, le projet suivant, bien qu'il nécessite des consultations complémentaires, pourrait en constituer le premier pas. L'Union Galloise de Rugby et l'Urdd, une organisation de jeunesse, coorganisent depuis longtemps des tournois annuels de rugby à 7. Dans la perspective post-COVID, cette initiative pourrait être étendue en invitant des équipes internationales. Cela permettrait à l'Urdd de porter haut le message de paix et bienveillance qu'il incarne depuis 90 ans, dans une ambition d'aider les jeunes touchés par les conséquences économiques et sociales de la pandémie à se relever. Une idée similaire pourrait être explorée avec la Fédération de Football galloise et des partenaires économiques-clé, comme le Pays Basque, les Flandres ou la Bretagne.

Au moment où le Pays de Galles et la monde sortent du confinement, la célèbre devise #TogetherStronger, qui a si bien servi le pays sur les terrains de sport, offrira aussi un message puissant et positif à la communauté mondiale.



ROSA BICKERTON

@BCouncil_Wales

Responsable Éducation et Affaires publiques,
British Council (Pays de Galles)

*Education and public affairs,
British Council in Wales*



GAVIN PRICE¹

Consultant en relations culturelles et diplomatie

*Consultant on cultural relations
and global diplomacy*



wales.britishcouncil.org

¹ Gavin Price conduit actuellement une étude sur la diplomatie sportive pour le British Council au Pays de Galles

Sports diplomacy and covid-19 recovery in small nations: The case of Wales

A review of Welsh sports diplomacy, commissioned by British Council Wales, has elaborated a report scheduled for publication during late summer 2020. Its recommendations will hopefully be a catalyst towards the development of a Welsh sports diplomacy strategy, which would represent the first policy framework of its kind from a small nation.

While the report's main thrust will remain unchanged, Covid-19 has challenged researchers to consider sports diplomacy opportunities for the recovery period.

As the pandemic unfolded, the world witnessed some remarkable examples of international cooperation such as Cuba's medical diplomacy in Africa and multinational teams searching for vaccines. Yet as we emerge from lockdown, it is difficult not to imagine the era of hyperglobalisation being increasingly questioned, as governments focus on domestic challenges. Seen through this lens, softer forms of global engagement such as sports diplomacy offer a relatively low cost and high visibility mechanism through which to leverage international partnerships vital for global economic recovery.

In Wales, sport has demonstrated its ability to benefit society throughout the pandemic. Hallowed sporting venues featured strongly in the national response, being repurposed into hospitals and

testing centres. Professional athletes have joined the workforce as key workers and countless fundraising activities from sports clubs nationwide

« #TOGETHERSTRONGER »

have raised money for communities.

Setting an exciting benchmark for the future of Welsh sports diplomacy, football legends such as Ryan Giggs, Gareth Bale, Jayne Ludlow, Aaron Ramsey and cyclist Geraint Thomas partnered directly with the Welsh Government and Public Health Wales via social media channels to share the vital message to #StayHomeSaveLives to national and international audiences. A harbinger of official Welsh "diplomats in tracksuits", sportspeople who work with government to further the nation's broader interests.

As we look ahead to recovery, sporting calendars will be busy with rescheduled international competitions. These will offer platforms to conduct

sports diplomacy; sharing Welsh culture, convening business and trade links and encouraging synergies with overseas communities. For Wales, the following idea could be considered as a first step, with the caveat that it requires further consultation. The Welsh Rugby Union and the Urdd, a Welsh youth organisation, have a long-standing partnership in running annual rugby 7s tournaments. In light of Covid-19, this could be extended through inviting international teams to take part. The event could share the Urdd's 90-year-strong annual peace and goodwill message, while assisting young people to recover from the pandemic's damaging economic and social legacies. A similar idea could also be explored with football in consultation with key economic partner regions such as the Basque Country, Flanders and Brittany. As the world emerges from lockdown, the famous #TogetherStronger motto that has served Wales so well on the sporting field will also offer a powerful and positive message to the global community.

¹ Gavin Price is currently partnering with the British Council in Wales to deliver a research consultancy examining the role sports diplomacy can play in Wales' international engagement.

La Suisse et le CIO : des relations bilatérales complexes

L'ouverture d'une procédure de révocation contre le procureur général de la Confédération suisse en raison de ses liens avec la FIFA (le mercredi 20 mai 2020) a mis sous le feu des projecteurs la relation complexe qu'entretiennent les organisations sportives internationales et le pays qui les abrite.

Dans cet État fédéral, ce sont surtout les villes et les cantons – principalement Lausanne et le canton de Vaud – qui maintiennent des relations privilégiées avec ces organisations. Mais les autorités helvétiques ont elles aussi des rapports réguliers avec le CIO (transféré à Lausanne en 1915) depuis l'entre-deux-guerres. Bien que ces relations connaissent de nombreuses tensions à cette période puis durant la Guerre froide, les deux parties s'entendent en 1981 pour améliorer le statut juridique du CIO en Suisse. C'est un point de rupture à partir duquel le Département fédéral des affaires étrangères devient l'interlocuteur privilégié de l'institution olympique au sein de l'administration fédérale.

Cette étape importante aboutit environ une année après l'accession du franquiste Samaranch à la présidence du CIO. L'Espagnol veille dès lors à soigner ses relations avec la Suisse et nomme François Carrard, avocat de la place lausannoise, directeur du CIO en 1989. Ce dernier, fort de ses réseaux au sein de l'administration fédérale, travaille main dans la main avec les affaires étrangères suisses depuis une dizaine d'années pour améliorer le statut juridique du CIO. Samaranch propose également au conseiller fédéral Adolf Ogi, membre du gouvernement fédéral et ancien directeur de la Fédération suisse de ski, d'intégrer le cénacle olympique. L'opposition d'Otto Stich, membre socialiste du même gouvernement, empêche toutefois la réalisation de ce projet controversé. À la suite de l'affaire Festina (1998), au scandale

de corruption lors de l'attribution des Jeux de Salt Lake City et à la défaite de la ville de Sion face à Turin pour l'organisation des Jeux d'hiver 2006, les Suisses se distancient du CIO. Malgré l'intervention en coulisses du gouvernement, le membre suisse du CIO Marc Hodler clame aux médias du monde entier que son organisation est hautement corrompue. Sous la pression populaire et du parlement, le CIO retire sa demande d'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée – un impôt sur la consommation – et entame sa réforme. Mais le mal est fait. Lors de l'élaboration de la Loi sur l'État hôte (2007), qui définit aujourd'hui les privilèges et immunités dont bénéficient les organisations internationales sur le territoire suisse, le CIO n'est pas entendu. Il devra attendre l'arrivée du nouveau président du CIO Thomas Bach en 2013 pour retrouver un semblant d'entente avec les affaires étrangères suisses.

« IMAGE, CRÉDIBILITÉ, INFLUENCE »

Partagée entre sa volonté de conserver sur son territoire les organisations sportives internationales qui s'y trouvent et la nécessité d'inscrire à son agenda une politique étrangère durable, la Suisse entretient donc des relations difficiles avec ces institutions. Les discussions en cours sont prometteuses mais seule l'absence de nouveaux scandales au sein de ces organisations dans les

années à venir, ainsi que de réelles avancées sur les droits humains, leur permettra d'aboutir. Pour la Suisse, il en va de son image et de sa crédibilité – et donc de son influence – sur la scène internationale.



QUENTIN TONNERRE

[@TonnerreQuentin](https://twitter.com/TonnerreQuentin)

Doctorant en histoire diplomatique,
Université de Lausanne

Spécialiste des liens de la Suisse avec le sport international. Ses travaux sont disponibles sur www.quentintonnerre.com

*PhD student in the history of diplomacy,
University of Lausanne*

*Specialist in Switzerland's links
with international sport*

Unil

UNIL | Université de Lausanne

www.unil.ch

Switzerland and the IOC: a complicated bilateral relationship

The opening of a revocation procedure against the Swiss Attorney General because of links with FIFA (Wednesday 20th May 2020) has brought into sharp relief the complex relationship between sporting organisations and the countries where they are based.

In this federal State it is mainly the cities and cantons – principally Lausanne and the Vaud Canton – which have special relationships with these organisations. The Swiss authorities, however, have also had regular dealings with the IOC, transferred to Lausanne in 1915, since the inter-war period. Although this relationship suffered from various strains at that time and during the Cold War, the two parties agreed in 1981 to improve the IOC's legal status in Switzerland. It was a breaking point, since when the Federal Department of Foreign Affairs became the main interlocutor with the Olympic body within the federal administration. This important stage ended about a year after the Francoist Samaranch was appointed president of the IOC. The Spaniard paid particular attention to the relationship with Switzerland and named François Carrard, a Lausanne lawyer, as Director of the IOC in 1989. Carrard, with the benefit of his contacts in the federal administration, had spent about ten years working closely with the Swiss

foreign affairs department on improving the legal status of the IOC. Samaranch also proposed to bring the federal councillor Adolf Ogi, a member of the federal government and a former director of the Swiss skiing federation, into the Olympic organisation. Opposition from Otto Stich, a socialist member of the same government, put paid to this controversial project.

“IMAGE, CREDIBILITY, INFLUENCE”

Following the Festina affair in 1998, the corruption scandal surrounding the attribution of the Games to Salt Lake City, and the defeat of Sion in its candidature for the Winter Olympics in 2006 in favour of Turin, the Swiss have distanced themselves from the IOC. Despite behind-the-scenes government intervention, the Swiss IOC member, Marc Hodler, declared to the world press that his organisation is highly corrupt. Bowing to public and parliamentary pressure, the IOC withdrew its request for

exemption from VAT – a tax on consumption – and set about reforming itself. The damage was done, however. During the preparation stages of the 2007 Law on the Host State, which now defines the privileges and immunities granted to international organisations based in Switzerland, the IOC was not consulted. Only with the arrival of the new IOC president Thomas Bach in 2013 did the relationship with the Swiss foreign affairs department begin to improve.

Split between its desire to keep the international sporting bodies already based in Switzerland and the need to develop a sustainable foreign policy, the relationship between the country and these bodies is complicated. Promising discussions are taking place, but they will only come to fruition if there are no new scandals along with real progress in human rights within these bodies in the coming years. For Switzerland it is a question of its image and credibility – and thus its influence – on the international scene.

La diplomatie francophone au service du sport

Les enjeux de la « diplomatie du sport » ayant été posés dans cette revue, il ne me revient donc pas de définir à nouveau les vertus du soft power du sport mais plutôt de témoigner de tout son sens au quotidien.

Le sport est un sujet populaire et un outil agile pour développer une politique publique nationale ; j'en prendrais pour exemple une récente mission commandée à Sport et Francophonie par le nouveau Gouverneur de la Province de Kinshasa¹. La République Démocratique du Congo (RDC) compte l'une des plus jeunes populations francophones au monde. C'est tout naturellement qu'elle a privilégié le réseau des grandes villes francophones (l'AIMF) auquel elle appartient pour solliciter un accompagnement en matière de politique publique. Parce que la France et la RDC partagent la même langue, les discussions sans interprète furent plus rapides, les nuances mieux cernées et l'étude promptement livrée. En aurait-il été autrement si la langue de chacun n'avait pas été la même ? Permettez-nous d'en douter.

«L'IMPACT DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE»

Prenons un autre exemple. Les Jeux de la Francophonie² réunissent depuis plusieurs décennies la jeunesse francophone autour d'épreuves sportives et culturelles. Alors que le calendrier sportif est de plus en plus dense, pourquoi l'Organisation Internationale de la Francophonie s'évertue-t-elle à y préserver sa place ? Il serait crédule de penser que sa motivation première est d'offrir aux jeunes francophones l'occasion de se rencontrer. Reconnaissons surtout que ces Jeux ont su, au fil de leurs éditions, réunir tout le grain diplomatique

de l'Afrique francophone. L'événement devient alors un parfait prétexte au service de la diplomatie car ces moments partagés entre personnalités sont autant d'occasions d'aborder, de traiter et même de résoudre des sujets souvent bien éloignés du sport.

Ce fut le cas pour la France et le Rwanda, deux pays aux relations distendues par la lenteur des procès liés au génocide de 1994. En 2018, quelques mois avant la visite tant attendue du chef de l'État français Emmanuel Macron, la ministre des sports Laura Flessel s'est déplacée à Kigali pour assister au Tour du Rwanda. A cette occasion, les deux ministères des sports engagèrent une coopération autour du cyclisme et du triathlon, formant alors le vœu de retrouver plaisir et intérêt à construire de nouvelles relations entre les deux États. Une jolie manière d'introduire une nouvelle relation diplomatique que, probablement, dans ce contexte si fragile, seul le sport pouvait assurer.

Mais tout n'est pas si simple. La réconciliation des deux Corée quelques jours avant les Jeux Olympiques d'Hiver de Pyeongchang nous a tous profondément réjouis et peut-être naïvement apaisés. Deux ans après, les deux pays se divisent toujours plus violemment sur des terrains que même le sport n'a plus la capacité d'occuper.

Certes, le sport est utilisé à des fins diplomatiques. Bien sûr, par les valeurs qu'il incarne, par l'émotion qu'il génère, il rassemble. Mais le sport s'exprime aussi au travers de la compétition, avec des vainqueurs et des perdants... tout comme la diplomatie.



SYLVIE LE MAUX

[@SylvieLeMaux](https://twitter.com/SylvieLeMaux)

Experte en politique publique et diplomatie du sport, conseil stratégique en événementiel sportif et relations publiques

Expert in public policy and diplomacy of sport, Strategic Council for Sports Events and Public Relations



1 Sport et Francophonie est un club d'influence réunissant des experts du sport et de la francophonie. Il veille à promouvoir et développer le sport francophone comme la francophonie sportive.

2 L'édition 2021 prévue à Kinshasa en juillet 2021 est reportée en 2022

French-speaking diplomacy in the service of sport

Since the issue of "sport diplomacy" is dealt with in this revue, I don't need to explain the virtues of sport's soft power, but to show how relevant it is in everyday life.

Sport is a popular subject and a useful tool for developing national public policy; I can take as an example a recent request to Sport and Francophonie from the new Governor of the Kinshasa Province¹. The Democratic Republic of the Congo (DRC) has one of the youngest Francophone populations in the world. It is natural for it to choose the network of major Francophone cities (AIMF), of which it is a member, to ask for support in public policy-making. Since France and the DRC share the same language, discussions without the need for interpreters are more rapid, subtleties are better understood and the study is delivered promptly. Would it be the same without the common language? I take leave to doubt it.

Here is another example. The Francophonie Games² have brought together young French-speaking people around sporting and cultural competitions for several decades. The sporting timetable is ever more crowded, so why is the International

Francophone Organisation determined to keep its place in it? It would be naïve to think that its primary motivation is to offer young French speakers the chance to get together. Let's admit that the Games have made it possible to reunite the flower of African French-speaking diplomacy. The event is thus a perfect opportunity for diplomacy, because these times shared between personalities are an occasion for raising, talking about and sometimes even solving problems that are often far removed from sport.

“THE IMPACT OF THE FRANCOPHONIE GAMES”

That was the case for France and Rwanda, two countries with strained relations because of the slow progress of cases linked to the 1994 genocide. In 2018, a few months before the long-awaited visit from the French Head of State, Emmanuel Macron,

the Sport Minister, Laura Flessel, went to Kigali for the Tour de Rwanda. The two Sport Ministers agreed on cooperation around cycling and the triathlon, with the desire to build a new relationship between the two states: a nice way of introducing new diplomatic relations, which perhaps, given the delicate situation, only sport had the power to achieve.

Not everything is as simple as that. Everyone was overjoyed at the reconciliation between North and South Korea a few days before the Winter Olympics in Pyeongchang, perhaps rather too optimistically. Two years on, the two countries are even more bitterly divided in areas where even sport cannot intervene.

Sport is clearly used for diplomatic ends. Naturally it brings people together, through the values it represents and the emotions it creates. But sport is also all about competition, with winners and losers... just like diplomacy.

1 Sport and Francophonie is an influence club bringing together experts from sport and Francophonie. It aims to promote and develop Francophone sport

2 The 2021 edition planned for Kinshasa in July 2021 has been postponed until 2022

Le sport, vecteur de développement durable

Fédérateur et vecteur d'inclusion, le sport est cité dans l'Agenda 2030 pour le développement durable : il contribue à la paix, à l'autonomisation des femmes et des jeunes ainsi qu'à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) en matière de santé, d'éducation et de cohésion sociale.

Organisatrice de la Coupe du Monde féminine de football 2019, de la Coupe du Monde de Rugby en 2023 et des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024, la France est au centre du jeu de la diplomatie sportive qui devrait, grâce à son réel pouvoir d'influence, générer d'importantes retombées sur le plan économique mais également social, notamment vis-à-vis de la jeunesse. Ce calendrier nous oblige à fixer des objectifs ambitieux en matière de développement durable, en France mais aussi à l'international, et notamment en Afrique, un continent qui accueille de grands événements sportifs internationaux et où se joue une partie de notre avenir commun. Lors du discours de Ouagadougou (nov. 2017), le Président Macron a d'ailleurs placé le sport comme « *un levier pour la jeunesse et le développement économique et social en Afrique.* »

C'est pourquoi l'AFD a fait du sport un des axes forts de sa stratégie « 100% lien social » dans une vision de développer le « sport pour tous », en favorisant l'égalité d'accès à la pratique du sport, avec un accent particulier porté aux questions d'égalité femmes-hommes.

« UNE PLATEFORME SPORT EN COMMUN EN 2020 »

En février 2018, à l'occasion de la réception en France du Président du Liberia George Weah, Emmanuel Macron a annoncé que l'AFD « portera une initiative pour mobiliser les acteurs du sport en faveur du développement durable ». C'est l'objectif de la plateforme numérique « Sport en Commun », qui sera lancée en septembre 2020. Cette plateforme vise à connecter les mondes du sport et du développement, pour faire du sport un vecteur de développement durable. Elle apportera des solutions concrètes aux porteurs de projets, bailleurs de fonds et structures d'accompagnement souhaitant mettre en œuvre ou soutenir des initiatives utilisant le sport comme outil pour contribuer à l'atteinte des ODD en Afrique. Elle constituera un outil appuyant la mise en œuvre des politiques nationales en faveur du développement par le sport. En partenariat avec des acteurs clés de l'écosystème dont **Sport et Citoyenneté** ou les « Sport Impact Leaders », athlètes engagés au service du développement, elle mènera une action de plaidoyer dans l'objectif de valoriser les impacts sociaux par le sport.

Par ailleurs, la signature de l'accord de partenariat entre Paris 2024 et l'AFD (février 2020) concrétise le rapprochement de deux organisations qui partagent la conviction que le sport est un formidable levier de changement social et sociétal. Par cet engagement, grâce au soutien de l'AFD, Paris 2024 prolonge au-delà des frontières nationales sa stratégie d'héritage et de durabilité dans tous les domaines (éducation, santé, insertion par le sport, égalité femmes-hommes, handicap, sport et paix...), avec des initiatives concrètes parmi lesquelles :

- Un appui financier de l'AFD pour la rénovation d'infrastructures sportives dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse Dakar 2022.
- Le lancement d'un programme d'incubation d'athlètes porteurs de projets d'entrepreneuriat à impact social et/ou environnemental en France et en Afrique fin 2020.
- La mise en place d'un appel à microprojets pour soutenir des initiatives de la société civile et du mouvement olympiques en faveur du développement par le sport sur le continent africain en 2021.

CHRISTOPHE DIAS

Chargé de mission « Sport et développement »,
Agence Française de Développement

Project Officer,
Sport & Development French Development Agency



TYPHAINE CHRISTIAEN

Chargé de mission « Sport et développement »,
Agence Française de Développement

Project Officer,
Sport & Development French Development Agency



www.afd.fr / [@AFD_France](https://twitter.com/AFD_France)

Sport for sustainable development

With its federating, inclusive aspect, sport is mentioned in the 2030 Agenda for Sustainable Development: it contributes to peace and to empowering women and young people, as well as helping to achieve the Sustainable Development Goals (SDG) in health, education and social cohesion.

As host country for the Women's Football World Cup in 2019, the Rugby World Cup in 2023, and the Olympic and Paralympic Games in 2024, France is at the heart of sport diplomacy, which, with its real power to influence, should lead to major benefits, both economic and social, particularly for young people. This schedule forces us to set ambitious sustainable development objectives, in France and also internationally, particularly in Africa, a continent that hosts major international sports events and which has a part in our shared future. In his speech in Ouagadougou in November 2017, President Macron spoke of sport as "a lever for youth and economic and social development in Africa".

That is why the French Development Agency (AFD) has made sport one of the key lines of its "100% social link" strategy, with a view to developing "sport for all", by encouraging equal access to doing sport, with particular emphasis on gender equality issues. In February 2018, when the Liberian President George Weah visited France, Emmanuel Macron

announced that the AFD "will lead an initiative to mobilise sport stakeholders for sustainable development". That is the aim of our digital platform "Sport en Commun" (sport in common), which will be launched in September 2020. This platform aims to connect the worlds of sport and development, to make sport a vector for sustainable development. It will provide concrete solutions for project leaders, funders and support structures wishing to implement or support initiatives using sport as a means of achieving the SDGs in Africa. It will represent a tool in support of national policies favouring development through sport. In partnership with key actors in the ecosystem, including **Sport and Citizenship** and the "Sport Impact Leaders", athletes engaged in the service of development, it will provide advocacy with the aim of promoting the social impact of sport. In addition, in February 2020 the AFD signed a partnership agreement with Paris 2024 which formalises the link between two organisations that share the conviction that sport is a great force for social and

"A SPORT EN COMMUN PLATFORM IN 2020"

societal change. Through this commitment, with the AFD's support, Paris 2024 will be able to extend its legacy and sustainability strategy in every area (education, health, inclusion through sport, gender equality, disability, sport and peace and so on) beyond national frontiers, using concrete initiatives such as:

- Financial support from AFD for renovating sport facilities in the framework of the 2022 Summer Youth Olympics in Dakar.
- The launch of a programme at the end of 2020 to help athletes with business projects with a social or environmental impact in France and Africa.
- A call for microprojects to support initiatives from civil society and the Olympic movement in favour of development through sport on the African continent in 2021.

« Avant d'être un outil de diplomatie, le sport est un projet économique et social national »

Propos recueillis par Sylvain LANDA

Depuis trois ans, **Romuald Nguyen** dirige le bureau du football français en Chine. Cet organe de représentation est notamment chargé de développer l'influence du football français (Fédération Française de Football et Ligue de Football Professionnel) auprès de l'écosystème chinois.

Quelles sont les raisons de l'implantation de votre bureau en Chine ?

RN : Le bureau de représentation du football français conjoint FFF/LFP a été ouvert en février 2017 avec deux objectifs :

- Développer l'influence du football français auprès de l'écosystème du football chinois. En moins de quatre ans, la Chine s'est positionnée en tant qu'acteur incontournable du football mondial. Dans une logique de lobbying, il nous importe de mieux connaître l'écosystème de ce pays incontournable du football mondial qui accueillera notamment la Coupe d'Asie des Nations 2023, la Coupe du Monde des Clubs (date à déterminer) et probablement la Coupe du Monde avant 2050.
- Accélérer le développement commercial des acteurs du football français en facilitant la rencontre entre l'offre et la demande. Dans ce marché en plein développement, nous explorons toutes les possibilités, dans la limite des engagements que nous avons pris par ailleurs (ventes de formation, de stages, droits médias, sponsoring, etc.).

En Chine, le plan quinquennal en cours (2016-2020) fixe des objectifs ambitieux en matière sportive. Comment travaillez-vous avec les



autorités chinoises ainsi que les autres acteurs français implantés dans ce pays ?

RN : Dans la continuité de la filière Sport mise en place par l'État en 2016, nous coordonnons les activités du France Sport Club en Chine. Concrètement, nous fédérons les acteurs français du sport en nous positionnant en tant que porte d'entrée unique pour les entités chinoises à la recherche d'une offre française, et réciproquement. Nous facilitons les réponses françaises collectives aux appels d'offres. Les entreprises impulsent et animent le groupe, avec un soutien institutionnel très fort des autorités françaises, ce qui est un atout apprécié par les autorités chinoises.

Le France Sport Club propose une offre réunissant toute l'expertise française autour de trois thématiques pour lesquelles la France est reconnue

sur la scène internationale : son savoir-faire dans l'organisation des grands événements sportifs, son art de former des champions à la française et l'utilisation du sport comme levier de mise en avant du territoire.

Selon vous, en quoi le sport peut-il participer à renforcer la diplomatie conduite par un État ou une union d'État comme l'UE ?

RN : L'histoire et l'internationalisation des compétitions sportives que nous vivons débordent d'illustrations dans lesquelles le sport a crispé et/ou détendu des relations entre deux pays. Je constate par exemple qu'au lancement du plan de développement du football chinois, une séquence « Football » était très souvent inscrite dans l'agenda des rencontres entre dirigeants chinois et étrangers. En parallèle, j'observe également qu'il y a moins d'articles sur les effets dudit plan au niveau intérieur, et c'est ce qui me séduit dans cette approche. Avant d'être un outil de diplomatie, c'est un projet social et économique national. Depuis 2003, je mesure les grandes avancées que nous avons pu accomplir en matière de diplomatie sportive. Néanmoins, je pense que les éléments ne sont pas réunis à ce jour pour évoquer un projet de diplomatie européenne. Selon moi, il faut d'abord avoir un plan plus abouti au niveau national.

“Sport is primarily a national social and economic project, before being a tool for diplomacy”

Romuald Nguyen has been director of the French football bureau in China for three years. This representative organisation is responsible for developing the influence of French football (the French Football Federation and the Professional Football League) in the Chinese ecosystem.

What are the reasons behind your bureau in China?

RN: The joint FFF/PFL representative office opened in February 2017 with two objectives:

- To develop the influence of French football in the Chinese football ecosystem. In less than four years, China has positioned itself as an essential player in world football. With an eye to lobbying, we need to better understand the ecosystem of this country which cannot be ignored in the world of football, and which will be hosting the AFC Asian Cup 2023, the Club World Cup (date to be confirmed) and probably the World Cup before 2050.
- To accelerate the commercial development of French football stakeholders by helping to match supply and demand. In a developing market, we explore all possible avenues, subject to the limitations of prior commitments (selling training, courses, media rights, sponsoring and so on).

In China, the current five-year plan (2016-2020) set ambitious targets for sport. How do you work with the Chinese authorities, and with other French bodies installed in China?

RN: Continuing the Sport thread set up by the State in 2016, we coordinate the activities of the France Sport Club in China. In concrete terms, we federate French sport stakeholders by acting as the only access to Chinese bodies looking for French supplies, and vice versa. We facilitate combined French responses to calls for bids. Businesses provide the impetus for the group, with strong institutional support from the French authorities, which is an important asset for the Chinese authorities.

The France Sport Club offer unites the whole of French expertise around three areas where France is recognised on the international scene: its experience organising major sporting events, its skill in producing champions the French way and its use of sport to shine the spotlight on the territory.

In your opinion, what part can sport play in strengthening the diplomacy conducted by a State or a Union of States such as the EU?

RN: History and the increasingly international nature of sporting competitions in the present are full of examples of sport making relations between two countries more or less strained.

For instance, when the development plan for Chinese football was launched, a “Football” sequence was very often included in the agenda for meetings between Chinese and foreign leaders. In parallel, I noticed that there were fewer articles about the effects of this plan internally, and that attracted me to this approach. Sport is primarily a national social and economic project, before being a tool for diplomacy. Since 2003 I have seen the great advances we have been able to achieve in sport diplomacy. However, I do not think the time is right to call on a European diplomacy project. In my opinion, we need a more complete plan at the national level first.

Quand l'UEFA transcendait les barrières de la Guerre froide

Depuis sa création, l'UEFA mène une « diplomatie footballistique » et peut être considérée comme actrice de la coopération européenne. Un statut notamment construit pendant la Guerre froide.

Décembre 1955. Le Real Madrid reçoit le Partizan Belgrade dans le cadre du match aller des quarts de finale de la Coupe des clubs champions européens (qui deviendra Ligue des champions lors de la saison 1991-1992). L'organisation de ce match est un tour de force, les deux pays n'entretenant aucune relation diplomatique depuis plus de 20 ans. Mais on finit par trouver un arrangement.

Cet exemple témoigne des possibilités du football de transcender les divisions issues de la politique internationale. Certes, les enjeux politiques ne sont jamais très loin et depuis l'entre-deux-guerres, le « people's game » est investi par plusieurs gouvernements à des fins de diplomatie. Mais en parallèle de ce processus, une « diplomatie footballistique », développée par des acteurs du domaine (dirigeants d'associations nationales et de clubs, voire des journalistes) est progressivement mise en place.

Celle-ci prend une tournure nouvelle avec la constitution, en octobre 1954, de l'Union des associations européennes de football (UEFA). Cette organisation a pour but essentiel de représenter le football continental au sein de la Fédération internationale de football association (FIFA) et de conduire des discussions autour de différentes thématiques relatives au football européen (télévision, calendrier, paris, etc.). Rapidement, l'UEFA va commencer à gérer l'organisation de compétitions pour les clubs (Coupe des clubs champions) et les nations (Coupe d'Europe des

nations). Ces actions ont un grand retentissement en raison de la popularité, et de la médiatisation, du football. Surtout l'UEFA est composée d'une trentaine de pays. De fait, les tournois qu'elles proposent transcendent les barrières de la Guerre froide !

« UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR AUJOURD'HUI ? »

Il va néanmoins falloir toute l'habileté des hauts dirigeants de l'UEFA pour limiter l'impact du contexte politique international sur ses activités. Équilibre des différentes forces au sein du comité exécutif, recherche d'une autonomie financière, siège placé dans un pays déclaré « neutre » (en Suisse dès 1960) sont des stratégies développées par l'élite dirigeante de l'UEFA depuis sa fondation. Dans l'ensemble, les tensions sont maîtrisées et il n'est dès lors pas usurpé de considérer l'UEFA comme une actrice de la coopération européenne, tant les échanges officiels qu'elle met en place vont plus loin que ceux effectués dans d'autres domaines. Cette situation se renforce durant les années 1960-70 avec la création de nouvelles compétitions européennes, dont plusieurs rencontres sont diffusées via les réseaux Eurovision (Ouest) et Intervision (Est) ce qui permet de convoquer, au même moment, des millions de personnes aux quatre coins de l'Europe.

Les membres de l'élite dirigeante de l'UEFA de l'époque ont donc réussi à s'accorder au-delà

de leurs divergences politiques. Au regard des événements récents dus au COVID-19, qui révèlent un manque d'unité chez les acteurs du football européen, la diplomatie footballistique européenne aux temps de la Guerre froide, et la cohésion continentale qu'elle générait, devrait constituer une source d'inspiration pour les acteurs d'aujourd'hui.



PHILIPPE VONNARD

Chercheur, Université de Lausanne (Suisse)

Senior research fellow, University of Lausanne (Switzerland)

Unil

UNIL | Université de Lausanne

www.unil.ch

When UEFA overcame the Cold War divide

Since its creation, UEFA has conducted "Football Diplomacy" and can be considered as an actor of European cooperation. A status that was notably built during the Cold War.

December 1955. The first leg of the quarter finals of the newly created European Champions Clubs' Cup (which was to become the Champions League in the 1991-92 season) opposes Real Madrid and Partizan Belgrade. The organisation of this match is a considerable feat since the two countries have not had any diplomatic relations for over 20 years. But for football's sake, a solution is found.

This example bears witness to the capacity of football to transcend the divisions of international politics. True, political issues are never far from sports, and the "people's game" had been exploited by several governments for political purposes since the interwar years. But in parallel with this process of instrumentalization, a new type of "football diplomacy" was progressively developed by the actors of the game (leaders of national federations or clubs, and even prominent journalists).

This football diplomacy takes a new turn with the establishment, in October 1954, of the Union of European Football Associations (UEFA).

The principal objective of this organisation is to represent European football within the Fédération Internationale de Football Association (FIFA) and manage all issues relevant for the continental dimension of the game (television, calendar, betting, etc.). Very quickly, UEFA starts to be in charge of competitions for both clubs and national teams. Its actions have significant impact, due to the ever-growing popularity, and mediatisation, of football. Most importantly, UEFA is not a Western affair, but composed by thirty countries! As a result, its competitions overcome the seemingly unsurmountable Cold War divide.

"A SOURCE OF INSPIRATION FOR TODAY?"

It takes, however, all the diplomatic skills of UEFA's top management to limit the influence of the international political context on its activities. A good balance of the different forces within its executive committee, the search for financial autonomy, the location of its headquarters in a

country declared "neutral", Switzerland, as of 1960 – these are the strategies developed by UEFA's elite officials since the body's foundation. Overall, they manage to mitigate the tensions, and their success in setting up exchanges that go much further than those attempted in other fields, makes it perfectly justified to consider UEFA a genuine actor of European cooperation. This situation is even enhanced during the 1960s and 70s when the matches of new Europe-wide competitions are broadcast via both the Eurovision network (in the West) and its counterpart Intervision (in the East), bringing together millions of Europeans all over the continent around the same event. The members of UEFA's top management of these decades have thus managed to cooperate beyond their political differences. In the light of recent events due to the COVID-19 crisis, which revealed a lack of unity among actors of European football, the football diplomacy of Cold War times and the continent-wide cohesion it generated should be a source of inspiration for today's actors.

Le patrimoine sportif, un enjeu citoyen à l'échelle européenne

La dimension culturelle du sport connaît depuis quelques années un essor remarquable. Cette capacité à rassembler autour de la mémoire de certaines pratiques, lieux, événements ou figures du passé sportifs apparaît comme un ciment européen qu'il faut absolument valoriser.

Depuis les années quatre-vingt, la notion de « patrimoine » a été élargie. Elle ne se limite plus au seul passé des puissants, à la « grande tradition », aux chefs d'œuvre dont la qualité esthétique saute aux yeux. Il reconnaît à égale dignité des expressions plus populaires, à partir du moment où ces éléments sont considérés comme un héritage, le fruit d'un souvenir partagé. Dans le même temps, la notion de « mémoire », corrélée à celle de patrimoine, connaît un grand succès, en faisant la part belle au récit sensible. C'est dans le cadre de ce nouveau paradigme que le sport va gagner une nouvelle dimension.

Omniprésence médiatique, massification et démocratisation des pratiques : le sport est devenu un fait culturel de la première importance. Le sport européen, ou tout le moins certains sports parmi les plus suivis, est un vecteur important de traces sportives mais aussi de souvenirs qui structurent la mémoire.

Mais qu'entendre par patrimoine sportif ? Il est possible d'en dresser une typologie hétéroclite en plusieurs dimensions, entre le matériel et l'immatériel, qui croise les jeux d'échelles entre le local, le régional, le national et l'international. Enceintes, bâtiments et équipements sont sans doute la composante la plus visible du patrimoine sportif. Mais les plaques, stèles, tombes, statues voire noms de rues rappellent aussi des figures ou des moments importants de l'Histoire. Autre patrimoine inépuisable, les œuvres d'art liées au sport : elles sont nombreuses, variées et réparables. Dans ce cadre, tous les secteurs de la création sont à explorer (théâtre, littérature, cinéma ou musique). Le patrimoine peut aussi se décliner à travers les gestes sportifs et

leurs évolutions, sans compter les innombrables objets que le sport engendre (matériel, trophées, fanions...). Et derrière les structures se trouvent les acteurs : le témoignage des dirigeants, anciens vedettes ou champions emblématiques, mais aussi des sportifs amateurs et des amateurs de sports constituent un champ d'investigation à privilégier.

« POUR DES RENCONTRES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE SPORTIF »

Depuis 2011, les Rencontres autour du patrimoine sportif et la mémoire du sport, organisées par l'Université Côte d'Azur, se donnent pour objectif de réfléchir tant à la connaissance qu'à la mise en récit du passé du sport. L'ambition est de rassembler des chercheurs mais aussi des archivistes, représentants d'associations, acteurs et témoins du milieu sportif ou encore des écrivains et des artistes. En ce sens, histoire, mémoire et patrimoine se rassemblent avec leurs divergences et leur complémentarité pour nourrir la dimension culturelle du sport. Ces rencontres ont une triple vocation : parler du local, la Côte d'Azur comme terre de sport depuis bien longtemps, du national mais aussi de l'international, et la vocation européenne y est bien présente. Il faut toutefois élargir le concept en incitant les acteurs des divers territoires européens à faire l'inventaire, à étudier et valoriser les traces visibles ou disparues mais aussi les récits qui (re)constituent la richesse des pratiques sportives, entre passé et présent. Il s'agit ainsi d'un véritable levier de la citoyenneté européenne.



LE COIN DES STAPS

Rubrique réalisée en partenariat avec la C3D STAPS : www.c3d-staps.fr



YVAN GASTAUT

Maître de conférences,
Université Côte d'Azur

*Lecturer,
University Côte d'Azur*



UNIVERSITÉ
CÔTE D'AZUR

www.univ-cotedazur.fr

The sporting heritage, an issue for citizens at the European level

The cultural aspect of sport has increased amazingly in recent years. The power to bring people together to remember certain matches, places, events or sporting figures from the past represents a sort of European mortar which must be used to the best advantage.

Since the 80s, the definition of "heritage" has been enlarged. It is no longer limited to famous figures from history, great buildings and masterpieces whose quality is plain to be seen. It also recognises and dignifies more popular traditions, when these elements are considered as our heritage and the fruit of shared memory. At the same time, the idea of "memory" linked with heritage is very successful at arousing sentiment. It is within this new paradigm that sport will find a new dimension. With its omnipresence in the media, and access to doing an activity increasingly open to all, sport is now of major cultural importance. European sport, or at any rate, certain sports among the most popular, can be seen as an important source of sporting traces and of recollections that structure the memory. But what is meant by the sporting heritage? It is possible to draw up a heterogeneous classification in several dimensions, between the material and the immaterial, crossing the interrelationships between local, regional, national and international.

Grounds, buildings and facilities are the most visible part of the sporting heritage. However, plaques, memorials, tombstones, statues and even street names remember important figures and moments in History. Works of art linked to sport are another inexhaustible heritage: they are many, varied and recognisable. All the creative sectors are worth exploring in this context (theatre, literature, cinema or music).

Heritage can also be found in sporting gestures and their evolution, not to mention the countless objects derived from sport (equipment, trophies, flags and so on). Behind the structures there are the people: the managers, former stars and iconic champions, and also amateur sportsmen and women and sports fans all have stories which should be heard.

Since 2011, the Meetings around the sporting heritage and the sport memory organised by

“FOR EUROPEAN MEETINGS IN THE SPORTING HERITAGE”

the University Côte d'Azur have set themselves the objective of reflecting on the knowledge and the expression of sport's past. The aim is to bring together researchers and also archivists, representatives from associations, stakeholders and witnesses from the sports milieu and writers and artists. In this sense, history, memory and heritage come together with their divergences and their complementarity to enhance the cultural dimension of sport.

The goal of these meetings is threefold: to talk about the local level, the Côte d'Azur, as a very old centre for sport, about the national and also about the international level, and the European vocation is firmly present. The concept does need to be enlarged by encouraging those concerned in different European countries to make a list, to study and highlight traces which are still visible or which have disappeared, and also the accounts that make up the wealth of sports, between the past and the present. This represents a real force for European citizenship.

Diplomatie sportive post-confinement : quelle masse critique ?

La diplomatie sportive n'est-elle faisable que si le retour sur investissement représente un niveau assez élevé pour attirer les investisseurs privés ? Dépend-elle d'une masse critique répondant à la logique marchande, où bien a-t-elle également un avenir là où le rendement n'est que faible ?



JACOB KORNBECK¹

Membre du Comité Scientifique,
Think tank *Sport et Citoyenneté*

*Member of the Sport and Citizenship
Think Tank's Scientific Committee*

MEMBRE DU
COMITÉ SCIENTIFIQUE
SPORT ET CITOYENNETÉ

La diplomatie sportive a-t-elle du sens si le rendement économique est faible ? La question mérite d'être posée dès lors que la reprise des compétitions post-confinement (Covid-19) implique, dans l'immédiat, une réduction de la présence des spectateurs. Nous ignorons en effet si les voyages transcontinentaux liés au sport vont reprendre comme avant². Là où les acteurs pertinents ont reconnu l'utilité du sport comme outil de soft power, leur engagement survivra-t-il à une chute de ce poste de recettes ?

« COMMENT LE PUBLIC PEUT-IL ÊTRE IMPLIQUÉ ? »

Rappelons d'abord que l'importance de la billetterie a diminué par rapport au volume financier que représentent désormais les droits dérivés dont, surtout, les droits de retransmission. Il y a 12 ans déjà, Wladimir Andreff avait souligné que le modèle commercial traditionnel SSSL (Spectators, Subsidies, Sponsors, Local) avait été remplacé par un modèle MCMMG (Media, Corporations, Merchandising, Markets, Global)³.

Et pourtant, la valeur de chaque marque sportive dépend, aussi, de la présence de spectateurs installés de manière visible dans les tribunes. Si une chute de l'assistance entraînait une chute des recettes, la diplomatie sportive aurait-elle toujours autant la côte ? Quoiqu'efficace, la place du sport dans la diplomatie n'a été reconnue que

récemment, peut-être à cause du rôle primordial joué par les organisations sportives internationales (OSI). La diplomatie sportive demeure un champ d'action contesté⁴, vulnérable, sujet à des accusations génériques de connivences diplomatiques⁵ ; risques que garderont à l'esprit les investisseurs privés. Or, c'est peut-être précisément quand les acteurs marchands deviennent frileux que les pouvoirs publics ont un rôle à jouer. Là où le rendement financier (c'est-à-dire le retour sur investissement) ne promet pas grand-chose, une forte implication du secteur marchand ne saurait être visée comme une constante, voire comme un élément-clé de la stratégie. Les autorités publiques pourraient alors y avoir un rôle plus important à jouer, à condition que les OSI le souhaitent. Car les partenariats avec les entreprises sont importants, alors que la composante « diplomatie sportive » est moins évidente. Ce n'est peut-être pas par coïncidence si un ouvrage de référence consacré à la gouvernance des OSI n'inclut aucun chapitre sur la « diplomatie sportive » et si ce terme est absent dans l'index du même ouvrage, alors que les partenariats commerciaux y trouvent bien leur place⁶. Or, le contexte post-confinement pourrait être une opportunité pour faire autrement – d'autant plus que la pandémie a déjà incité les autorités publiques à s'impliquer beaucoup plus, dans la plupart des domaines politiques, que dans les dernières décennies.

1. Auparavant en charge des questions antidopage au sein de l'Unité Sport de la Commission européenne (2001-14), Jacob Kornbeck est fonctionnaire européen et chargé de cours externe à l'Université allemande du Sport de Cologne. Les opinions exprimées sont strictement personnelles et ne sauraient aucunement engager les institutions de l'UE.

2. Kornbeck, J. Après la pandémie : le « citius altius fortius » aussi dans le ciel ? Le Taurillon, 28 mai (2020), <https://www.taurillon.org>

3. Andreff, W., Globalization of the Sports Economy, *Rivista di Diritto ed Economia dello Sport*, IV:3 (2008), pp. 13-32

4. Jackson, S.J., The contested terrain of sport diplomacy in a globalizing world, *International Area Studies Review*, 16:3 (2013), pp. 274-284

5. Badie, B., *La Diplomatie de connivence*, 2^e édition, PUF (2014)

6. Shilbury, D. & Ferkins, L. (dir.), *Routledge Handbook of Sport Governance*, Londres : Routledge

Post-lockdown sports diplomacy: what critical mass?

Is sports diplomacy only feasible when the level of return on investment is high enough to interest private investors? Does it depend on a critical mass in response to market logic, or does it also have a future where the yield is low?

It is a question worth asking, since the return to competitions after the lockdown (Covid-19/ Coronavirus) will definitely mean a reduction in the number of spectators present. We do not actually know whether transcontinental travel linked to sport will be back to what it was before, even though a reduction would seem to be better for the environment².

Where the relevant stakeholders recognised the usefulness of sport as soft power, will their commitment to diplomacy survive a drop in this source of revenue?

First of all, we need to remember that the importance

of ticket sales has declined compared to the financial weight of associated rights, including, above all, broadcasting rights. Twelve years ago, Wladimir Andreff highlighted the fact that the traditional SSSL business model (Spectators, Subsidies, Sponsors, Local) had been replaced by the MCMMG model (Media, Corporations, Merchandising, Markets, Global)³. And yet every sports brand depends – also – on the presence of spectators visible in stadium

“HOW CAN THE PUBLIC BE INVOLVED?”

stands, arenas, ice-rinks and race-courses. If a fall in the number of spectators present led to a fall in revenues, would sports diplomacy still be so important?

Although it is effective, the place of sport in diplomacy has only recently been recognised, perhaps because of the vital role played by international sporting bodies⁴. Sports diplomacy remains a vulnerable, contested terrain⁵, the target of accusations of diplomatic collusion⁶ – risks which will not be forgotten by private investors. It may be that the public powers have a role to play precisely where the market actors hesitate.

1. Formerly in charge of anti-doping matters at the European Commission Sport Unit (2001-2014), Jacob Kornbeck is a European civil servant and head of external courses at the German Sport University of Cologne. The opinions expressed are strictly personal and do not reflect the views of any European Union body.

2. Kornbeck, J. Après la pandémie : le « citius altius fortius » aussi dans le ciel ? Le Taurillon, 28 mai (2020), <https://www.taurillon.org>

3. Andreff, W., Globalization of the Sports Economy, *Rivista di Diritto ed Economia dello Sport*, IV:3 (2008), pp. 13-32

4. Jackson, S.J., The contested terrain of sport diplomacy in a globalizing world, *International Area Studies Review*, 16:3 (2013), pp. 274-284

5. Badie, B., *La Diplomatie de connivence*, 2^e édition, PUF (2014)

6. Shilbury, D. & Ferkins, L. (dir.), *Routledge Handbook of Sport Governance*, Londres : Routledge

Acceptabilité sociale : le principal défi des GESI

La raréfaction des candidatures pour l'accueil des Jeux ces dernières années est une tendance qui mérite une attention soutenue : dès que la population est consultée par référendum, le « non » l'emporte.

Les contestations dénoncent une gabegie de deniers publics pour des projets qui n'auraient pas suffisamment d'utilité sociale. Pour contrer cela, le choix de candidater à un grand événement sportif international (GESI) se justifie de plus en plus par la promesse d'un héritage économique et social qui profitera à tous. Or, la littérature académique reste plutôt mitigée sur cet aspect.

Bien que sous certaines conditions favorables il semble possible d'obtenir un boost dans l'économie locale, les travaux sur l'impact économique des GESI illustrent surtout la manière presque endémique avec laquelle les coûts dépassent les retombées. D'un point de vue social, le GESI peut être source de fierté ou de bien-être, tout autant que de nuisances selon les contextes et les populations étudiées. Quant à l'impact environnemental, il est toujours possible de se rassurer en évoquant un engagement responsable mais le meilleur moyen de ne pas avoir d'empreinte carbone négative reste de ne rien organiser.

« QUELLE PARTICIPATION POUR LES CITOYENS ? »

Il apparaît ainsi qu'un GESI n'a pas d'effet intrinsèque positif sur son territoire hôte. Il convient de s'en saisir comme d'une « opportunité événementielle » afin de développer sur le long terme et en lien avec les spécificités des territoires des projets qui auront du sens¹. La volonté politique des décideurs locaux est

déterminante pour dessiner les contours d'une stratégie d'héritage dépassant les déclarations d'intention. Toutefois, même avec de la volonté la tâche reste ardue puisqu'en plaçant les Jeux sous l'angle d'un projet de société devant profiter à l'ensemble de la population, les organisateurs suscitent des attentes très élevées, alors même que le grand nombre d'inconnues liées à la candidature, puis à l'organisation, justifierait la prudence².

Pour ne pas décevoir, il conviendrait par exemple d'imaginer des dispositifs favorisant la participation des citoyens, tout en étant prêt à assumer le fait que ces derniers puissent conduire à l'abandon ou à la réorientation du projet – ce qui, dans le processus d'enchères n'est pas possible. Prenons en exemple la requête du CIO qui demande aux villes candidates d'indiquer s'il y a un « risque que la candidature soit poussée jusqu'au référendum par les opposants » et de « fournir des preuves du soutien du grand public ». Tant que l'acceptabilité sociale sera abordée comme une simple donnée (voir comme une menace) qui doit être mesurée et maîtrisée, il sera difficile pour les villes-hôtes d'engager une démarche témoignant d'une réelle volonté d'inclure les citoyens. Malheureusement, ce constat n'est pas de nature à infléchir la tendance contestataire qui se construit sur l'idée que la population locale n'aurait, dans sa grande majorité, que peu à gagner dans les événements sportifs d'ampleur par rapport aux élites politiques et économiques.



L'ACTUALITÉ AU PRISME DE LA RECHERCHE

Article en partenariat avec le Laboratoire « Violences, Innovations, Politiques, Socialisations et Sports » de l'Université de Rennes 2



HUGO BOURBILLÈRES

[@VIPS_2](https://twitter.com/VIPS_2)

Maître de conférences, laboratoire VIPS², Université Rennes 2

Lecturer, VIPS² Laboratory, University of Rennes 2

www.vips2.fr

1 C'est-à-dire à même de générer des effets concrets, voir sur ce point l'ouvrage « L'impact social des grands événements sportifs internationaux : processus, effets et enjeux - L'exemple de l'Euro 2016 » (Charrier et Jourdan, 2019).

2 Voir l'article « les processus de contestation dans le cadre des candidatures des villes européennes aux Jeux olympiques et paralympiques 2024 » (Bourbillères et Koebel, 2019) en libre accès numérique.

Social acceptability: the main challenge for major international sports events

The recent dearth of candidates to host the Olympics is a trend which needs to be examined: when local people are consulted in a referendum, the response is “No”.

Challenges point to a mismanagement of public funds for projects without sufficient social utility. To address this, the decision to bid for a major international sports event (MSE) is increasingly justified by the promise of an economic and social legacy which will benefit everyone. Academic texts remain divided on this aspect.

Although there seems to be a possibility of boosting the local economy given certain conditions, works on the economic impact of MSE mainly show how the costs almost always exceed the benefits. From a social point of view, the MSE can be a source of pride or well-being, but also of harm, depending on the context and the population studied. As for the environmental impact, it is always possible to be reassuring by evoking a determination to be responsible, but the best way of avoiding a negative carbon footprint still lies in not organising anything.

Therefore, it seems as if an MSE has no intrinsic positive effect on the host region. It needs to be seen as a chance to organise an event in order to develop meaningful projects in line with the specific needs of the area in the long term¹. The political will of local decision-makers is crucial for drawing up the outlines of a legacy strategy which goes beyond the declarations of intent. However, even with sufficient will, the task is hard, because by seeing the Olympics as a project which should benefit the whole population, the organisers raise very high expectations, whereas the large number of unknowns linked to both the bid and the organisation would justify caution².

“HOW CAN THE PUBLIC BE INVOLVED?”

To avoid disappointment, it would be better to imagine schemes involving the public, while remaining aware that this could lead to the project being abandoned or altered – which is not possible with the bidding process. As an example, the IOC asks host city candidates to indicate if there is a danger of opposition groups pushing for a referendum on the bid and to provide proof of public support. While social acceptability is seen as a simple piece of data (or even a threat) which must be measured and controlled, it will be difficult for host cities to undertake measures that show a real willingness to include citizens. Unfortunately, this is unlikely to change the trend to more challenges, which is developing around the idea that the vast majority of the local population has little to gain from large sporting events, compared with the political and economic elite.

1 On the subject of concrete effects, see the work: « L'impact social des grands événements sportifs internationaux : processus, effets et enjeux - L'exemple de l'Euro 2016 » (Charrier et Jourdan, 2019).

2 See the article « les processus de contestation dans le cadre des candidatures des villes européennes aux Jeux olympiques et paralympiques 2024 » (Bourbillères et Koebel, 2019) freely available on line

L'implication communautaire dans la diplomatie du sport

La crise sanitaire a été décrite par beaucoup comme une opportunité pour un « nouveau récit », ou pour développer des solutions radicalement nouvelles aux problèmes de la société.



JACOB SCHOUENBORG

@JacobSch

Secrétaire général de l'Association Internationale Sport et Culture (ISCA)

Secretary General of International Sport and Culture Association (ISCA)



<https://diplomacy.isca.org>

En réalité, les recherches menées sur les catastrophes montrent qu'il existe un très grand degré d'inertie dans les systèmes sociaux. En tant qu'espèce, nous avons tendance à revenir dès que possible vers ce que nous connaissons. Bien sûr, ce conservatisme a ses avantages. Il permet de mettre en place des systèmes stables de coopération et de compréhension. L'un des meilleurs exemples est peut-être le domaine de la diplomatie. Les relations entre les pays sont régies par un ensemble stable de codes, avec des canaux de communication, des rôles et des approches spécifiques.

La diplomatie publique a (lentement) évolué à partir de ce système, et a inclus les domaines spécifiques de la diplomatie culturelle et sportive. Ces concepts ne transforment pas radicalement la diplomatie, mais en constituent des éléments supplémentaires.

Soutenus par le programme Erasmus+ Sport de l'UE, l'ISCA et ses partenaires ont initié une démarche pour inventer, développer et faire progresser le concept de « Diplomatie par le sport pour tous » (GSD).

Ce concept pourrait être considéré comme un sous-ensemble spécifique de la diplomatie sportive. Ce serait réducteur, parce que la diplomatie par le sport pour tous remet en question les notions même de diplomatie sportive (et de diplomatie en général), pour au moins trois raisons :

- Elle se concentre sur le rôle de la société civile dans la diplomatie.
- Elle permet le dialogue et l'échange, dans un environnement ouvert et transparent.
- Elle favorise l'intérêt mutuel et le progrès sociétal.

C'est pourquoi je considère la diplomatie sportive

par la « base » comme un facteur de changement et une façon totalement nouvelle de penser les relations internationales.

Dans le cadre du projet GSD, sept projets-pilotes ont été menés par des organisations partenaires (création d'un réseau sud-américain pour l'égalité des sexes dans le football, organisation de courses à pied et de marche solidaire au Liban, etc.). Nous en avons tiré de nombreux enseignements. Parmi eux, je voudrais insister sur le fait que ces actions s'appuient sur une culture de la générosité. Il s'agit de partager ce que vous avez avec les autres et de développer des solutions ensemble. Ces projets sont véritablement axés sur les citoyens et partent de la base. Enfin ils s'attaquent à certains des défis les plus difficiles de notre époque.

« UNE FAÇON NOUVELLE DE PENSER LES RELATIONS INTERNATIONALES »

Permettez-moi une question rhétorique : combien cela coûterait-il si quelqu'un voulait s'attaquer à ces problèmes ? Je crois que la diplomatie par le sport pour tous est un outil puissant et très rentable pour aborder les problèmes de notre temps.

Si nous revenons à la situation actuelle, il est évident que cette période peut être une plateforme de changement social. Mais il faut se battre pour conquérir l'espace et gagner la narration des solutions de demain, pour ne pas retomber dans des schémas trop connus. J'espère que la diplomatie sportive par le sport pour tous, avec ses principes de générosité, d'ouverture et de coopération, aura un rôle-clé à jouer. Mais cela n'arrivera pas si nous ne faisons pas pression en ce sens.

The involvement of 'grassroots' in sport diplomacy

The Covid-19 crisis has been portrayed by many as an opportunity for a "new narrative", or developing radically new solutions to society's problems.

As a matter of fact, disaster research shows that there is a very large degree of inertia in social systems. As a species, we tend to go back to what we know, when we can. Of course, this conservatism has its advantages. It enables stable systems of cooperation and understanding. Perhaps one of the best examples of this is the area of diplomacy. Relations between countries are governed by a stable set of codes, by specific communication channels, roles and approaches. Public diplomacy has evolved out of this system, predictably slowly, and has also included the specific areas of cultural and sport diplomacy. These concepts are not radically transforming diplomacy but are perhaps more accurately developments and additional elements of diplomacy.

Backed by an Erasmus+ grant, ISCA and its partners have initiated a journey to coin, develop and advance the concept of Grassroots Sport Diplomacy – GSD. This concept of GSD could be looked upon as a specific subset of sport diplomacy.

But this would be a simplification. Because the concept challenges traditional notions of sport diplomacy, and of diplomacy generally, because it is:

- Focused on civil society's role in diplomacy.
- Enabling mutual exchanges and dialogue in an open and transparent environment.
- Advancing mutual benefit and societal development.

« A NEW WAY OF THINKING ABOUT INTERNATIONAL RELATIONS »

Therefore, I consider "The grassroots" in sport diplomacy as a change maker, and a totally new way of thinking about international relations.

Within the framework of the GSD project, 7 pilot projects were carried out by partner organisations (a South American network on women's football, local runs and walks for social development and charitable purposes in Lebanon, etc.).

Many things have been learnt from the 7 pilot actions for grassroots sport diplomacy. I would in

particular note how the actions have demonstrated that GSD builds on a culture of generosity. It is about sharing what you have with others, and developing solutions together. GSD is also truly citizens-oriented and bottom-up and tackles some of the most difficult challenges of our time.

Allow me a rhetorical question: How much would it cost if someone would want to buy a solution for these wicked problems? I believe that grassroots sport diplomacy is a powerful – and very cost-effective – tool to address key issues of our time.

If we return to the question of the possibility of the Covid-19 crisis, it seems clear that the epidemic may be a platform for social change. But there is a new battle now to conquer the space and earn the narrative of tomorrow's solutions, before we fall back into too-known patterns. It is my hope that grassroots sport diplomacy, with its tenets of generosity, openness and cooperation will have a key role to play. But it will not come if we do not push for it.

Agir contre les violences sexuelles

Ces derniers mois, les révélations de plus en plus nombreuses de violences sexuelles ont ébranlé notre société. Le monde du sport n'échappe pas à ce mouvement de libération de la parole, faisant de la question de la prévention et de la lutte contre les violences sexuelles une priorité nationale.

En France, l'enquête du média en ligne Disclose fin 2019 et la publication du livre de l'ancienne patineuse professionnelle Sarah Abitbol début 2020 ont engendré un mouvement de fond. En février 2020, alors que la parole se libérait enfin et que les sportifs/sportives victimes de violences sexuelles n'hésitaient plus à témoigner contre leurs agresseurs et à porter plainte, la première Convention nationale de prévention des violences sexuelles dans le sport avait contribué à sensibiliser tous les acteurs sur cette problématique.

Depuis, le ministère des Sports a engagé un vaste plan de lutte contre les violences sexuelles, et a dressé début juillet un premier bilan des actions entreprises. Roxana Marcineanu a ainsi révélé qu'au 1er juin 2020, 177 personnes (dont 110 éducateurs) issues de quarante fédérations avaient été mises en cause dans des affaires répertoriées par la Direction des Sports. 98% des victimes étaient mineurs au moment des faits et 78% de ces mêmes victimes étaient des femmes. En outre, la ministre a précisé que 67 mesures administratives d'interdiction d'exercer ont été prononcées contre des éducateurs sportifs ou des exploitants d'établissements pour des faits de violences sexistes ou sexuelles. Sur la même période, 27 signalements aux procureurs de la République ont été effectués et 88 enquêtes administratives étaient encore en cours début juin.

Dans le même temps, le ministère des Sports a structuré son approche en matière de prévention des violences sexuelles. Une déléguée ministérielle chargée de la prévention des violences dans le sport a été nommée, les effectifs du ministère dédiés au traitement et à la lutte contre les violences dans le sport ont été renforcés et une convention entre le ministère des Sports et le Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger a été signée, le numéro 119 servant désormais aussi à recueillir la parole des victimes dans le champ sportif. Autre mesure centrale, l'extension du contrôle systématique de l'honorabilité des bénévoles intervenant dans les associations sportives est envisagé d'ici 2021. Ce dispositif est déjà en vigueur pour les entraîneurs rémunérés et son extension aux bénévoles est déjà expérimenté à un niveau régional, pour les bénévoles de la ligue Centre-Val-de-Loire de football. Enfin, le ministère des Sports coordonne l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention dans le champ du sport, avec la participation des acteurs olympiques (CNOSF) et paralympique (CPSF), des fédérations sportives, de représentants des collectivités, d'associations d'aide aux victimes, de sportifs et d'autres ministères. Des formations seront mises en place pour l'ensemble des acteurs afin de consolider le traitement des signalements, mieux prévenir les violences et mieux accompagner les victimes.

« UNE STRATÉGIE NATIONALE DE PRÉVENTION EN COURS D'ÉLABORATION »

Acting to combat gender violence

An increasing number of revelations of gender violence and abuse have shaken society over the past few months. The world of sport has not escaped this new freedom to speak out, which has made preventing and combating gender violence a national priority.

In France, the enquiry by the on-line Disclose platform at the end of 2019 and the publication of former professional skater Sarah Abitbol's book at the beginning of 2020 have created a groundswell. In February 2020, when people finally found themselves able to talk about these things and athletes of both sexes who had been victims of abuse were willing to accuse their aggressors, the first National Convention for the prevention of gender violence in sport contributed to raising awareness of this problem among all the stakeholders.

Since then, the Sports Ministry has undertaken a vast plan to combat gender violence and at the beginning of July it drew up a first audit of action taken. Roxana Marcineanu revealed that by 1st June 2020, 177 people (including 110 instructors) from forty federations had been examined in affairs identified by the Sports Directorate. 98% of the victims were underage at the time of the offence

and 78% of these victims were women. The Minister also stated that measures had been taken to ban 67 sport instructors or club officials because of a record of gender violence or abuse. During the same period, 27 cases were referred to the public prosecutor and 88 administrative enquiries were still ongoing at the beginning of June.

At the same time, the Sports Ministry developed its approach to preventing gender violence. A ministerial delegate responsible for the prevention of violence in sport was appointed, teams dedicated to dealing with combating gender violence in sport were strengthened, and an agreement between the Sports Ministry and the national phone line for children in danger was signed, so number 119 can now be used to collect statements from victims in sport. Another central measure, the extension of systematic checks on the integrity of volunteers in sport clubs and associations, is envisaged for 2021.



**MINISTÈRE
CHARGÉ DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

www.sports.gouv.fr

“A NATIONAL PREVENTION STRATEGY IS BEING DRAWN UP”

La FIFA mobilise le monde du football contre la Covid-19

La pandémie de Covid-19 s'est propagée comme un feu de forêt à travers le monde, frappant le sport et le football, comme bien d'autres secteurs. La FIFA ayant pour mission de relever les défis auxquels la communauté du football est confrontée, le président Gianni Infantino a rappelé qu'aujourd'hui plus que jamais la santé passe avant tout.

Durant cette crise, la FIFA a uni ses forces à celles de l'Organisation des Nations Unies (ONU), de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de plusieurs autres partenaires pour fournir des conseils aux populations afin de protéger leur santé et leur bien-être et les sensibiliser à certaines questions sociétales importantes liées à la pandémie. Plusieurs campagnes, toutes menées par des footballeurs de renommée mondiale, ont été lancées et publiées sur les canaux numériques de la FIFA et ont également été soutenues par de nombreuses associations membres de la FIFA et les agences de presse. Dès le mois de mars, la FIFA et l'OMS se sont associées à certaines des plus grandes stars du football pour lancer la campagne « Passez le message pour éliminer le coronavirus ». Cette campagne, publiée dans 16 langues différentes, met en avant cinq étapes-clés à suivre pour protéger sa santé, conformément aux recommandations de l'OMS.

« LE FOOTBALL A LE POUVOIR DE TRANSMETTRE DES MESSAGES SOCIAUX »

« La FIFA et son président Gianni Infantino ont participé activement à la diffusion du message contre cette pandémie, a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, lors du lancement virtuel de la campagne. Que ce soit par des campagnes ou des financements, la FIFA a tenu tête au coronavirus, et je suis ravi que le football mondial soutienne l'OMS pour évincer le coronavirus. Je ne doute pas qu'avec ce type de soutien, tous ensemble nous gagnerons ».

Le 6 avril, Journée internationale du sport au service du développement et de la paix, la FIFA s'est associée aux Nations Unies et à l'OMS pour soutenir la campagne #BeActive, qui encourage la pratique d'une activité physique ou sportive chez soi (à la maison) pour se maintenir en bonne santé. La campagne a été lancée par des joueurs du Real Madrid, du FC Barcelone, du Liverpool FC et de Manchester United, qui ont demandé aux fans de football de mettre de côté leurs rivalités et de se rassembler pour #BeActive. Mi-avril, des stars du football d'hier et d'aujourd'hui se sont réunies pour montrer leur appréciation des efforts

déployés et des risques pris par les professionnels de santé et bien d'autres acteurs, permettant à nos sociétés de continuer à fonctionner. Cinquante footballeurs de renommée mondiale ont rendu hommage à ces héros en applaudissant leurs efforts. Tout récemment, la FIFA, l'OMS et la Commission européenne ont lancé la campagne #SafeHome afin de soutenir les femmes et les enfants exposés aux violences domestiques. Cette campagne est une réponse commune à la récente augmentation des faits de violence domestique liés aux mesures de maintien à domicile, qui exposent malheureusement davantage les femmes et les enfants victimes de maltraitance. La campagne met en scène 15 (ex)-footballeurs. « Nous ne pouvons pas rester silencieux sur ce problème qui affecte tant de personnes (...). Le football a le pouvoir de transmettre des messages sociaux importants, et à travers la campagne #SafeHome, nous voulons nous assurer que les personnes victimes de violence ont accès aux services de soutien nécessaires dont elles ont besoin », déclarait ainsi Gianni Infantino.



FIFA

www.FIFA.org

FIFA mobilises world of football to help the fight against COVID-19

COVID-19 has spread like a wildfire across the globe. Like most sectors, sport and football have been directly affected by the pandemic. As FIFA is addressing the challenges the global football community faces, President Gianni Infantino has stressed that more than ever health comes first.

In the light of the current global health crisis, FIFA has joined forces with the United Nations (UN), the World Health Organization (WHO) and other partners to provide guidance to people to protect their health and wellbeing and to raise awareness of some important societal issues surrounding the pandemic. Several campaigns, all led by world-renowned footballers, have been launched and published on FIFA's digital channels and have also been supported by numerous FIFA member associations and media agencies.

As early as March, FIFA and the WHO teamed up with some of football's biggest stars to launch the 'Pass the message to kick out coronavirus' campaign. The campaign, published in 16 different languages, promotes five key steps for people to follow to protect their health in line with WHO guidance. "FIFA and its President Gianni Infantino have been actively involved in passing the message against this pandemic since the very beginning," said WHO Director-General Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus at the virtual launch of the campaign. "Be it through campaigns or funding, FIFA has

stood up to the coronavirus, and I am delighted that world football is supporting WHO to kick out the coronavirus. I have no doubt with this type of support that together we will win."

On 6 April, the UN International Day of Sport for Development and Peace, FIFA partnered with the UN and WHO in supporting the #BeActive campaign launched to encourage people to be #HealthyAtHome. The campaign, which includes a range of suggestions to stay healthy at home, was kicked off with Real Madrid CF, FC Barcelona, Liverpool FC and Manchester United FC players asking football fans to set aside their rivalries and to come together to #BeActive.

In mid-April, football stars both past and present came together to show their appreciation for the efforts made and risks braved by healthcare workers and other professionals who are giving their all to ensure society continues to function in the face of the coronavirus. Fifty world-renowned footballers all paid tribute to humanity's heroes by applauding their efforts in the fight against the coronavirus.

Only recently, FIFA, the WHO and the European Commission joined forces to launch the #SafeHome campaign to support women and children at risk of domestic violence.

The campaign is a joint response to the recent spikes in reports of domestic violence as stay-at-home measures to prevent the spread of COVID-19 put women and children experiencing abuse at greater risk. The five-part video awareness campaign features 15 past and present footballers who stressed their support in addressing this critical issue.

“FOOTBALL HAS THE POWER TO RELAY SOCIAL MESSAGES”

"We cannot stay silent on this issue that negatively affects so many people (...). Football has the power to relay important social messages, and through the #SafeHome campaign, we want to ensure that those people experiencing violence have access to the necessary support services they need", said Gianni Infantino.



L'UEFA et Disney s'allient pour aider plus de jeunes filles à jouer au football

L'initiative PlayMakers utilise une approche narrative innovante mettant en scène des personnages très appréciés de Disney, pour aider davantage de jeunes filles à s'amuser en faisant régulièrement de l'exercice physique et en jouant au football.

Au début de l'année, l'UEFA et Disney ont fait équipe pour mettre au point un programme de football novateur, qui utilise les contes mondialement connus de Disney pour encourager davantage de jeunes filles à faire régulièrement de l'exercice et à susciter leur intérêt pour le football.

Inspiré par des recherches universitaires montrant le rôle positif du conte pour aider les enfants à faire du sport, PlayMakers vise aussi à augmenter la proportion de jeunes filles atteignant les niveaux recommandés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en matière d'activité physique ; un chiffre qui n'atteint aujourd'hui que les 16%.

« DANS LA PEAU D'UN INDESTRUCTIBLE ! »

En visant les petites filles de 5 à 8 ans qui ne jouent pas actuellement au football, 7 associations nationales membres de l'UEFA (l'Ecosse, la Norvège, la Belgique, la Pologne, l'Autriche, la Roumanie et la Serbie) lanceront PlayMakers dans les écoles, les clubs et les communautés locales à l'automne 2020. D'autres associations devraient introduire le programme dans le courant de l'année.

Contrairement aux programmes de football traditionnels, chacune des dix sessions de formation initiale PlayMakers suit le récit du succès mondial de Disney/Pixar, les Indestructibles 2. Des entraîneurs formés encouragent les participants à jouer les rôles de personnages populaires du film d'animation, comme Elastigirl, Monsieur Indestructible, Violette et Flèche, en donnant vie aux scènes d'action du film grâce au mouvement, au travail d'équipe et à leur imagination.

Cette approche unique fondée sur l'apprentissage par le jeu fait suite à une revue de littérature commandée par l'UEFA et menée par l'Université Beckett de Leeds (Royaume-Uni). Ce travail a évalué l'état de la recherche universitaire sur ce qui motive les jeunes filles à faire du sport, en identifiant les meilleures méthodes d'entraînement pour créer un environnement d'apprentissage sûr. Ses conclusions mettent particulièrement l'accent sur les avantages d'une éducation basée sur le jeu.

PlayMakers est aussi le résultat d'un partenariat de transfert de connaissance avec la fédération anglaise de football, qui gère le programme *Shooting Stars* en partenariat avec Disney.

Au cours de ses premières sessions, PlayMakers s'attache à renforcer la confiance des jeunes filles dans leurs mouvements, à encourager la pensée créative et à communiquer facilement avec leurs amis. Les sessions suivantes initient les jeunes filles aux techniques de bases du football, mais le programme ne cesse de mettre l'accent sur le plaisir de faire du sport.

L'UEFA et Disney ont également lancé l'opération « Jouer à la maison avec PlayMakers », pour que les enfants de toute l'Europe puissent incarner leurs personnages favoris tout en restant chez eux, en toute sécurité. Avec six chapitres disponibles au téléchargement en ligne, les parents peuvent accéder gratuitement aux activités thématiques Disney/Pixar, qui explorent chacun des personnages principaux du film à travers des éléments de lecture, de jeu, de création et de narration.

Au fur et à mesure que PlayMakers se déploie à travers l'Europe, de nouveaux récits Disney seront ajoutés au programme.



www.uefa.com/playmakers

UEFA and Disney's *Incredible* initiative to help more girls play football

PlayMakers employs innovative storytelling approach featuring much-loved Disney characters to help more girls see the fun in regular physical exercise and football.

Earlier this year, UEFA and Disney teamed-up to develop a ground-breaking football programme that uses Disney's world-renowned storytelling to encourage more young girls to exercise regularly and kickstart a lifelong love of football.

Inspired by academic research showing the positive role of storytelling in helping children take up sport, PlayMakers also aims to increase the proportion of girls meeting the World Health Organization's minimum standards for physical activity – currently, just 16%.

Targeting 5-8 year-old girls not currently playing football, seven UEFA national associations – Scotland, Norway, Belgium, Poland, Austria, Romania, and Serbia – will roll out PlayMakers through schools, clubs and local communities in Autumn 2020. More associations are expected to introduce the programme later this year.

Unlike traditional football programmes, each of

PlayMakers' ten initial training sessions follow the narrative of Disney and Pixar's global box office smash hit, *Incredibles 2*. Trained coaches encourage participants to play the roles of popular characters, such as Elastigirl, Violet, Mr Incredible and Dash, bringing the film's action scenes to life through movement, teamwork and their imagination. The play-based learning at the heart of PlayMakers' unique approach follows a literary review by Leeds' Beckett University in England, which was commissioned by UEFA. The review assessed academic research into what motivates young girls to participate in sports, identifying best practice coaching methods to create a safe learning environment. Its findings put particular emphasis on the benefits of play-based education.

PlayMakers is also the result of a knowledge-transfer partnership with the English Football Association (FA) who run the *Shooting Stars* programme in partnership with Disney.

In its early sessions, PlayMakers focuses on building girls' confidence in their movement, encouraging creative thinking and communicating easily with their friends. Later sessions introduce girls to basic football skills, but the programme continues to put the emphasis on making sport fun.

“PLAYING INCREDIBLES ROLES!”

UEFA and Disney also launched Play at Home with PlayMakers so children across Europe can play the roles of their favourite characters while staying safe at home. With six chapters available to download online, parents and guardians can access free Disney and Pixar *Incredibles 2* themed activities that explore each of the film's main characters through elements of reading, playing, creating and telling.

As PlayMakers rolls out across Europe, new Disney storytelling will be added to the programme.



Sport : une nouvelle ère s'ouvre

La pandémie de Covid-19 offre l'occasion à de nombreux acteurs du domaine sportif de s'exprimer et d'entamer une réflexion autour de ce que pourrait être le sport d'après. L'initiative lancée par la **FDJ Sport Factory** innove en donnant la parole aux premiers concernés, à savoir les athlètes membres de ce collectif.

En quelques semaines seulement, le confinement a chamboulé les habitudes quotidiennes de plusieurs millions de Français. Pour beaucoup, cela a été l'occasion de pratiquer une activité physique régulière, vitale pour surmonter cette épreuve. Nombreux ont ressenti les bienfaits du sport, tant sur le plan physique que psychologique. Ce rapport au sport, les membres de la FDJ Sport Factory le partagent depuis toujours : lancé en décembre dernier par FDJ, ce programme vise à soutenir et à accompagner 27 sportifs pratiquant une discipline olympique ou paralympique individuelle, ainsi que 30 espoirs tricolores à fin 2024.

Interrogées sur leur vision du sport d'après-crise, Chloé Trespeuch (snowboard) et Romane Miradoli (ski alpin) espèrent que la pratique d'une activité physique régulière fasse désormais partie « *de l'hygiène de vie des Français, d'une culture dès le plus jeune âge* ». D'autres athlètes mettent l'accent sur l'attrait social du sport. Dans une société fragilisée, le besoin de cohésion sociale se fait davantage ressentir. Le sport devrait agir en tant qu'instance de partage de valeurs fortes, de création de liens sociaux ou, comme l'explique Victor Leveque (équitation), en tant que milieu socialisateur pour tous. Le sport

pourrait ainsi contribuer à repenser un système de société au sein duquel le vivre ensemble et le bien-être collectif se feraient aussi au travers du sport.

L'après-Covid en appelle aussi à l'urgence écologique. Pour de nombreux athlètes de sports d'hiver, leurs disciplines doivent impérativement « s'écologiser ». Chloé Trespeuch affirme ainsi qu'« *il faudrait arrêter d'adapter le climat des endroits choisis aux besoins de nos sports* », mais plutôt choisir des destinations adaptées aux sports d'hiver. Quant à Michael Jérémiasz (tennis-fauteuil), parrain de la FDJ Sport Factory, il encourage lui aussi l'organisation d'événements sportifs écoresponsables.

La filière « Sport » dans sa globalité n'a pas été épargnée par la crise sanitaire. Entre les clubs sportifs à l'arrêt, les annulations ou les reports successifs d'événements, le monde du sport est à relancer. Les membres du collectif FDJ Sport Factory se montrent résolument optimistes quant à l'avenir et proposent plusieurs idées pour un sport plus novateur. Mathilde Gros (cyclisme) envisage par exemple des journées de détection ciblant particulièrement les jeunes filles, en leur proposant plusieurs sports à découvrir sur une journée. En somme, le sport de demain est déjà en marche !



Retrouvez toutes les actualités de la FDJ Sport Factory en vous abonnant à sa newsletter

Learn about all the FDJ news by subscribing to our newsletter:

www.fdj-sportfactory.fr



A new era for sport

The Covid-19 pandemic has given numerous stakeholders in the field of sport the chance to give their opinion and to think about what sport should be like afterwards. **The FDJ Sport Factory** launched an innovative initiative to hear from those most concerned – the athletes who are members.

A few short weeks of lockdown was enough to change the daily habits of millions of French people. For many of them, this was the chance to do a regular physical activity, which was vital during this testing period. A lot of people discovered the benefits of sport, for both physical and psychological well-being. The members of the FDJ Sport Factory already had this link with sport: the programme, launched in December 2019, aims to support and help 27 athletes who practise an individual Olympic or Paralympic discipline, as well as 30 French hopefuls for the 2024 Olympics.

Asked about their vision of sport after the crisis, Chloé Trespeuch (snowboard) and Romane Miradoli (Alpine skiing) hoped that a regular physical activity would now be part of a healthy

lifestyle for French people, from a very early age. Other athletes highlighted the social attractions of sport. In a fractured society, there is an increased need for social cohesion. Sport should play its role as an example for sharing strong values, creating social links, or, in the opinion of Victor Leveque (horse-riding), as a means to socialisation for everybody. Sport could therefore contribute to a rethink of a kind of society where living together and collective well-being could be achieved through sport. After the Covid crisis, ecological questions need urgent answers. For many of the athletes in winter sports, their disciplines absolutely must become more ecological. Chloé Trespeuch stated that it was time to stop adapting the climate in chosen places to the needs of sport, and instead

to chose places suitable for winter sports. Michael Jérémiasz (wheelchair tennis), the FDJ Sport Factory ambassador, also wants to encourage the organisation of environmentally responsible sporting events.

The whole of the sport sector has been impacted by the health crisis. Clubs have been closed and events have been cancelled or repeatedly postponed, so the world of sport needs relaunching. The members of the FDJ Sport Factory community are determined optimists about the future and have suggested several ideas for more innovative sport. Mathilde Gros (cycling), for example, imagines special days targeting girls, with the chance for them to discover several sports during the day.

To sum up: tomorrow's sport is already on the way!

VisioStories : les sportifs de haut niveau aux côtés des héros de la crise sanitaire

Souhaitant soutenir les acteurs en première ligne face à la crise sanitaire et souligner l'investissement des sportifs de haut niveau, le Crédit Agricole a organisé du 4 au 10 mai 2020 l'initiative « VisioStory ». Le concept ? Permettre à sept héros du quotidien qui ont une histoire avec le sport, d'échanger, l'espace d'un appel vidéo, avec un athlète de haut niveau.

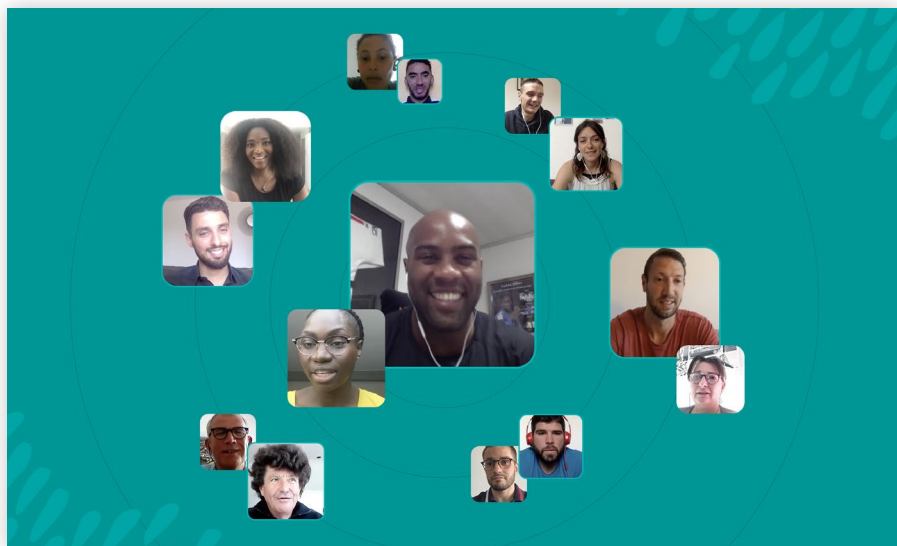
Ils sont soignant, gendarme, bénévole ou conseiller bancaire, tous sportifs, et se sont investis sans faille tout au long de cette crise sanitaire. Comme les athlètes de haut niveau, partenaires des Caisse régionales du Crédit Agricole, avec lesquels ils ont pu échanger, ils partagent l'amour du sport et de ses valeurs, qui les ont aidés à tenir lors de cette crise sanitaire. Abdel, conseiller bancaire du Crédit Agricole confie par exemple à Muriel Hurtis : « *pour moi le sport est porteur de valeurs et elles sont primordiales aujourd'hui au vu des circonstances que l'on vit actuellement* ». Dans son échange avec Cyrille Maret, médaillé de bronze aux Jeux Olympiques de Rio 2016, Julien Mathieu, infirmier aux urgences du CHU de Montpellier et champion du monde de jujitsu-combat en 2018 résume ce que lui a apporté le sport dans cette lutte face au Covid-19 : « *combativité, rage de vaincre [...], donner le maximum que je peux et me surpasser comme dans un combat* ».

L'initiative « VisioStory » fut aussi l'occasion pour des athlètes de haut niveau comme les judokas Teddy Riner et Cyrille Maret, l'ancienne athlète Muriel

Hurtis ou l'ancien nageur Alain Bernard, de remercier ces acteurs en première ligne, de souligner leurs efforts et leur apporter tout leur soutien. Elle a permis également de souligner la participation, à leur manière, des sportifs à l'effort collectif. Ces derniers se sont en effet mobilisés sur les réseaux sociaux durant le confinement pour soutenir les soignants, notamment avec le mouvement #Tousenblancs (appel aux dons pour la Fondation de France). Ils se sont aussi engagés dans les projets conduits par le Crédit Agricole, à l'image de Teddy Riner ambassadeur du « Sport comme école de la vie ».

« PARTICIPER À L'EFFORT COLLECTIF »

Ces VisioStories sont accessibles sur le site ca-sportecoledevie.fr dans la rubrique « Sur tous les terrains ». Elles s'intègrent pleinement dans le projet « Sport comme école de la vie » qui traduit l'engagement de longue date du Crédit Agricole pour la promotion des valeurs du sport.



LE SPORT COMME ÉCOLE DE LA VIE

ca-sportecoledevie.fr

VisioStories: Top athletes alongside heroes from the health crisis

To support front-line workers in the health crisis and put the spotlight on the involvement of top athletes, the Crédit Agricole organised the "VisioStory" scheme from 4 to 10 May. The idea was to give seven everyday heroes the chance to talk to a top athlete through a video call.

Carers, police officers, volunteers and bank advisors all worked unflinchingly throughout this health crisis. Like the top-level athletes in the "Sport comme école de la vie" (sport as schooling for life) scheme with whom they had the chance to converse, they share a love for sport and its values which helped them to keep going during the crisis. As Abdel, a bank advisor with the Crédit Agricole, told Muriel Hurtis: "*For me, sport conveys values which are vital today, in the light of the current situation*".

When he talked to Cyrille Maret, bronze medallist at the Rio Olympics in 2016, Julien Mathieu, a nurse in Montpellier public hospital and 2018 jujitsu fighting

world champion, summed up how sport had helped him in the battle against Covid-19: "*fighting spirit and the determination to win [...] giving all I have and more, like in a fight*".

“SHARING IN THE COLLECTIVE EFFORT”

The "VisioStory" scheme was also the opportunity for top athletes such as the judokas Teddy Riner and Cyrille Maret, the former athlete Muriel Hurtis and the former swimmer Alain Bernard to thank those on the front line, to highlight their efforts and to give them their support. In addition, it showed

how athletes were contributing to the collective effort. They were active on social media during the lockdown in support of carers, for example, through the #Tousenblancs movement (an appeal for donations to the Fondation de France). They are also the ambassadors for projects run by the Crédit Agricole, like Teddy Riner, the ambassador for "Sport comme école de la vie".

The VisioStories can be seen on the ca-sportecoledevie.fr website under the heading "Sur tous les terrains". They fit perfectly into the "Sport comme école de la vie" project, which is an example of the Crédit Agricole's long commitment to promoting the values of sport.

« Réaffirmer notre engagement de proximité »

Pour la 2^e année consécutive, BigMat conduit l'opération « Les Bâtisseurs du sport », dont l'objectif est de soutenir le sport amateur, particulièrement éprouvé par les conséquences de la crise sanitaire. **Ludovic Bonnet**, Directeur marketing de Bigmat nous présente les enjeux de cette opération.

Quels sont les objectifs de la campagne « Les Bâtisseurs du sport », dont la saison 2 a été lancée au mois d'avril dernier ?

LB : BigMat n'est pas une enseigne comme les autres, c'est un groupement de patrons indépendants qui ont choisi d'avancer ensemble sous « le même maillot » et partagent un même esprit d'équipe avec des valeurs communes de solidarité et de bienveillance. Historiquement, nos adhérents sont des entreprises familiales profondément ancrées dans le tissu local de leurs implantations, contribuant activement à la vitalité des territoires. Depuis près de 40 ans d'existence, à travers nos 286 points de vente, ce sont en France plus de 3000 collaborateurs qui vivent, travaillent et développent chaque jour des liens sociaux avec leurs clients et au-delà avec les communautés locales. Portant haut et fort notre vision fédératrice que « dans tous les projets, l'humain aussi ça compte », nous réaffirmons avec « Les Bâtisseurs du Sport », notre engagement de proximité. Sponsoriser les clubs de sport amateurs locaux, dans lesquels les enfants de nos clients, partenaires et salariés peuvent jouer, en est l'une des expressions naturelles.

Les clubs sportifs amateurs ont été (et seront) directement impactés par la crise sanitaire.



Comment des groupes comme le vôtre peuvent-ils s'engager davantage sur ce terrain ?

LB : Manque de financement, baisse de subvention, volatilité des bénévoles et arrêt des compétitions... Les associations sportives, fédérations et clubs de sport amateur ont été durement impactés par la crise, certains ayant du mal à se projeter financièrement sur la saison prochaine. Il est urgent de se mobiliser pour les soutenir et préserver les valeurs de cohésion et d'inclusion sociales qui s'y rattachent. Les entreprises qui le peuvent ont là une occasion unique de développer leur démarche

RSE et démontrer leur implication en matière de responsabilité sociétale. Le parrainage et le mécénat font partie des nombreuses solutions de soutien possibles et sont par ailleurs avantageuses en matière fiscale. C'est une approche gagnant-gagnant !

Cette campagne dépasse le territoire français, puisque des clubs espagnols, portugais, italiens, belges, tchèques et slovaques ont pu participer cette année. Est-ce une preuve qu'on peut concilier stratégie de communication globale et un modèle international de soutien au sport amateur ultra-local ?

LB : Bien sûr ! Et il ne faut pas oublier que le déploiement international des « Bâtisseurs du Sport » s'appuie sur une compréhension fine des contextes locaux, puisque BigMat est la première enseigne européenne de distribution de matériaux et produits pour la rénovation et la construction du bâtiment avec 904 points de vente. Acteur de proximité rayonnant à l'international depuis 1984, nous avons étendu le dispositif à nos six autres pays d'implantation. Cette opération, permet au même titre que notre Grand Prix International d'Architecture, d'animer et rassembler notre réseau, en invitant l'ensemble de nos adhérents à agir ensemble.

Propos recueillis par Sylvain LANDA

Confirming our grassroots approach

For the second consecutive year, BigMat is running the "Les bâtisseurs du sport" (sport builders) operation, which aims to support amateur sport, particularly hard-hit by the consequences of the health crisis. **Ludovic Bonnet**, BigMat's Marketing Director, tells us about this operation.



What are the aims of the "Les Bâtisseurs du sport" programme, with its second season launched in April?

LB: BigMat is not like other brands, it is a group of independent employers who have chosen to move forward together in the same "team strip", sharing the same team spirit with the values of solidarity and caring. Traditionally, our members have been family businesses with a strong local feeling that make an active contribution to the life of their regions. After nearly 40 years, with 286 outlets, there are more than 3,000 employees in France who live, work and develop social links with their customers and with their local communities on a

daily basis. Proclaiming our federating vision that "in every project, humanity matters", we confirm our grassroots approach with "Les Bâtisseurs du sport". Sponsoring local amateur sports clubs where the children of our customers, partners and staff can play is an obvious example of this.

Amateur sports clubs have been (and will continue to be) directly affected by the health crisis. How can groups like yours increase their commitment on the ground?

LB: Lack of funding, reduced subsidies, problems for volunteers and cancelled competitions... amateur sport associations, federations and clubs have been hard-hit by the crisis, and for some of them financial difficulties make it hard to plan for the next season. It is vital to help support them and keep the values of social cohesion and integration they embody. Businesses that can do this have a unique opportunity to develop their CSR schemes and show their involvement and social responsibility. Sponsoring and funding are just two of the many

different possible forms of support and what is more they are tax efficient. It is a win-win approach!

This campaign extends beyond France, since clubs from Spain, Portugal, Italy, Belgium, the Czech Republic and Slovakia were able to take part this year. Does this prove that it is possible to reconcile global communications strategies and an international support model with ultra-local amateur sport?

LB: Of course! And don't forget that the international rollout of "Bâtisseurs du sport" is based on a detailed understanding of local contexts, because BigMat is the leading European brand for the distribution of building and renovation products, with 904 outlets. Since 1984 we have been active at the local level with an international reputation, so the scheme was extended to the six other countries where we have stores. This operation, along with our Grand Prix International d'Architecture, helps to unite our network, by encouraging all our members to act together.



Un « après Covid-19 », entre espoir et inquiétudes

Alors que l'on en est encore à tenter de chiffrer l'impact financier de la Covid-19 sur les organisations sportives, de nombreuses questions se posent quant aux perspectives d'avenir du sport français. Si la prochaine saison revêt un certain nombre d'incertitudes, il existe pourtant des raisons de croire en des lendemains qui chantent.

Entre perte d'exploitation et manque à gagner, le confinement et la mise à l'arrêt total du sport aura un coût économique certain pour les différents acteurs sportifs. Si le chiffrage définitif ne sera possible que dans quelques mois, plusieurs enquêtes permettent de donner quelques tendances. L'étude menée dès le début de la crise et réactualisée régulièrement par le Conseil social du mouvement sportif (COSMOS) auprès des employeurs de la branche Sport indique que 54,2% d'entre eux évaluent une perte de chiffre d'affaires comprise entre 10 et 30% équivalant à environ 200M€. Les travaux de *Sport et Citoyenneté* et de la Centrale du Sport, auxquels, ont répondu 3110 clubs amateurs, indiquent que, selon eux, l'impact de la Covid-19 proviendrait pour l'essentiel de l'annulation de diverses manifestations traditionnellement organisées en fin de saison sportive. La perte moyenne serait ainsi de 6 800€ par club. Notons enfin qu'à l'heure d'écrire ces lignes, la grande consultation menée par le CNOSF auprès des 170 000 associations sportives affiliées et à laquelle plus de 23 000 clubs ont participé n'était pas encore

« UNE SAISON 2020/2021 PLEINE D'INCERTITUDES »

Cet article a été publié dans la revue *Jurisport* n°209 (Juin 2020), la revue juridique et économique du sport.

disponible mais qu'elle apportera certainement des éléments utiles à l'analyse.

Le déconfinement très progressif mis en place depuis le 11 mai n'ayant pas permis une inflexion majeure des tendances à l'œuvre, les regards sont désormais tournés vers la saison 2020/21. Les incertitudes et inquiétudes sont nombreuses. Les clubs craignent en effet une baisse du nombre d'adhésions (...), une baisse des recettes de partenariat (...) et une contraction des subventions des acteurs publics, qui pourraient accorder la priorité au soutien d'autres secteurs (...). Et pourtant, et c'est là un paradoxe malheureux, la place et l'importance du sport n'ont jamais semblé aussi évidentes. Pratiquer une activité physique et sportive était ainsi l'un des sept motifs d'autorisation de sortie durant le confinement, ce qui a permis à de nombreux français, notamment ceux en activité partielle et/ou en télétravail de se (re)mettre au sport. Plus largement, s'il est un peu tôt pour dresser le bilan sanitaire de la Covid-19, des études ont déjà démontré que les personnes présentant des facteurs de comorbidité (obésité, maladies cardio-vasculaires, diabète) avaient été plus durement touchées par le virus... Facteurs sur lesquels la pratique sportive a une incidence positive directe tant en matière préventive que curative.



CHRISTOPHE LEPETIT

Centre de Droit et
d'Économie du Sport (CDES)

Alors que de nombreux problèmes sanitaires ou sociaux pourraient intervenir de façon plus régulière du fait du changement climatique, il devient plus que jamais primordial de mieux préparer nos corps aux agressions externes. Et si c'était enfin le moment d'accorder au sport la place qu'il mérite ? Celle d'un outil puissant de politique publique de santé, de bien-être, d'éducation et de citoyenneté, qui devrait donc être financé en conséquence par l'ensemble des parties prenantes.

Pays de la Loire : un plan de relance régional en faveur du sport

La crise sanitaire actuelle frappe massivement le secteur du sport, contraignant la très grande majorité des structures sportives à l'arrêt de leurs activités. C'est pourquoi, dès le début de la crise, le Conseil régional des Pays de la Loire s'est mobilisé afin de soutenir les acteurs sportifs.

Dès les premières semaines de confinement, un fonds d'urgence événement a été mis en place par le Conseil Régional des Pays de la Loire, afin d'accompagner notamment les structures organisatrices de manifestations sportives contraintes de procéder à des annulations ou qui ont vu leurs recettes s'effondrer. Les subventions versées aux associations et aux clubs sportifs ont également été maintenues, et ce même si les manifestations ou actions prévues ont dû être annulées. Enfin, les aides attribuées au titre du Pacte éducatif régional ont été versées en intégralité, ce qui a permis de payer les structures qui intervenaient, même si elles n'avaient pas réalisé toute leur prestation.

Aujourd'hui, certains clubs rencontrent des problèmes financiers et s'inquiètent de la pérennisation de leurs emplois. De plus, même si la reprise de la pratique est autorisée sous certaines conditions, les clubs craignent qu'une partie des licenciés ne renouvellent pas leur adhésion ou engagement à la rentrée de septembre.

« PLUS D'UN MILLION D'EUROS SUPPLÉMENTAIRE »

À l'issue de nombreuses réunions menées avec les acteurs de la filière sportive (comité régional olympique et sportif, ligue et comités départementaux, services de l'État...), la Région Pays de la Loire a décidé début juillet de s'engager sur un plan de relance en faveur du sport, qui s'inscrit dans le renforcement de ses dispositifs et la mise en place de nouvelles actions.

Ce plan s'articule autour de 5 axes :

- Le renforcement des aides aux clubs sportifs de haut niveau (soutien

financier complémentaire pour la saison 2020/2021)

- La prolongation des aides aux sportifs de haut niveau du groupe élite (accompagnement sur mesure des sportifs ligériens mis en place par le Conseil Régional) pour la préparation olympique et paralympique de Tokyo 2020, reportés à 2021.
- Le lancement d'une campagne de communication pour inciter les ligériens à prendre une licence sportive dans un club.
- La création d'un fonds régional Pays de la Loire Solidarité Sport, venant en complément des mesures prises par l'État et destiné aux associations sportives employeuses.
- Le soutien à la filière équestre, cette dernière étant l'un des premiers employeurs du mouvement sportif ligérien mais aussi une filière économique importante du territoire, jouissant d'une reconnaissance internationale avec le Cadre Noir de Saumur.

Le montant total des affectations s'élève à un peu plus d'un million d'euros, au profit des acteurs du sport ligérien.

Par ailleurs, la Région a annoncé dans son plan de relance « Jeunesse » le doublement des avantages « Culture et sport » du e.pass Jeunes pour l'année 2020/2021. 200€ de e.coupons sont dorénavant accessibles à tous les jeunes ligériens, et désormais aussi aux étudiants du territoire.

Le projet PACTE s'apprête à rendre ses conclusions

Soutenu par le programme Erasmus+ Sport de l'Union européenne, le projet européen PACTE piloté par *Sport et Citoyenneté* vise au développement du concept de « Villes actives » en Europe.

Bien que la crise sanitaire liée au Covid-19 affecte de nombreux événements européens, le projet PACTE continue d'avancer. Les partenaires du projet ont réussi à respecter le calendrier initial, et le projet sera mené à bien conformément aux objectifs fixés. Les partenaires se sont réunis virtuellement en mai pour discuter et améliorer la « Matrice pour le changement », un outil d'auto-évaluation pour les villes européennes désireuses d'engager une démarche de « ville active ». Cette matrice sera publiée après l'été, après avoir été testée par les partenaires du projet et une douzaine de représentants de villes. Cet outil revêt une importance particulière au vu de la crise sanitaire actuelle. De nombreuses villes européennes s'efforcent en effet de transformer leur environnement pour offrir plus de possibilités d'être actif au quotidien. La « Matrice pour le changement » permettra de simplifier, d'illustrer et de lancer

des stratégies de ville active reposant sur trois piliers : les écoles actives, les lieux de travail actifs et la mobilité active. Ce dernier pilier fait particulièrement sens aujourd'hui, alors que de nombreuses villes se sont engagées dans des programmes en faveur des cyclistes et des piétons (notamment la création de « pistes cyclables coronavirus »). On ne peut qu'espérer que ces mesures temporaires survivront à la crise sanitaire.

Après plusieurs mois de fermeture des gymnases, des piscines, des stades et des autres installations d'activité physique, les prochains mois seront déterminants pour maintenir et développer la place que nous réservons au sport et à l'activité physique dans nos villes. Il est important de capitaliser sur les leçons tirées de la crise et de continuer à se concentrer sur l'inclusion progressive de la dimension active dans les politiques publiques locales.

PACTE Project prepares for final actions

Led by *Sport and Citizenship* and supported by the Erasmus+ Sport programme of the EU, the European project PACTE aims to develop the concept of "Active Cities" in Europe.

The PACTE project is still in full swing, despite the coronavirus outbreak. The project has managed to keep its original timeline and will deliver on time and on target. Project partners met virtually in May to discuss and improve the "Matrix for Change", which is due to be released after the summer, after a review by project partners and a dozen of external city leaders.

The tool is of particular importance in the framework of the current sanitary crisis. With multiple cities across Europe looking at turning their environment into a space with active opportunities, the "Matrix for Change" will help simplify, exemplify and kick-start active city strategies based on three pillars:

active schools, active workplaces and active mobility. The latter one is of particular importance at a time where numerous cities have engaged in cycling and pedestrian programmes, with the so called "Corona Cycleways". One can only hope that these temporary measures will outlast the crisis.

After several months of closure for gyms, pools, stadiums and other physical activity facilities, the coming months will be pivotal to both maintain and develop the place we reserve for sport and physical activity in our cities. It is important to capitalize on the lessons learnt from the crisis and to keep focusing on including the active dimension incrementally in cities' public policies.



www.pacteproject.com

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union



PARTNERS



Think tank Sport et Citoyenneté
EFCS



EUPEA



TAFISA
ICSSPE



ANCI



ECF



Ville de Liverpool



City of Turku

Projet FIRE : un rapport sur les projets-pilotes publié pendant le confinement

Piloté par **Sport et Citoyenneté**, le projet FIRE vise à concevoir des outils afin de favoriser l'inclusion des personnes migrantes/demandeurs d'asile/réfugiés par le football. Il est soutenu par le programme Erasmus+ Sport de l'Union européenne.

La pandémie de la Covid-19 a amené le secteur du sport, comme toutes les autres sphères sociales, à se mettre à l'arrêt. Cela n'a pas empêché les partenaires du projet FIRE de poursuivre leurs actions, et notamment de publier durant le confinement un rapport sur les interventions-pilotes conduites dans le cadre du projet. Ce rapport d'une trentaine de pages rappelle tout d'abord le contexte général de l'appel à candidatures et le processus de sélection des interventions-pilotes, et propose une analyse des quatre initiatives sélectionnées et co-financées. Ces dernières ont notamment pu bénéficier de la campagne de communication #FootballPeople menée par le réseau Fare (partenaire du projet) et du soutien de leur fédération nationale : la fédération belge de football (RBFA) pour l'action

conduite par le club du FC Inter Hasselt, la fédération roumaine (FRF) pour celle du Forum roumain pour les réfugiés et les migrants (ARCA), la fédération écossaise de football (SFA) en appui du Glasgow Afghan United FC et, enfin, la Fondation LaLiga pour l'opération conduite par le CDE Dragones de Lavapiés.

Plus de 1000 personnes ont pu participer aux quatre opérations mises en place, dont plus d'un tiers de migrants, demandeurs d'asile ou réfugiés ! L'ensemble du processus a permis aux partenaires du projet FIRE de mieux comprendre les défis rencontrés sur le terrain, ce qui s'avère très précieux pour la création des contenus pédagogiques qui alimenteront le futur MOOC du projet.

Le prochain événement national FIRE se tiendra à Bruxelles au mois de décembre 2020.

Publication of the FIRE pilot intervention report during lockdown!

Led by **Sport and Citizenship**, the FIRE project aims to design tools to promote the inclusion of migrants/asylum seekers/refugees through football. It is supported by the Erasmus + Sport programme of the EU.

As the COVID-19 pandemic brought the sport sector, like all other social spheres, to a standstill, the FIRE project published "The Pilot Intervention Report".

The 30-page report draws up lessons learnt, an analysis and recommendations from the four pilot interventions that were selected for co-funding under the scope of our project, while also providing detailed background and context around the call for applications and selection process. All four pilot interventions benefited from project partner Fare network's 2019 #FootballPeople weeks campaign. Selected applicants each benefited from the support of a national project partner: RBFA was partnered with grassroots and amateur FC Inter

Hasselt in Belgium, ARCA- Romanian Forum for Refugees and Migrants with the Romanian FA, Glasgow Afghan United FC with the Scottish FA, and finally, CDE Dragones de Lavapiés with LaLiga Foundation. Over the four interventions, 1080 individuals participated in the initiatives, of which 377 were part of the refugee, migrant and/or asylum-seeker communities!

The entire process has enabled the consortium to further their understanding of challenges met on the grassroots level, which prove precious in regard to creating content for the FIRE MOOC (Massive Open Online Course).

FIRE's next national event will take place in Brussels (Belgium) in December 2020.

www.footballwithrefugees.eu

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



PARTNERS



Think tank Sport et Citoyenneté
ESSCA School of Management



Fundación LaLiga



Union belge de football



Romanian Football Federation



Fare Network
Scottish Football Association



Fundacja Dla Wolności

Retour sur le parcours éducatif du projet ELIT-in

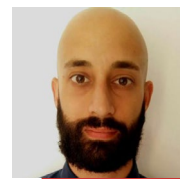
Soutenu par le programme Erasmus+ Sport de l'UE, le projet ELIT-in vise à faciliter l'intégration des sportifs de haut niveau sur le marché du travail. *Sport et Citoyenneté* est l'un des partenaires du projet.

Le projet ELIT-in poursuit ses travaux malgré la pandémie de Covid-19. Pendant cette période, les partenaires du projet et les athlètes participant au programme ont démontré un engagement admirable.

Ces dernières semaines, l'équipe d'ELIT-in a finalisé son parcours éducatif en ligne, disponible sur la plateforme <https://courses.elit-in.net/>. Des ateliers en face-à-face et en ligne ont été proposés pour travailler sur le sens des connaissances acquises. Environ 100 athlètes de haut niveau (55% de femmes et 45% d'hommes) issus de 5 pays différents (Portugal, Espagne, Italie, Slovénie et

Bosnie-Herzégovine) ont complété avec succès les modules proposés, obtenant leur certificat ELIT-in. Leur retour sur l'utilisation de la plateforme est lui aussi satisfaisant (supérieur à 7 sur 10).

L'équipe ELIT-in s'est réunie virtuellement le 18 juin pour une dernière réunion. A l'ordre du jour, la préparation de la conférence finale organisée à Palma de Majorque au mois de novembre prochain. Elle réunira divers acteurs institutionnels, économiques, politiques et sportifs afin de débattre des bonnes expériences menées en matière de transition professionnelle.



TONI NÚÑEZ

Université des Îles Baléares
University of the balearic islands



www.courses.elit-in.net

A look back at the educational process of the ELIT-in project

Supported by the Erasmus+ Sport programme, the ELIT-in project aims to facilitate the integration of top-level sportsmen and women into the labour market. *Sport and Citizenship* is one of the project partners.

The ELIT-in Project continues to progress despite the complicated situation caused by the COVID-19 pandemic. During this situation, both the project partners and the participating athletes have demonstrated an admirable commitment.

We are currently close to finishing the educational process. This online educational process was carried out through the platform <https://courses.elit-in.net>, with some face-to-face and online workshops to set-up the meaning of the knowledge

acquired.

Around 100 Top-level athletes (55% are women and 45% men) were recruited by six partners from different countries (Portugal, Spain, Italy, Slovenia and Bosnia and Herzegovina) and have successfully completed the training modules, thus obtaining the official ELIT-in certificate. Regarding the satisfaction of athletes with the educational platform, we can say that the average satisfaction exceeds seven on a 10-point scale.

The last meeting of the ELIT-in partners took place the 18th June via online. The Amplifier Event and Final Conference will be held at the University of the Balearic Islands in November in Palma de Majorca (Spain). This Conference will count with the participation of public institutions and companies from the labour market and entrepreneurship, political personalities and personalities from the world of sports who should represent good examples of a professional transition.

L'impact de la crise sanitaire sur le Queens Rugby 7 Festival

Le Queens Rugby 7 Festival, premier festival européen de rugby féminin dont *Sport et Citoyenneté* est partenaire, devait se tenir mi-juin à Paris. Mais la crise sanitaire a tout changé, de la date de l'évènement jusqu'à l'organisation de la Fondation Alice Milliat.

C'est au cœur du Bois de Vincennes que 1000 joueuses de rugby à 7, issues du sport scolaire, universitaire et fédéral et provenant de toute l'Europe, étaient attendues. Plus qu'un tournoi international, cet évènement s'inscrivait dans une dimension éducative et culturelle autour du leadership au féminin.

À trois mois du début du festival, l'enthousiasme de la Fondation Alice Milliat a été refroidi par la situation sanitaire. Rassembler autant de joueuses autour d'un sport de contact semblait compliqué, d'autant plus que la situation évoluait

différemment sur le continent. C'est pourquoi début avril, la Fondation et l'agence Erasmus+ ont pris la décision de reporter l'évènement.

Instantanément, un accord sur la prochaine date a été trouvé avec la mairie de Vincennes. Le festival se tiendra du 15 au 20 juin 2021. La communication aux équipes a également été déterminante pour garder le lien et rassurer. Malgré la situation, l'équipe a veillé à préparer au mieux les dossiers avec les interlocuteurs, qui ont tous maintenu leur confiance afin de produire un évènement encore plus festif et enrichissant l'an prochain.



www.fondationalicemilliat.com

Impacts of the health crisis on the Queens Rugby 7 Festival, an innovating European event

Queens Rugby 7 Festival, the first women's rugby European festival of which *Sport and Citizenship* is a partner, was due to be held in mid-June in Paris. But the health crisis changed everything, from the date of the event to the internal organisation of the Alice Milliat Foundation.

It is in the heart of the Bois de Vincennes that 1.000 women rugby 7 players from school, university and federal teams were expected. More than an international tournament, this event seeks to promote women's leadership through an educative and cultural dimension. The Alice Milliat Foundation's enthusiasm 3 months before the start of the festival

was dampened by the health situation in Europe. As rugby is a contact sport, it seemed complicated to gather as many players, especially as the situation was evolving differently in the continent. For this reason, at the beginning of April, the Foundation and Erasmus+ Agency decided to postpone the event. An agreement on the next date was quickly reached

with the city hall of Vincennes, the festival will be held from 15 to 20 June 2021. The communication to the teams was also decisive to keep the link and reassure. The team took care to prepare the files as well as possible with the people it dealt with, who all maintained their confidence in order to produce an even more festive and enriching event.

Projet SPEY : une réponse éducative

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



SPEY est un projet européen mené par l'Union des Fédérations Sportives de Catalogne (UFEC), co-financé par la Commission européenne et par plusieurs partenaires internationaux dont *Sport et Citoyenneté*. Son objectif est de prévenir l'extrémisme chez les jeunes par le biais de la pratique sportive.

Dans le cadre du projet SPEY, la théorie et la pratique vont de pair. S'appuyant sur les recherches menées sur les processus de radicalisation, il associe la pratique sportive à un apprentissage transversal pour atteindre son objectif principal : la prévention de tout type d'idées ou de comportements extrémistes chez les jeunes.

Le « Modèle 3 N », qui conçoit le processus de radicalisation comme le résultat de la combinaison des besoins (« Needs »), des récits (« Narratives ») et des réseaux (« Networks »), est le cadre théorique qui guide le projet SPEY. En pratique, notre projet utilisera différentes méthodes, techniques et outils éducatifs tels que le sport, les randonnées, les jeux de rôle, la dynamique de groupe, les jeux électroniques, les

vidéos ou les réseaux sociaux, entre autres, afin d'atteindre ses objectifs.

Dans ce contexte, SPEY agira à travers les trois niveaux de prévention : engager les jeunes (micro-niveau) à travers les institutions, les universités et les clubs sportifs (méso-niveau) pour qu'ils deviennent des points d'ancrage capables de prévenir les fractures sociales. C'est ainsi que SPEY veut apporter une transformation personnelle et sociale : en abordant les niveaux individuel, collectif et socio-structurel, par une approche dynamique permanente.

S'appuyer sur la théorie pour construire la pratique, et vice versa : SPEY offrira aux jeunes un contre engagement, un plan d'action.



NEUS ARNAL
Éducatrice SPEY
SPEY Educator

SPEY: The educational proposal

SPEY is a European project lead by the Union of Sport Federations of Catalonia (UFEC), cofounded by the European Commission with several international partners involved including *Sport and Citizenship*. Its aim is to prevent extremism among youth through sports practice.

In the framework of SPEY, theory and practice go hand in hand. Drawing on research into the process of radicalization, it combines sports practice with transversal learning skills to achieve its main objective: the prevention of any type of extremist idea or behavior amongst youngsters.

The "3 N Model of radicalization", which explains the process of radicalization as a result of the combination of Needs, Narratives, and Networks,

is the theoretical frame that guides SPEY project.

In practice, our project will use different educational methods, techniques and tools such as sports, treks, role-playings, group dynamics, e-games, videos or social networks, among others, in order to achieve its goals.

In this context, SPEY will act through the 3 levels of prevention: engaging youth (micro-level) through institutions, universities and sports clubs

(meso-level) to become social anchors with ability to restore social cracks (macro-level). This is how SPEY wants to provide personal and social transformation: addressing individual, group and socio-structural levels through a permanent dynamic approach.

Based on theory to build the practice and vice versa, SPEY will offer youth a counter-engagement, a pathway to action.



Projet WAC : être actif au travail !

Encourager l'activité physique sur le lieu professionnel : tel est l'objectif du projet « Workplace Active Certification » (WAC) soutenu par le programme Erasmus+ Sport de l'UE. *Sport et Citoyenneté* est l'un des partenaires.

Le projet WAC (Workplace Active Certification) vise à contribuer à l'effort européen de sensibilisation à l'importance d'une activité physique bénéfique pour la santé par une participation accrue et un accès égal au sport pour tous, en particulier sur le lieu de travail. Le projet s'inscrit dans la continuité du projet EMoCS (European Meetings of Company Sport), dont les conclusions incitaient à la création d'une certification européenne unique en matière d'activité physique sur le lieu de travail.

Le projet a déjà initié un état des lieux des initiatives

menées en matière de sport, d'activité physique et de bien-être sur le lieu de travail et sur les processus de certification et de normalisation. Une analyse comparative des bonnes pratiques menées en la matière corrobore également les études. Le projet présentera une charte éthique et des critères de certification qui seront testés auprès d'entreprises pionnières dans cinq pays (France, Belgique, Slovénie, Malte et Grèce).

Les prochaines étapes consisteront à finaliser les détails de la certification avant le lancement officiel lors de la Semaine européenne du Sport 2021 à Bruxelles.



www.activeworkplacecertification.eu

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



WAC Project: Be Active at work!

Encouraging physical activity at the workplace: this is the aim of the "Workplace Active Certification" (WAC) project supported by the Erasmus+ Sport programme of the UE. *Sport and Citizenship* is a partner.

WAC project intends to contribute to the European effort to further raise awareness of the importance of health-enhancing physical activity throughout increased participation in, and equal access to, sport for all, especially at the workplace. The project comes as the continuity of EMoCS – European Meetings of Company Sport – which showed the need to push forward in the pursuit of a unique European Active Workplace Certification.

The project has already started a State of art on sport and physical activity and

wellness in the workplace initiatives and the certification and standard processes. A benchmark on sport and physical activity good practices also corroborates the studies. The project will present an ethical charter and certification criteria which will be tested with pioneer companies in five countries: France, Belgium, Slovenia, Malta and Greece. The next steps for the project are to finalise the specifics of the certification before the official launch during the 2021 European Week of Sport in Brussels.

« Une attention particulière aux spécificités du mouvement paralympique »

Propos recueillis par
Sylvain Landa et
Emma Garnier

Présidente du Comité Paralympique et Sportif Français (CPSF), **Marie-Amélie Le Fur** a rejoint le Conseil d'administration de notre Think tank. Elle nous apportera son regard d'athlète et de responsable sportif sur les enjeux sociétaux du sport.

Pourquoi avoir accepté de rejoindre notre Think tank ?

MALF : J'ai présenté ma candidature en raison des thèmes traités par le Think tank, et qui selon moi répondent à un besoin du mouvement paralympique : celui de s'interroger sur la façon dont le sport peut, dans différents pans de la vie sociale, servir des causes. Il faut reconnaître aussi la place prise par *Sport et Citoyenneté* depuis plusieurs années. Que ce soit en tant qu'athlète ou comme présidente du CPSF, j'ai eu l'occasion de participer à différentes actions menées. Cela m'a permis de constater que les questions d'inclusion et d'accès au sport sont des causes sur lesquelles le Think tank s'engage. En tant que membre du Conseil d'administration, mon souhait est de faire en sorte que dans les différentes thématiques traitées, une attention particulière soit portée aux spécificités du mouvement paralympique.

La crise sanitaire impacte fortement le monde du sport. Quel serait le message que vous souhaiteriez passer dans le cadre des réflexions actuelles sur le sport d'après ?

MALF : On a pu voir pendant le confinement que le lien entre les Français et le sport s'est renforcé. Alors que nous étions privés de liens sociaux, de libertés, nombre d'entre nous ont repris contact avec le sport. L'enjeu désormais pour les acteurs



[@mariealefur](https://twitter.com/mariealefur)

associatifs, et notamment les fédérations sportives, est de comprendre comment s'appuyer sur cet élan pour bâtir/renforcer la relation au club sportif. Nous devons partir des besoins et des envies exprimés par les pratiquants, notamment en ce qui concerne le CPSF, ceux en situation de handicap. Il faut se concentrer sur la rentrée sportive, qui sera un moment très fort.

Vous aviez annoncé que les Jeux Paralympiques de Tokyo seraient votre dernière compétition

en tant qu'athlète. Comment avez-vous vécu leur report ?

MALF : J'ai vécu cette situation avec deux casquettes : celle d'athlète et celle de présidente du CPSF. Dans les deux cas, je soutiens évidemment la décision qui a été prise par le comité international olympique (CIO) et le Comité international paralympique (IPC). L'objectif est désormais de gérer les difficultés qui se posent concernant la qualification des athlètes, la reprise des compétitions et des entraînements. Nous travaillons de concert avec l'IPC, les fédérations internationales et les fédérations nationales pour donner le plus rapidement possible une vision claire aux athlètes.

En tant qu'athlète, ce report a été plus compliqué à vivre parce que je suis en fin de carrière et que j'avais prévu d'arrêter à l'été 2020. J'ai pris le temps de réfléchir et d'étudier la faisabilité sportive, professionnelle et personnelle de ce report, tout en discutant avec mes entraîneurs pour savoir s'ils se sentaient de repartir sur une année supplémentaire. Tous les voyants étant au vert, nous avons décidé de continuer un an de plus. Mais la question restant en suspens, comme pour beaucoup d'autres athlètes, concerne la pérennité financière de mon projet. Cela implique un engagement des sponsors une année de plus, ce qui n'est pas évident dans la situation actuelle.

“Paying attention to the special characteristics of the Paralympic movement”

Marie-Amélie Le Fur, President of the French Paralympic Committee (CPSF), has joined our Think Tank's Management Board. She will be contributing her view of societal aspects of sport as an athlete and a sports manager.

Why were you willing to join our Think Tank?

MALF: I applied because of the subjects dealt with by the Think Tank, because I think they respond to one of the needs of the Paralympic movement: looking at how sport can usefully serve in different areas of social life. The place taken by *Sport and Citizenship* for several years should also be recognised. Both as an athlete and as president of the CPSF, I have been able to take part in several of the actions developed. That showed me that questions on inclusion and access to sport are causes dear to the Think Tank. As a member of the Management Board I hope to ensure that particular attention is paid to the special characteristics of the Paralympic movement in the different topics dealt with.

The health crisis has had a huge impact on sport. What message would you like to get across when we reflect now on sport after the crisis?

MALF: During the lockdown we have seen that

French people's relationship with sport has been strengthened. While we were deprived of social contacts and freedom, a lot of us got back in touch with sport.

The challenge now for stakeholders in clubs and associations, and especially in the sports federations, is to understand how to use that enthusiasm to build/strengthen the relationship with the sports club. The starting point should be the needs and wishes of the people doing sport, and, particularly when it comes to the CPSF, of people with a disability. We need to focus on the moment when sport starts up again, which will be a very important time.

You announced that the Tokyo Paralympics would be your last competition as an athlete.

How did you feel about their postponement?

MALF: I experienced this situation in two ways: as an athlete, and as president of the CPSF. In both cases I supported the decision taken by the International Olympic Committee (IOC) and

the International Paralympic Committee (IPC). The aim now is to manage the problems which arise concerning athletes' qualification, and the resumption of competitions and training. We are working together with the IPC, and the national and international federations, to give athletes a clear view of the future as quickly as possible.

As an athlete, this postponement was more complicated for me because I am at the end of my career and I had planned to give up in the summer of 2020. I have taken the time to reflect and to study the sporting, professional and personal implications of this postponement, in discussion with my trainers, to see if they think it would be possible to do an extra year. All the indications were favourable, so we have decided to go on for another year.

The unanswered question, as for many athletes, concerns continued funding for the project. This requires a commitment from the sponsors for another year, which is not at all easy in the current circumstances.

L'ACTU EN TWEETS @SportandCitizen

Fare @farenet

👏 We are proud to be a partner in the Football Including Refugees Project (FIRE), led by @SportandCitizen.

🌍 The pilot intervention report has been launched today to mark #WorldRefugeeDay.

Read the full report below [👉](#)

footballwithrefugees.eu/wp-content/upl...

#WithRefugees

#Foot4All



Carine Bloch @CarineBLOCH

Ma tribune pour @Eurosport_FR et le @SportandCitizen sur l'expression des #sportifs, notamment sur le #racisme. Quelle légitimité ? Quels freins ? Quelle efficacité ? Quels #risques ? Quelles #solutions ? #BlackLivesMatters



Expression des sportifs : au pays où tout est noir ou blanc, acceptons ... Avec la vague de protestation liée à la mort de Georges Floyd, la question de la prise de parole des sportifs sur des thèmes comme le ... [@eurosport.fr](#)

Guillaume Sarfati @SarfatiG · 27 mai

Un immense merci à @Juanico d'avoir pris la parole hier au @gouvernementFR pour défendre les intérêts du Sport Amateur en s'appuyant sur les résultats de l'étude agirpourlesportamateur.fr menée par @Centrale_Sport et @SportandCitizen !

LCP @LCP · 26 mai

Annulations d'événements, équipements non adaptés, associations sans accès au fonds de solidarité... @Juanico balaise les difficultés rencontrées par le sport amateur et formule des propositions comme un "chèque sport" pour les familles à la rentrée #DirectAN #COVID_19



MÉDIAS: JUANICO DÉPUTÉ APPARTENANT "SOCIALISTES ET APPARENTÉS" DE LA LOIRE (GÉNÉRALISTE)
QUESTIONS AU GOUVERNEMENT - MARDI 26 MAI 2020

ET AUSSI

9-10 JUIN

RÉUNION DES ACTEURS-CLÉS DE LA SEMAINE EUROPÉENNE DU SPORT

Participation de Maxime Leblanc
Directeur des affaires européennes

15 JUIN

COMMISSION EUROPÉENNE

Participation de Kiera Wason-Milne
Cheffe de projets européens

17 JUIN

AUDITION PARLEMENTAIRE

Mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives
Audition de Julian Jappert, Directeur Général

6 JUILLET

CONSULTATION SUR LA RÉFORME DE LA CHARTE EUROPÉENNE DU SPORT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Participation de Colin Miège
Président du Comité Scientifique

7 JUILLET

WEBINAIRE "VIE ACTIVE : DES STRATEGIES POUR MIEUX BOUGER"

Interventions de Laurent Thieule
Président et Julian Jappert, Directeur général



CALENDRIER

29 AOÛT / KRAAINEM

TOURNOI FOOTBALL AND FREEDOM
ORGANISATION PAR KRAAINEM FOOTBALL,
PARTICIPATION D'UNE ÉQUIPE SPORT ET CITOYENNETÉ.

5 OCTOBRE / MGEN, PARIS

COLLOQUE

DEVELOPPER LA PRATIQUE D'ACTIVITÉS
PHYSIQUES ET SPORTIVES EN MILIEU
PROFESSIONNEL.

RETOUR SUR *Dossier spécial* « Lutter contre la sédentarité »



Vous avez raté un numéro ?

Voici les principales recommandations tirées de notre précédente revue :

- 📌 Mener une campagne de communication à grande échelle et multi-canaux sur les recommandations à suivre afin de réduire les temps sédentaires.
- 📌 Cibler en priorité les publics les plus sujets aux comportements sédentaires, en particulier les scolaires et les étudiants, les salariés et les agents de la fonction publique.
- 📌 Construire à l'échelle d'une ville ou d'une communauté d'agglomération une stratégie active et expérimenter des dispositifs dans les écoles ou sur les lieux professionnels actifs, en s'appuyant sur le partage d'expériences et la cocréation de solutions adaptées.
- 📌 S'appuyer sur la science et les nouvelles technologies pour développer des démarches préventives et prédictives en matière de santé.

Sport et Citoyenneté est le seul Think tank en Europe dont l'objet social est l'analyse des politiques sportives et l'étude de l'impact sociétal du sport. Il produit une réflexion sur les enjeux socio-politiques du sport.

Sport and Citizenship is the first European Think tank dedicated on sport policies. It is a forum of reflection on socio-political issues.

Rejoignez **Sport et Citoyenneté**
en deux clics

www.sportetcitoyennete.com

ou par mail

contacts@sportetcitoyennete.com

**PROCHAINE REVUE
NEXT JOURNAL**

Conclusions du projet FIRE
Conclusions of the Fire project

Become
Sport and Citizenship member
in two clicks

www.sportetcitoyennete.com

or send an email to

contacts@sportetcitoyennete.com



**Sport and
Citizenship**  **Sport et
Citoyenneté**
Sport serving society Le Sport au service de la société

Mécènes / Sponsors

ACADOMIA

Audencia
BUSINESS SCHOOL

Deloitte.



LLC
ASSOCIÉS
AVOCATS

**Made
to Play**



**GROUPE
vyv**

Notre actualité sur / Our news in



@SportandCitizen



@sportandcitizen



Think tank Sport et Citoyenneté



sportandcitizen

Ainsi qu'à celles et ceux qui ont participé à sa réalisation :

Rosa Bickerton, Ludovic Bonnet, Hugo Bourbillères, Typhaine Christiaen, Christophe Dias, Antoine Duval, Mariya Gabriel, Yvan Gastaut, Jacob Kornbeck, Marie-Amélie Le Fur, Sylvie Le Maux, Christophe Lepetit, Silvija Mitevska, Stuart Murray, Romuald Nguyen, Richard Parrish, Carmen Pérez González, Gavin Price, Simon Rofe, Snežana Samardžić-Marković, Jacob Schouenborg, Vanja Smokvina, Albrecht Sonntag, Quentin Tonnerre, Sabine Verheyen, Philippe Vonnard, Thierry Zintz

Sincères remerciements à toutes les personnes
qui ont contribué à ce numéro :

Michaël Attali, Corinne Bastide, Emmanuel Bayle, Katharina Bertl, Irène Bloch, Amel Bouzoura, Myriam Burkhard, Sophie Chambard, Serge Colson, Guglielmo Di Cola, Nathan Douglas, Émilie Doms, Patrick Gasser, Christèle Gautier, Frank Grothaus, Gurvan Heuze, Aménis Khaldi, Michel Lafon, Cécile Lacourt, Raquel Mateos, Philippe Mathé, Toni Núñez, Élodie Petit, Frédérique Quentin, Emmanuel Rorteau, Christèle Solis, Heather Stewart, Dan Whymark.

Président : Laurent Thieule

Vice-présidents : Amel Bouzoura, Nathalie Iannetta, Andrzej Rogulski

Secrétaire général : Nicolas Gys

Secrétaire générale adjointe : Alexandra, Fournier-Bidoz

Trésorier : Pierre-Hervé Gautier

Membres fondateurs : Jacques Delors, André Heinrich, Jonathan Hill,

Emmanuelle Jappert, François Rebourg, Henri Sérandour

Directeur de la publication : Julian Jappert

Rédacteur en chef : Sylvain Landa

Comité de rédaction : Emma Desmas, Aya Elbouamraoui, Emma Garnier, Eva Jacomet, Louison Boussard-Turbet, Victor Chini, Noémie Gingue, Maxime Leblanc, Antoine Panicali, Jacky Racineux, Matteo Riva, Hugo Rubion, Kiera Wason-Milne.

Création de logo : René Fattou
Conception graphique : Uguen Florian
Impression : Imprimerie Connaissance

ISSN : 2117-4164

PROGRAMME EUROPÉEN
DE GESTION FORESTIER
DURABLE



La revue *Sport et Citoyenneté* est une revue gratuite et indépendante éditée par le think tank *Sport et Citoyenneté*. Les textes et images sélectionnés ne donnent pas lieu à rétribution. *Sport et Citoyenneté* n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans les textes. La reproduction est autorisée moyennant mention de la source et l'information préalable de la rédaction.

FRANCE

11 rue Alexandre Fleming 49066 Angers
Tour Opus 12, 77 esplanade du Général de Gaulle, 92081 Paris La Défense
Tél. : (00 33) 2 41 36 21 96

BELGIQUE

House of Sport
Avenue des Arts 43 – B-1040 Bruxelles
Tél. : (00 32) 2 423 51 78

Avec le soutien de



RESPECT